

DS135
F83K12





LE
COMITÉ DE BIENFAISANCE

DU MÊME AUTEUR :

LES ÉCOLES COMMUNALES ET CONSISTORIALES ISRAÉLITES
DE PARIS (1809-1884), avec une préface de M. ZADOC
KAHN, grand-rabbin de Paris.

LES PROFESSIONS MANUELLES ET LES INSTITUTIONS DE PA-
TRONAGE.

Pour paraître prochainement :

LES SOCIÉTÉS PHILANTHROPIQUES, DE PRÉVOYANCE ET DE
SECOURS MUTUELS, avec une préface de M. ISIDORE LOEB.



Cimetière de la Villette.

HISTOIRE DE LA COMMUNAUTÉ ISRAËLITE
DE PARIS

LE
COMITÉ DE BIENFAISANCE

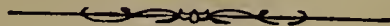
L'HOPITAL — L'ORPHELINAT
LES CIMETIÈRES

AVEC GRAVURES ET PLANS

PAR

LÉON KAHN

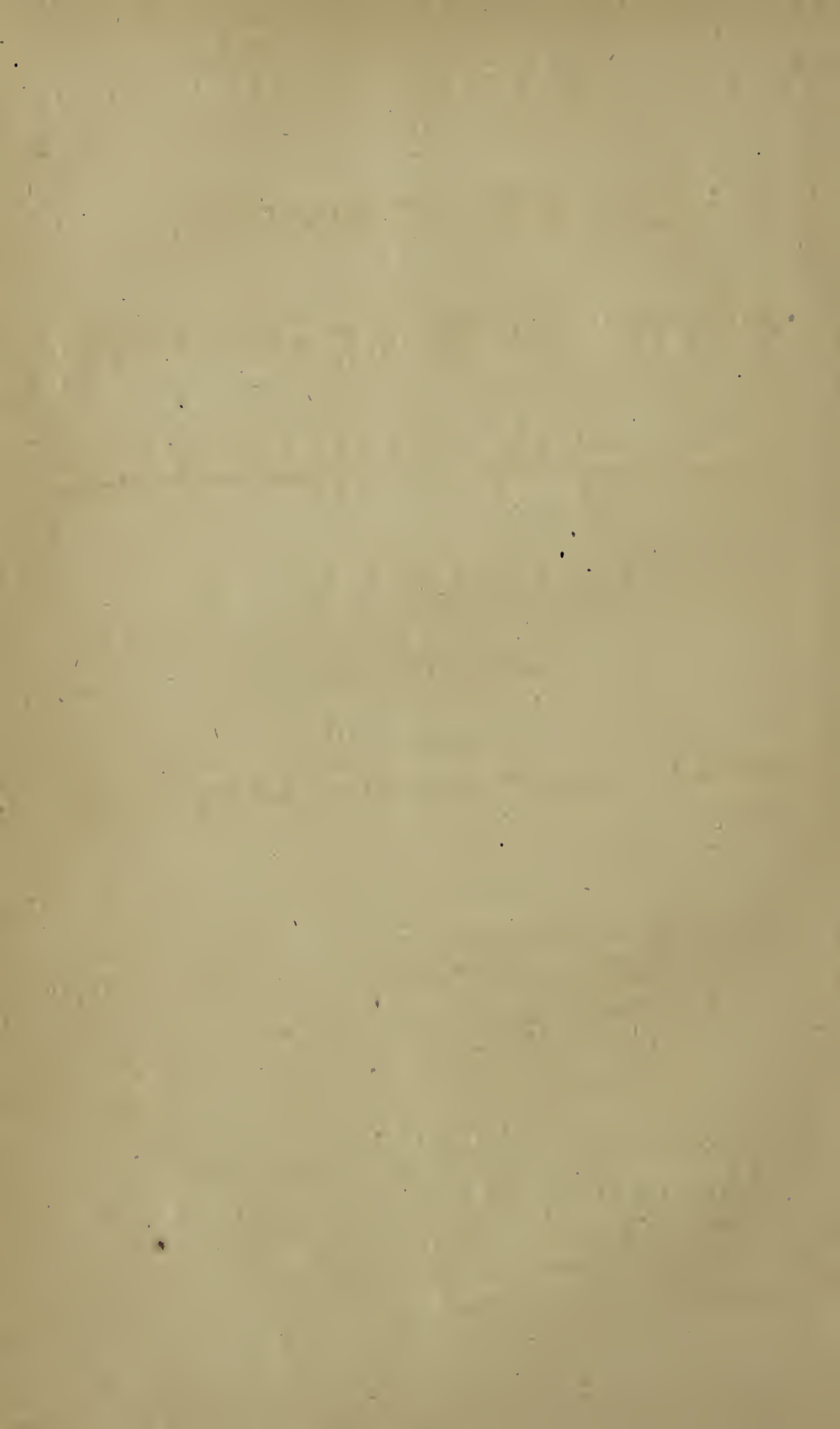
Secrétaire-adjoint du Consistoire israélite de Paris



PARIS
LIBRAIRIE A. DURLACHER

83^{bis}, RUE DE LAFAYETTE

1886



LE COMITÉ DE BIENFAISANCE

L'HOPITAL — L'ORPHELINAT — LES CIMETIÈRES

CHAPITRE I^{ER}

ORIGINE ET CRÉATION DU COMITÉ DE BIENFAISANCE

Le Comité de Bienfaisance est la première institution consistoriale qui fut créée dans la Communauté israélite de Paris. Avant qu'il existât, c'était dans les Confréries religieuses seules que les indigents pouvaient trouver un adoucissement à leur misère ; mais cette assistance était extrêmement limitée, car bien que ces « Confrairies » ou *Hebroth* eussent pour objet de pratiquer « la charité et la bienfaisance envers les pauvres et de rendre les derniers devoirs aux morts », les adhérents de ces Sociétés avaient seuls droit aux avantages qu'elles offraient : les malheureux, les in-

firmes, qui ne pouvaient apporter leur denier et les étrangers, en étaient exclus.

Pour obvier aux inconvénients que cette organisation présentait, car ces coutumes restrictives favorisaient la mendicité, le Consistoire chercha à concentrer les forces éparses de ces Associations afin d'exercer sur elles un contrôle actif et d'étendre les bienfaits de la charité à ceux qui jusqu'alors en avaient été privés.

Le Règlement du 10 décembre 1806, portant organisation du Culte israélite en France, devait faciliter sa tâche. Il avait en effet investi les Consistoires d'une autorité très étendue et les avait astreints en même temps à de grands devoirs. Il leur imposait, entre autres obligations, celle de surveiller toutes les assemblées de prières, et il donnait, particulièrement au Consistoire de Paris, la mission « d'encourager par tous les moyens possibles » les Israélites de la circonscription « à l'exercice des professions utiles et de faire connaître à l'autorité ceux qui n'avaient pas de moyens d'existence avoués ».

Or, pour encourager les enfants à l'exercice des professions utiles, ne fallait-il pas d'abord subvenir aux besoins des parents qui, en raison de l'hostilité dont ils avaient été l'objet pendant tant d'années, devaient préférer les gains immédiats d'un état facile aux bénéfices futurs que peut procurer un métier ?

En faisant connaître à l'autorité ceux qui n'avaient pas de moyens d'existence avoués ne convenait-il pas de distinguer, pour leur venir en aide, les infirmes, les malades, les vieillards qu'une infortune réelle oblige de recourir à la charité publique ?

Une Société de bienfaisance, légalement organisée, pouvait seule permettre alors d'atteindre ce double but. Le Consistoire résolut de la constituer.

Il y avait, à l'époque où il fut installé (12 mai 1809), sept *Hebroth* ou Sociétés de secours mutuels qui s'intitulaient *Comités de Bienfaisance de la ville de Paris*. Le Consistoire décida de les fusionner et, le 28 août 1809, il leur annonça d'abord qu'il allait réduire leur nombre à deux ou trois.

Ce projet souleva de nombreuses protestations de la part des Confréries ; il en souleva également dans la Communauté ; le Grand Rabbin Sintzheim, lui-même, n'y était pas favorable¹. Mais le Consistoire persista dans sa résolution et il invita la députation choisie par les Sociétés à lui faire connaître la voie qu'elle croirait la plus convenable d'adopter pour réaliser ses vues.

Les Sociétés, se rendant enfin au vœu du Consistoire, procédèrent, le 30 août, par voie de tirage au sort, à l'élimination de quatre d'entre elles. Mais ces opérations revêtant une forme définitive tandis que le Consistoire n'avait demandé que des « vues » à lui soumettre, il les annula par arrêté en date du 4 septembre et il décida que « les trois Sociétés les plus » anciennes seraient seules conservées, leurs administrateurs maintenus dans leurs fonctions et que » les quatre Sociétés supprimées se réuniraient aux » trois premières ».

Ce fut M. Seligman (Michel), Grand-Rabbin, *Ancien*

¹ M. Sintzheim « revint sur le but de cette institution », et il se joignit à ses collègues « pour y donner son assentiment particulier ». (Lettre du Consistoire Central au Consistoire de Paris, en date du 13 novembre 1809.)

du Consistoire de Paris, nommé Commissaire pour cet objet, qui procéda à cette opération le 13 septembre 1809. Les administrateurs des trois Comités subsistants ¹ furent chargés de dresser un plan de réorganisation ; mais trop profondément imbus des principes qui régissaient leurs confréries, ils ne réussirent qu'à élaborer un règlement où reparaissait tout entier le vice de constitution contre lequel l'administration consistoriale s'était énergiquement élevée. En effet, en vertu de ce règlement, les membres contributifs seuls étaient appelés à bénéficier des avantages moraux et matériels qu'accordait la Société : tout « étranger » en était exclu.

Se voyant mal compris, le Consistoire, qui voulait établir un Comité destiné à venir en aide à tous les pauvres indistinctement, revint sur son arrêté du 4 septembre, prononça la dissolution de toutes les Sociétés et elabora lui-même un règlement qu'il adopta dans sa séance du 24 novembre 1809 : c'est dans ce projet que, pour la première fois, on prononça le nom de *Société d'encouragement et de secours*. Cette dénomination était déjà tout un programme et résumait bien la mission charitable qui allait échoir au Comité.

Le règlement fut mis en harmonie avec le principe dont le Consistoire poursuivait si énergiquement l'exécution. Par les articles 1 et 2, il consacra la nouvelle forme de la Société qu'il voulait fonder, en rapportant les arrêtés antérieurs relatifs à cet objet, et en décidant qu'il ne serait fondé qu'une seule Société d'encouragements et de secours. Par les articles 20 et 21, le Consistoire qui, comme nous l'avons dit, avait la mission

¹ MM. Isaac Berthe, Moïse Schoubach et Michel Lévi.

de surveiller les assemblées de prières, confia au Comité le soin de déterminer — mais avec la plus grande réserve — le nombre, le lieu et les conditions de ces réunions, relativement nombreuses alors, puisqu'il n'y avait pas de synagogue consistoriale. Enfin, placé sous l'autorité immédiate du Consistoire, le Comité dut (en vertu de l'article 24) lui rendre « ses comptes tous les trois mois par un état de recettes et de dépenses ».

Sauf l'application du principe relatif à la généralisation des secours, la réglementation des assemblées de prières et le soin qu'avait eu le Consistoire de faire sentir à la Société la dépendance dans laquelle elle était tenue vis-à-vis de lui, les dispositions organiques du Comité différèrent peu de celles qui régissaient les *Hebroth*. Deux sortes de membres furent instituées : 1^o Les membres honoraires ; et 2^o les membres proprement dits ou membres de la Société, qui, conformément aux fonctions des anciennes Confréries, furent tenus :

1^o de veiller les pauvres malades ;

2^o de suivre, en cas de décès, le convoi au nombre de dix ;

3^o d'assister, en même nombre, aux prières du matin et du soir ;

et 4^o de laver les corps, veiller et creuser les fosses.

Le Comité dut en outre — comme cela se pratiquait également dans les associations particulières — attacher à son administration deux « prédicateurs », un « Schamass » ou desservant, un médecin et un secrétaire ¹.

¹ L'un des deux prédicateurs, Lazard Philippe, avait la mission « d'expliquer un livre moral pendant les sept jours d'Abel dans la maison du défunt », si c'était un indigent. Son salaire était de 50 livres

Quelque incomplète que fut cette organisation, elle constituait cependant un progrès considérable dans la Communauté qui, éparse jusque-là, allait devenir une, grâce à ce premier effort.

Le règlement de la nouvelle Société fut soumis au Préfet de la Seine. En plaçant cette institution sous ce haut patronage, le Consistoire la mettait à l'abri des accusations que pouvait faire naître alors une telle

par an. S'il avait affaire à des personnes aisées, il pouvait « traiter de gré à gré ».

L'autre prédicateur était Aguilard, *Hazan* du temple de la rue du Cimetière-Saint-André-des-Arcs. Il fut, moyennant 30 livres par an, appelé à remplir le même office auprès des Israélites indigents portugais.

M. Elie « Schamass » était chargé de faire rentrer les cotisations annuelles « des membres de la Société du Comité ». Il recevait pour cela 150 livres par an.

M. Elie Halévy fut choisi en qualité de secrétaire avec un traitement annuel de 120 livres. Il s'engageait à « être présent à chaque séance et à faire les écritures nécessaires ». Il était le père de Fromenthal et Léon Halévy. Léon Halévy fils cadet, comme on l'appelait alors, mort en 1883, fut nommé secrétaire du Comité en novembre 1826, en remplacement de son père décédé. Il donna sa démission le 10 janvier 1827.

M. Rodier, médecin-chirurgien, demeurant rue Saint-Martin, fut attaché, en cette qualité, au Comité de bienfaisance. Il reçut d'abord 400 livres par an. Il s'engageait à soigner les indigents et à « leur administrer tous les secours de son art sans autre rétribution ». Il eut 500 livres à partir du mois de décembre 1809 pour donner également ses soins aux Israélites portugais.

Le Comité eut un ou plusieurs médecins attachés à son administration jusqu'au mois de décembre 1853, où il décida de supprimer le service médical par suite de l'installation de médecins d'arrondissement : le Dr Cahen père, qui employait son salaire tout entier à secourir les indigents confiés à ses soins, succéda à M. Rodier (22 janvier 1816) et fut longtemps le seul médecin du Comité. En 1840, le service médical était fait par les Drs Haas et Manuel; le Dr Cahen fils fut nommé médecin du Comité le 23 décembre 1846; le Dr Handvogel, le 24 novembre 1852. Il y avait alors 5 médecins pour le Comité et l'Hôpital.

création, et donnait en même temps à ces arrêtés une autorité que les Israélites de Paris, non encore disciplinés, auraient pu être tentés de méconnaître. Le Préfet, accueillant les motifs invoqués en faveur de cet établissement dans la lettre d'envoi du 26 novembre 1809 ¹, approuva ce règlement le 31 octobre 1810, en même temps qu'une délibération ayant pour objet d'établir « un tarif pour les frais d'inhumation des personnes aisées ² ».

Le Comité de Bienfaisance israélite de Paris, dont la formation « faisait le plus bel éloge de l'humanité » et des sentiments religieux du Consistoire départemental ³, était définitivement fondé ⁴.

¹ Le Consistoire, en envoyant ce règlement au Préfet, se défendit de vouloir entrer en concurrence avec les bureaux de bienfaisance des arrondissements. Il constatait que les mœurs des Israélites, leur religion, les fêtes du culte, rendaient cette création nécessaire, et que, en ce qui concernait les assemblées de prière et les arts et métiers, il ne faisait que se conformer aux vues de Napoléon I^{er} et au règlement organique.

² Voir *Cimetières et inhumations*, p. 125.

³ Lettre du Consistoire Central au Consistoire de Paris, en date du 13 novembre 1809.

⁴ Nulle institution consistoriale n'a, aussi fréquemment que celle-ci, modifié son titre distinctif. A sa première séance, elle prend la dénomination de « Comité de bienfaisance israélite de la ville de Paris ». Dans le règlement de 1809, le Consistoire l'appelle « Société d'encouragements et de secours », et le 8 novembre de la même année, il l'invite à prendre ce titre dorénavant. En 1825, ses lettres portent comme entête : « Comité de la Société israélite de secours et d'encouragements » ; en 1839, il s'intitule : « Comité consistorial de la Société israélite de secours et d'encouragements » ; en 1846 : « Comité consistorial de secours et d'encouragements ». Enfin, le 14 février 1855, le Consistoire l'invite à prendre à l'avenir le titre de : « Comité de bienfaisance israélite de Paris ». C'est celui sous lequel il est connu depuis cette époque.

CHAPITRE II

ORGANISATION DU COMITÉ

L'expérience et la nécessité modifièrent peu à peu ce que ce règlement avait encore d'exclusif et d'étroit. La Société d'encouragement et de secours rejeta petit à petit de son sein toutes les parties religieuses qui la rattachaient encore ou l'assimilaient aux *Hebroth* et qui avaient leur raison d'être quand la population juive était peu nombreuse, livrée à ses seuls efforts : elle allait devenir une administration uniquement chargée de secourir les malheureux et d'encourager le travail professionnel.

Cette révolution dans l'organisation du Comité de bienfaisance ne fut réellement opérée qu'en 1838. Elle était devenue urgente. La Société de secours, en effet, n'était plus régie par aucun règlement, les dispositions de celui de 1809 étant complètement tombées en désuétude. Ainsi, les membres de la Société, accoutumés à n'obéir qu'à l'impulsion du cœur, distribuaient, presque aussitôt reçus, les dons que l'on avait l'habitude de déposer en séance ; ils confiaient alter-

nativement leurs fonds de réserve au président du Comité ou dans la maison de commerce d'un de leurs collègues ¹ ; ils s'interpellaient dans leurs réunions, se réclamant mutuellement le montant de la cotisation promise en faveur d'une quête spéciale, faite au nom du Comité ; il n'y avait point de contrôle de dépense, point de registres réguliers pour en indiquer l'emploi, etc., etc. ². Telles étaient les mœurs administratives d'alors et qui peignent sous un jour si vif les habitudes paternelles des premiers administrateurs de la Communauté.

Tout cela avait besoin d'être réglementé. L'œuvre fut laborieuse. Ce travail, confié en 1836 à une Commission spéciale ³, qui fut chargée en même temps d'étudier un projet de centralisation des divers Comités régissant les institutions et établissements de la Communauté de Paris, ne fut pas de nature à satisfaire le Consistoire. Un nouveau projet lui fut soumis, le 9 juillet 1838, par MM. Benoît Cohen, S. Munk et Jeramec, accompagné d'un rapport dont M. Munk était l'auteur. Il n'eut pas plus de succès que le précédent. Le Comité, préoccupé, en effet, d'une mission qui n'était nullement dans ses attributions, avait « dé-

¹ Les fonds furent déposés en 1855 à la Banque de France ; mais des démarches furent faites auprès de M. de Rothschild qui, en janvier 1856, annonça que sa maison consentait à en être dépositaire.

² La comptabilité ne commença à être tenue régulièrement qu'en 1836 et ne fut définitivement établie qu'en 1850.

C'est de 1836 que date la création d'un contrôleur. Cette charge fut supprimée le 5 août 1853 et remplacée par une commission de finances.

³ Elle était composée de MM. M. Ennery, grand rabbin ; S.-M. Dalmbert, membre du Consistoire ; Alkan, directeur de la Société de secours ; B. Cohen, vice-directeur ; G.-B. Weill, Philippe Simon, Brandon, Edmond Halphen et Jules Lan, membres de cette Société.

» naturé le principe de son organisation pour y substituer des plans de réforme du culte », qui étaient essentiellement du ressort du Consistoire, et ce projet fut rejeté.

Ce règlement général, qui prévoyait la constitution d'un Comité central dont le Consistoire lui-même aurait fait partie, et qui était accompagné de cinq autres règlements relatifs à la bienfaisance, à l'encouragement aux arts et métiers, à la fondation d'un hôpital, au temple et aux inhumations, embrassait en effet tous les intérêts moraux et religieux de la Communauté. M. Munk ne réclamait rien moins que la fusion des rites allemand et portugais; la nomination d'une Commission compétente pour établir le règlement d'un « nouveau rit uni »; l'abolition de la plus grande partie du *Machsor*; un changement radical de prononciation dans les synagogues du rit allemand; l'abolition de la vente des honneurs religieux, « invention des temps barbares »; l'introduction d'une fréquente prédication, et enfin, l'organisation de cours religieux suivis d'une *Initiation* solennelle.

Le Consistoire ne pouvait consentir à se laisser dépouiller ainsi des « prérogatives de ses fonctions » et il fut d'avis qu'il fallait se borner à modifier l'institution du Comité, en étendant ses attributions sur tout ce qui se rattachait à la bienfaisance, « élément premier de sa création ». Un troisième projet fut élaboré dans ce sens, mais à la suite de difficultés, survenues relativement à la fabrication des pains azymes ¹, une scission se produisit au sein du Comité, et il fut dissous ².

¹ Voir le chapitre : *Azymes*, p. 37.

² Arrêté du 20 janvier 1839. Voici le considérant de cet arrêté :

Un règlement général fut enfin adopté le 15 avril 1839, et les séances des 21 et 29 mai et du 5 juin furent consacrées à l'élaboration de règlements particuliers qui devaient compléter la réorganisation du Comité¹. Ils étaient relatifs :

- 1° A la répartition des secours ;
- 2° A la surveillance des enfants mis en apprentissage d'arts et métiers ;
- 3° Aux secours aux malades ;
- 4° Au service des inhumations.

Ces règlements nouveaux constituaient une œuvre considérable : les anciens usages, les vieilles traditions empruntées aux sociétés particulières, furent définitivement écartées. En revanche les changements qui furent apportés, inspirés par une connaissance approfondie des choses administratives, furent conçus avec une si juste appréciation de ce que devait être cette institution, que ces principes organiques la régissent encore aujourd'hui.

« Considérant que, dans diverses circonstances, le Comité de secours et d'encouragement s'est montré, soit dans ses actes, soit dans sa correspondance, animé de sentiments hostiles à l'autorité du Consistoire dont il émane, et que, notamment à l'occasion du traité à passer pour assurer la fabrication des pains azymes, cette autorité a été ouvertement méconnue »... arrête, etc.

¹ Il fut réorganisé par un arrêté en date du 6 février 1839, qui nommait douze membres titulaires et instituait, pour la première fois, un certain nombre de membres honoraires.

Composée de 7 membres en 1809, la Société fut portée à 9 le 7 mars 1813 ; à 15 en 1839. En 1849, le Comité fut composé de 24 membres ; en 1851, il ne l'est plus que de 15 ; en 1865, il l'est de nouveau de 24 ; en 1877, il l'est de 36. Il compte aujourd'hui 48 membres.

Voir à l'appendice la liste des membres du Comité depuis 1809 (pièce n° 1, p. 155).

C'est de cette époque, en effet, que date le sectionnement des travaux du Comité ; la classification des secours en secours mensuels, temporaires et extraordinaires ; la publication des comptes rendus moraux et financiers ; l'inscription minutieuse des pauvres sur un registre spécial ; l'institution de commissaires et de dames de charité ¹, d'inspecteurs et d'inspectrices, de quêteuses et de quêteurs ² ; l'enquête et la distribution des secours à domicile ; et, enfin, le partage en sections territoriales des indigents inscrits.

Ce règlement répondait non seulement aux besoins qui, depuis trente ans, s'étaient manifestés petit à petit, mais il devait même dans l'avenir faire face à toutes les nécessités qui pouvaient se produire. Bien d'autres règlements furent élaborés, en effet, mais ils s'inspirèrent toujours de celui de 1839 et en reproduisirent les dispositions fondamentales. Les principaux datent de 1849 ³, de 1853, de 1855, de 1869 et de 1877 ; et les modifications qui y furent introduites,

¹ Les premières Dames patronnesses ou de charité ne furent nommées qu'au mois de février 1842. Elles étaient au nombre de trente, savoir : M^{mes} Léon (Alkan) ; Bénédicte ; Brandon ; Jacob Benjamin ; Max Cerfberr ; veuve Joseph David ; veuve A. Haas ; Anselme Halphen ; Gustave Halphen ; Wolf Hirsch ; Lazard-Aron Javal ; Léopold Javal ; veuve Jacob Lazard ; Aron Marx ; Neuburger ; M.-B. Oppenheimer ; Alphonse Oulman ; Monteaux ; Pereyra Suarès ; Anspach ; James de Rothschild ; Cahen (docteur) ; Furtado ; Dumoulin ; Michel Abraham ; Todros ; et Ducas, Bing, Laurié et Neyman, présidentes de sociétés.

² Les quêteurs et les quêteuses, dans l'acception où ils sont entendus ici, n'existent plus depuis au moins trente ans.

³ La réorganisation, en 1849, fut nécessitée par les événements de 1848 qui avaient gravement altéré la situation financière du Comité. Le Consistoire décida de faire participer les *Hebroth* à l'administration du Comité. Sur 24 membres qui en devaient faire partie, 12 furent choisis sur une liste de candidats des différentes sociétés de secours mutuels. Chaque société, composée de 20 à 30 membres, fut appelée

exigées soit par l'organisation d'œuvres nouvelles, soit par le développement incessant que prenaient les premières œuvres, s'appliquèrent plus particulièrement à la création de commissions ¹ que le Comité remania successivement, selon les besoins, et dont, finalement, il dut augmenter le nombre.

Après la mort de M. Albert Cohn, quand, en 1877, le Comité procéda à sa réorganisation, il se partagea en deux grandes fractions : l'une, dite des *recettes* et l'autre, des *dépenses*. La section des recettes fut chargée de provoquer les dons et les souscriptions, de diriger les quêtes, etc.; et à la section de dépenses se rattachèrent les commissions, dans les attributions desquelles pouvaient rentrer toutes les questions relatives à la distribution des fonds du Comité. Ces Commissions sont au nombre de douze : 1° L'assistance; 2° les enfants assistés; 3° les enfants inscrits; 4° les pauvres inscrits; 5° les azymes; 6° les convalescents; 7° l'habillement des enfants; 8° le fourneau alimentaire; 9° les quêtes et les troncs; 10° le vestiaire; 11° les inhumations; 12° le contrôle.

à présenter un candidat; de 31 à 40, deux candidats; et 41 et au delà, trois.

L'institution d'une réunion générale bi-annuelle des commissaires de charité avec le Comité date de 1849.

¹ En 1849, le Comité fut réparti en quatre Commissions : 1° la Commission de secours, des malades à domicile, et des orphelins et enfants abandonnés; 2° la Commission de la maison de secours; 3° la Commission des arts et métiers; 4° la Commission des inhumations.

En 1853, quatre Commissions : 1° secours, malades à domicile et orphelins; 2° arts et métiers et instruction; 3° inhumations; 4° finances.

En 1865, quatre Commissions : 1° assistance et fourneau; 2° orphelinat et écoles; 3° inhumations; 4° finances.

En 1869, cinq Commissions : 1° assistance; 2° fourneau et vêtements; 3° orphelinat et écoles; 4° inhumations; 5° finances.

Cette énumération est assez éloquente pour qu'il ne soit pas nécessaire d'insister sur ce fait que trois Commissions suffisaient, il y a cinquante ans, pour diriger les services du Comité. Encore convient-il d'ajouter que les Écoles, l'Hôpital; l'Orphelinat — qui constituaient alors les sections principales du Comité — ont été successivement détachés de cette administration pour être placés sous la surveillance de conseils spéciaux.

CHAPITRE III

BUT ET ACTION

Par arrêté, en date du 24 octobre 1809, le Consistoire nomma les membres du Comité, dont cinq furent choisis parmi les administrateurs des Sociétés, savoir : MM. Manus Polack, Goudchaux Halphen, Lion Abraham, Moïse Schoubach et Isaac Simon ; et deux parmi les fondateurs du temple de la rue du Cimetière-Saint-André-des-Arts : MM. Lévy Alvarès et Mayer Bing. M. Baruch Weill fut nommé receveur¹. Le Comité se réunit, pour la première fois, le 28 octobre 1809, chez son receveur, qui demeurait rue Boucherat². M. Isaac Simon, doyen d'âge, fut nommé président.

Dès qu'il fut installé, le Comité pourvut au fonction-

¹ Le receveur n'était pas considéré comme membre du Comité. Ce ne fut qu'à la fin de l'année 1837 qu'il fut appelé aux séances, et encore ne fût-ce qu'avec voix consultative.

² Le Comité loua, quelque temps après, une petite pièce rue Grenier-Saint-Lazare, n° 28, où, conformément au règlement, il devait se réunir deux fois par semaine « au moins » pour prendre connaissance des demandes qui lui étaient faites et arrêter les secours à accorder. Vers 1814, il s'en fut loger rue Saint-Avoye, n° 47, où il resta jusqu'en 1822. A cette époque, le Consistoire mit à sa dispo-

nement de son administration et fit faire des publications dans les temples pour inviter les indigents à se faire inscrire. Ses membres se partagèrent les attributions qui lui incombaient ¹. Elles avaient pour objet :

1^o De distribuer des secours aux personnes indigentes que l'âge ou des infirmités rendaient incapables d'aucun travail ;

sition une salle de délibérations dans le local du nouveau temple, rue Notre-Dame-de-Nazareth. Il s'y réunit jusqu'en 1838, époque à laquelle l'Ecole consistoriale étant sans local, le Consistoire mit à sa disposition le second étage de la maison du temple. Le Comité dut céder le lieu de ses séances. Il se réfugia dans une chambre de son garçon de bureau. En 1847, il recouvra son ancien local et il y resta jusqu'à la reconstruction de la synagogue. Il reçut alors l'hospitalité dans une salle contiguë au temple portugais provisoire qu'il quitta en 1851 pour le secrétariat qu'il eut au temple même, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n^o 15, pendant de longues années (salle des mariages, à droite). Depuis, il fit ses distributions de secours rue du Vertbois, n^o 8, au rez-de-chaussée, dans un local sombre, composé de deux pièces, servant l'une de pièce de réception, et l'autre de salle d'attente pour les indigents. La réception des pauvres est transférée rue Saint-Claude depuis février 1886.

Jusqu'en 1851, époque à laquelle le Comité décida qu'il se réunirait en assemblée générale le dernier mercredi de chaque mois, ce qui fut strictement observé pendant vingt-cinq ans, ses réunions furent très irrégulières : il y en eut d'abord deux par semaine, puis une. Il n'y en eut bientôt que deux et parfois une seule par mois. Pendant le mois de *Tischri* le Comité ne se réunissait pas. Les registres des procès-verbaux ont des lacunes de trois et quatre mois.

¹ Un membre fut désigné pour distribuer des bons de pain et de viande aux indigents du rite allemand, et un autre à ceux du rite portugais. La Société s'entendit également avec quatre bouchers, dont un portugais, qui acceptèrent de livrer aux pauvres, tous les jeudis, de la viande Cascher à raison de *neuf sols* la livre. Un mois plus tard, Elie « Samass » fut chargé de faire chez lui cette distribution de viande et de pain. Enfin, quelques jours après, on décida de ne distribuer que du pain, et de donner à chaque pauvre, au lieu de viande, « douze sols » pour chaque livre de viande qu'il recevait jusque-là.

2° De faire soigner les malades indigents ; de les fournir des médicaments et des aliments nécessaires pendant tout le temps de leur maladie ;

3° De présenter tous les ans au Consistoire dix jeunes gens, et plus si ses moyens le lui permettaient, de l'âge de douze à quinze ans, munis du consentement de leurs parents ou tuteurs, pour entrer en apprentissage d'arts et métiers.

Cette tâche était suffisante déjà pour une institution naissante et inexpérimentée. Cependant, dès les premiers jours, le Comité assumait une nouvelle responsabilité : il prit à sa charge deux orphelins abandonnés¹. Le Consistoire rendit hommage à ses sentiments, mais il l'invita en même temps à « se renfermer dans ses moyens, qui lui permettaient à peine de donner de faibles secours à la vieillesse infirme et aux malades ».

Le Comité eut fort à faire pour se maintenir dans ces limites un peu étroites. Cependant il résista d'abord aux nombreuses sollicitations dont il était l'objet en faisant valoir les obligations qu'il avait envers ceux que visait le règlement de 1809 ; mais l'augmentation de la population pauvre, ses besoins croissants, et aussi l'aide grandissante de la Communauté, l'obligèrent petit à petit à sortir du cercle de ses attributions. Il fallut donner à ses pouvoirs une plus large étendue.

Le règlement de 1839 en mentionna minutieusement l'objet : les indigents, les vieillards, les femmes en couches, les malades, les orphelins, les apprentis, les enfants qui se distinguaient dans les écoles publiques,

¹ Voir le chapitre *Orphelins et enfants abandonnés*, p. 85.

les ouvriers, les domestiques nécessiteux, tous ceux enfin qui étaient dignes d'intérêt en raison de leur misère, de leur âge ou de leurs infirmités, de leur dévouement, de leurs vertus ou de leur application au travail, figuraient dans cette nomenclature de la charité.

Mais ce n'était là, pour le Comité, qu'une partie de sa mission, car il avait également accepté la charge d'assister le Consistoire dans l'administration du temple, et enfin d'appeler son attention sur toutes les questions qui pouvaient intéresser le bien-être des Israélites de la circonscription.

Telle était l'importance que le Comité avait acquise, déjà à cette époque, dans la Communauté. On pouvait douter peut-être qu'il en prit une plus grande encore ; et, cependant, quand, à la création de maisons de charité et d'instruction, vinrent s'ajouter de nouvelles œuvres, le Comité avait pris un tel développement que, révisant en 1869 son règlement intérieur, il résuma, en ces termes, l'objet multiple de sa mission : « Le Comité de bienfaisance est chargé de toutes les institutions de bienfaisance fondées par le Consistoire et de toutes les questions qui s'y rattachent. » Le règlement de 1877 reproduisit purement cette mention.

L'action du Comité eut donc, de tout temps, un vaste champ d'exercice. Si elle put se ralentir à mesure que les années s'écoulèrent, grâce à l'activité des Juifs indigents qui, entrant toujours plus avant dans la famille française, figurèrent avec honneur dans les rangs des travailleurs diligents et probes, elle fut considérable et multiple au commencement de ce siècle où il s'agissait de discipliner les esprits et d'élever le niveau des sentiments. Elle s'appliquait

avec un rare bonheur, tant au profit de la moralité des familles indigentes qu'à la grandeur de la Communauté, à la sauvegarde des principes religieux, à la création et au développement de toutes les institutions de charité ou d'instruction dont le besoin se manifestait à Paris ¹ ; elle s'étendait, enfin, avec non moins de bienveillance, sur les malheureux que l'intolérance — en plein XIX^e siècle — obligeait à abandonner leurs foyers et à chercher en France un refuge assuré contre la persécution et l'exil, un appui toujours efficace et généreux.

L'extinction de la mendicité fut son continuel souci. Déjà, par arrêté, en date du 26 octobre 1809, le Consistoire l'avait interdite, pensant avec une juste raison que la constitution du Comité devait suffire à tous les besoins. Cet arrêté n'avait produit que peu d'effet, et le Comité dut prendre des mesures pour la réprimer aussi sévèrement que possible. Plus tard il essaya,

¹ Voici une série de faits et de décisions qui indiqueront nettement quelle a été, à toute époque, l'action du Comité :

En 1811, un sieur Mardochée Tritche et sa femme se présentèrent à l'une des séances du Comité et lui déclarèrent qu'ils étaient dans l'intention de se quitter pour cause d'« incompatibilité d'humeur ». Le Comité les réconcilia par de « pieuses exhortations » et des « sentiments d'honneur ». Il joignit un secours à ses sages conseils. Le procès-verbal qui mentionne ce fait, ajoute : « Le mari et la femme, heureux d'avoir trouvé des médiateurs qui voulaient bien mettre fin à leurs dissensions, promirent de ne se séparer jamais et de vivre désormais en bonne harmonie. »

24 décembre 1811 : « Le Comité charge M. Elie Samas d'inviter la femme et la fille de M. Joseph Oberndorff à se rendre à sa séance prochaine, afin de les engager à avoir désormais plus de respect conjugal et filial pour le susdit vieillard. »

« Tout individu, décide le Comité en 1812, qui sera rencontré dans un café passant son temps à jouer ne recevra désormais aucune assistance. »

En 1825, plusieurs indigents ayant contracté le mariage religieux

de concert avec la *Société des Amis du travail* et les Conseils des écoles, d'y mettre un terme en favorisant le travail et la mise en apprentissage; mais la mendicité prit une telle extension que le Consistoire s'en alarma. En 1828, une Commission, nommée pour étudier cette question, proposa de supprimer tout secours à ceux qui se rendraient coupables de mendicité : la situation ne s'améliora pas. Une nouvelle Commission fut instituée en 1834. La mendicité s'étendait jusque sur le parvis du temple. Aux enterrements, aux mariages, partout où se célébrait une cérémonie, les mendiants étaient là, tendant la main. Une troisième Commission fut nommée, en 1855; une quatrième, en 1863; une cinquième, en 1866. Le Comité prenait délibérations sur délibérations; mais il se heurtait à des difficultés insurmontables. On n'éteint pas la mendicité par arrêté. Chaque fois, en effet, qu'il croyait approcher du but, un événement survenait — tel que l'immigration polonaise, le siège de

sans le faire précéder du mariage civil, il informa la Communauté qu'« il rayera du registre du Comité et refusera tout secours tant à ceux qui contracteront un mariage semblable qu'aux personnes qui y prêteront leur ministère, soit comme rabbins, soit comme témoins. »

M. Fould, banquier, avait l'habitude de distribuer, l'hiver, aux pauvres, un certain nombre de voies de bois. Le Comité était l'intermédiaire. En 1831, M. Fould le pria d'en distribuer vingt-cinq, dont cinq « à des chefs de familles dont les enfants travaillent à un métier, et surtout ceux qui travaillent le samedi comme les autres jours. » Le Comité, pas plus que la *Société des amis du travail*, n'accepta ce bon. Le Comité le renvoya à M. Fould en lui disant qu'il trouvait cette condition « inconvenante » et le priant de ne plus le mettre à l'avenir dans la nécessité de « servir d'organe à une proposition contraire à ses idées religieuses ».

« L'indigent malade par suite d'ivresse habituelle ou d'inconduite n'a droit à aucun secours. » (*Règlement constitutif du Comité consistorial de secours et d'encouragement, 1859*).

Paris, l'hiver de 1879-1880, l'immigration russe ¹ — qui ajournait bien loin la réalisation de son vœu le plus cher.

Si, laissant le côté particulièrement moral de sa mission, nous examinons le rôle qu'il a joué dans la Communauté, nous voyons quelle aide puissante il prêta de tout temps au Consistoire, combien grande fut son action auprès de lui, et nous nous trouvons en présence d'œuvres et de créations fécondes dues à son initiative, à ses conseils ou à son extraordinaire activité. C'est lui par exemple qui, pendant de longues années, présida, sous la direction du Consistoire, au recouvrement général des recettes ; lui qui en 1817 conçut le projet de création d'une synagogue ² ; lui qui en 1818 fit à la Commission spéciale une avance suffisante pour commencer les travaux ³ ; lui de même,

¹ L'immigration russe en 1882 imposa à la Communauté et au Comité les plus lourds sacrifices. Cent cinquante-quatre ménages, composés de plus de cinq cents personnes, avaient été choisis à Brody et amenés à Paris. Un millier d'individus, venus directement, assiégeaient tous les jours déjà les bureaux du Comité. Les familles prises à Brody furent divisées à Paris en deux colonies : l'une, placée rue Eugène Sue, était composée de trois cents personnes ; l'autre, rue Jeanne d'Arc et composée de quarante-trois ménages. Le Comité employa au service de ces malheureux plus de 400,000 francs. Aujourd'hui encore l'assistance du Comité entretient des « apprentis russes » pour lesquels, en 1884, elle a dépensé environ 10,000 francs. Sur deux cents chefs de famille, cent soixante-treize exerçaient l'état de tailleur, cordonnier, menuisier, serrurier-mécanicien, forgeron, tourneur, ferblantier, horloger, peintre, relieur, passementier, chaudronnier, gantier, etc., etc., vingt-sept n'exerçaient aucun état. Parmi les femmes, un certain nombre savaient le métier de modiste, couturière, brodeuse, cuvrière au crochet, etc., etc.

² Ce fut, en effet, sur la demande des membres du Comité que le Consistoire nomma, le 15 octobre 1817, une Commission de sept membres pour étudier les moyens de construire une synagogue à Paris.

³ Une somme de 7,330 francs que possédait le Comité fut mise à la disposition de cette Commission. Voici les termes de l'arrêté pris à ce

qui en 1842 fit de nouvelles avances pour que des réparations pussent être faites à ce temple ; lui encore qui fit adopter cette coutume de faire circuler des « troncs de bienfaisance » dans la synagogue, pendant que le rabbin donne la bénédiction nuptiale¹ ; lui enfin qui, à une époque où par une complaisance abusive les mariages étaient fréquemment célébrés hors du temple, fit tourner cette faveur au profit de la Société de secours, en exigeant de ceux qui l'obtenaient qu'ils eussent à s'entendre, d'abord avec lui, pour les dons (1842). Il participa à la création de la *Société pour l'établissement des jeunes filles* ; il fonda ou subventionna des *Caisses de prêts* ; soutint la *Société du repos éternel* ; prit à sa charge les *Bains religieux* ; fonda une caisse, ayant pour objet d'exonérer tous les ans du service militaire deux ou trois jeunes gens pauvres, dignes de cette faveur (1864) ; géra l'œuvre des *Machines à coudre*, fondée par le baron Edmond de Rothschild (12 avril 1869²), l'œuvre *André-Gustave de Rothschild pour les convalescents* (2 janvier 1878)³, l'œuvre des *Jeunes malades*

sujet par la Société de secours : « Vu l'urgence de cette noble entreprise qui tente à donner un nouveau lustre à notre culte et à relever l'honneur d'Israël ; — vu l'extrême besoin dans lequel se trouve la Commission de faire honneur à ses engagements et d'exécuter dignement un projet si glorieux et si méritoire ; — arrête..... »

¹ L'arrêté date du 3 décembre 1844.

² Cette fondation a pour objet, ainsi que son titre l'indique, de fournir une machine aux ouvrières pauvres. Elles s'acquittent de ce prêt quand elles peuvent et comme elles peuvent. — La fondation, qui était de 3000 francs, a été portée à 5,000 en 1870.

³ Cette œuvre, fondée par le baron Gustave de Rothschild, en souvenir d'un fils qu'il a eu la douleur de perdre, a pour objet de venir en aide aux convalescents à leur sortie de l'hôpital. Les secours doivent être de vingt-cinq francs au moins et de cent francs au plus. Sur les ressources mises annuellement à la disposition du Comité par

adultes (octobre 1881)¹, la *fondation Henri Picart*, en faveur d'indigents atteints de cécité (novembre 1883), etc., etc., etc.

Nous avons vu ce que le Comité de bienfaisance fit pour l'enseignement primaire² et pour l'apprentissage des arts et métiers³; nous verrons plus loin et en détail combien grande fut son œuvre et grand le développement que, sous sa direction, prirent les services des *azymes*, des *vêtements*, de l'*assistance*, du *fourneau alimentaire*, de la *loterie*, du *chauffage*, des *loyers*, des *layettes*, etc., etc.; et, enfin, les établissements d'une importance exceptionnelle, comme la *Maison de secours* et l'*Orphelinat*⁴.

le fondateur, on a distribué tous les ans des sommes variant de dix à quatorze mille francs.

M. S. Alkan, ancien président du Comité, avait légué, en 1872, une somme de cinq mille francs pour fonder, dans des proportions plus modestes, une œuvre semblable.

¹ Cette œuvre, créée par un anonyme, a pour but de permettre à ceux qui n'en ont pas les moyens, de se rendre aux eaux, dans les montagnes ou à la mer, pour y recouvrer la santé.

² Voir à ce sujet Léon Kahn, *Histoire des écoles communales et consistoriales israélites de Paris (1809-1884)*, Durlacher, 1884.

³ Voir à ce sujet Léon Kahn, *Les professions manuelles et les institutions de patronage*, Durlacher, 1885.

⁴ Le souci que le Comité prend des intérêts des membres de la Communauté est tel que, à la suite de plaintes et de réclamations, il décida d'attacher à son administration un médecin en qualité de *mohel* (opérateur de la circoncision). C'est le d^r Berrheim qui fut désigné pour remplir ces fonctions.

CHAPITRE IV

LES ŒUVRES DU COMITÉ

Le but et l'action du Comité de bienfaisance étant connus, l'historique de ses œuvres permettra de suivre de près la marche de cette institution et d'examiner les moyens qu'elle employa pour soulager les misères de la population indigente de Paris.

I

L'ASSISTANCE.

Conformément aux attributions qui lui étaient fixées par l'art. 9 du règlement du 24 novembre 1809, le Comité organisa, pour assister les indigents, un service de distribution hebdomadaire de pain et de viande, et il leur alloua, toutes les semaines également, un secours pécuniaire. Le nombre d'indigents inscrits sur la liste dressée à cet effet en 1809, s'é-

leva à environ 50 pères ou mères de famille, formant 300 individus.

Le nombre en varia peu pendant plusieurs années¹. Le Comité distribuait annuellement 400 livres de viande environ et 2,800 rations de pain. Les secours en argent se montaient, pour les Israélites du rite allemand, à 66 francs, et pour les Israélites du rite portugais, à 30 francs par semaine. Des « pauvres honteux » et des « honnêtes voyageurs, munis de bons certificats² » prenaient part à ces distributions. Cependant, par suite de la situation critique dans laquelle se trouvait la caisse du Comité, il dut successivement suspendre les secours accordés aux voyageurs (14-22 avril 1812) et ses distributions hebdomadaires (6 janvier 1813), « malgré la misère générale qui régnait parmi ses coreligionnaires ». Il décida plus tard (18 avril 1819), de n'accorder dorénavant, aux passagers, aucun secours supérieur à 5 francs. Les vieillards, qui jusqu'alors ne recevaient point d'aide particulière, furent appelés à profiter de la différence disponible. Ils reçurent en outre un secours mensuel à compter de 1822³.

¹ En 1810, cinquante-quatre pères et mères de famille; en 1811, cinquante-cinq. Il y a, dans les procès-verbaux, une lacune de trois ans et demi (7 octobre 1812 — 4 février 1816).

² « Le Comité, après délibération, accorde les frais de voiture jusqu'à Calais au rabbin Loeb Walin, vieillard respectable, ayant exhibé des certificats qui constatent les malheurs excessifs qu'il a essuyés en Pologne, son pays natal » (19 octobre 1825).

³ Il y en eut 24 en 1814; 46 en 1827. Ce nombre demeura à peu près le même jusqu'en 1838. En 1839, le Comité subvint mensuellement aux besoins de 65 vieillards; il en eut 68 en 1840; 85 en 1841, 91 en 1842; 89 en 1843; 98 en 1844; 124 en 1845; 142 en 1846; 155 en 1847; 142 en 1848; 135 en 1849; 135 en 1850; 140 en 1851.
— La création à l'Hôpital de Rothschild d'une maison pour les vieil-

Effrayé de l'accroissement du nombre des nécessiteux, le Comité établit une liste des indigents israélites de Paris, et décida, le 25 juillet 1836, que cette liste, « portant cinq cents noms », serait la liste officielle et « définitive » de ceux qui participeraient aux secours de la Société. Nul ne pouvait plus être aidé par elle s'il n'habitait Paris depuis au moins deux ans¹.

Le registre des indigents constata cependant, au 31 décembre 1838, outre 90 étrangers de passage pour la plupart malades et 63 militaires ou prisonniers, secourus seulement pendant les fêtes de Pâque, l'inscription de 1,675 individus.

Ces familles recevaient des secours atteignant la somme de 10,000 francs au moins, sans compter le chauffage, les médicaments, les azymes. Les distributions extraordinaires à l'occasion des grandes fêtes (Tischri), instituées pour la première fois en 1837, ne furent spécialement mentionnées au budget qu'à compter de 1841.

Par suite de la réorganisation du Comité de bienfaisance (15 avril 1839), l'assistance, dont le dévelop-

lards diminua le nombre de ceux que secourait le Comité. Plus tard enfin, ils rentrèrent dans la catégorie générale des indigents. Les premières dépenses pour cet objet s'élevèrent à environ 1,200 francs en 1822 ; en 1851, elles furent de plus de 7,000 francs.

¹ Les demandes, en 1838, devinrent si pressantes et si nombreuses, que la Société décida de rester en permanence. Cinq de ses membres furent particulièrement désignés pour recevoir les indigents, qui ne devaient se présenter que munis de leur carte d'admission.

Les pauvres, inscrits pour un secours régulier sur les registres du Comité, furent, dès l'origine de cette institution, munis d'une carte d'admission. Ils en restèrent pourvus jusqu'au 27 décembre 1854, où ces cartes leur furent retirées, car elles servaient à plusieurs de « brevet de mendicité ».

pement avait pris d'égales proportions, fut aussi reconstituée¹. La création d'une Commission spéciale fut plus tard reconnue nécessaire et inscrite dans le règlement du 11 juillet 1849². Elle se réunit, pour la première fois, le 29 avril 1850. Elle avait alors à s'occuper de 500 familles inscrites ; et si l'on considère l'importance que les distributions de secours

¹ En 1840, il y avait en effet 660 ménages ou 1,636 individus.

1841-42,	—	599	—	1,569	—
1843-45,	—	683	—	1,683	—
1847,	—	816	—	2,293	—
1848-49,	—	870	—	2,320	—

La consommation des denrées décupla en moins de dix ans :

En 1840, le Comité distribua 1,924 kil. de pain et 399 kil. de viande.

1841,	—	2,028	—	583	—
1842,	—	3,056	—	807	—
1843,	—	4,314	—	1,141	—
1844,	—	7,382	—	2,009	—
1845,	—	9,768	—	2,280	—
1846-47,	—	12,334	—	2,671	—
1848-49,	—	17,098	—	3,492	—

² Cette première séance fut consacrée à l'examen d'une proposition présentée par M. Albert Cohn et relative aux dons faits à l'occasion des mariages et autres circonstances. M. Cohn demandait, en outre, que la mendicité au Temple fut formellement interdite.

On avait la coutume, paraît-il, de distribuer aux mendiants les dons qu'on recevait lors de la célébration des mariages. Il y avait quelque chose de « contraire à une charité bien ordonnée de distribuer les aumônes aux mendiants de profession, à ceux qui... ont toujours la main tendue, et d'en priver les pauvres honteux et les vieillards.

La Commission décida de prendre les mesures nécessaires pour interdire la mendicité au Temple et prit, au sujet des dons, la décision suivante : « Les dons faits au Comité seront distribués suivant l'intention des donateurs. Quant aux personnes qui n'auront pas fait connaître leur désir, le Comité distribuera immédiatement la moitié des sommes données ; l'autre moitié entrera dans la caisse du Comité pour ses distributions ordinaires.

Enfin la Commission établit, pour la distribution de ces dons, trois catégories de nécessiteux : la première recevrait 5 francs, la deuxième 2 francs et la troisième 1 franc. (Rapport fait au Comité dans sa séance, du 22 mai 1850.)

ordinaires ¹ et extraordinaires ² ont prise depuis, on appréciera combien cette innovation devait faciliter la tâche qui incombait à la Société de secours.

A l'origine, le Comité recevait une fois par semaine les indigents de Paris. Les secours qu'ils obtenaient à ces réceptions était la seule assistance qui leur fût donnée. Bientôt à ces nécessiteux réguliers et dignes d'intérêt vinrent se joindre les indigents de passage et ceux qui se livraient habituellement à la mendicité. C'est ainsi que le but de ces réceptions dévia peu à peu de son premier objet : les nécessiteux méritants furent dès lors enregistrés pour recevoir un secours mensuel, trimestriel, semestriel ou extraordinaire et les distributions au siège du Comité ne furent dorénavant destinées qu'aux indigents non classés dans les catégories qui viennent d'être indiquées.

Hebdomadaire jusqu'en 1851, cette distribution fut,

¹ En 1877, il y avait 447 familles inscrites ; 449 en 1878 ; 430 en 1879 ; 353 en 1880 ; 370 en 1881 ; 371 en 1882 ; 323 en 1883 ; 352 en 1884.

Les secours sont en moyenne de 100 francs par famille et par an.

² Les secours étaient divisés en trois classes : secours temporaires ; secours mensuels ; secours extraordinaires.

Les premiers étaient accordés aux malades, aux blessés, aux femmes en couches, aux nourrices, aux indigents « des deux sexes » pendant les sept jours qui suivaient le décès d'un proche parent, et généralement à tous les individus qui se trouvaient dans un cas imprévu digne de la sollicitude du Comité.

Les secours mensuels : aux aveugles, aux paralytiques, aux infirmes, aux orphelins, aux enfants abandonnés, aux vieillards âgés de plus de soixante ans, et aux chefs de famille ayant trois enfants âgés de moins de douze ans, lorsque la famille était domiciliée à Paris depuis trois ans au moins.

Les secours extraordinaires pouvaient être accordés à tous ceux qui figuraient dans l'art. 1^{er} du règlement de 1838. (Voir *But et action du Comité*, p. 21-22.)

à compter de cette époque — et durant la vie d'Albert Cohn — faite très régulièrement deux fois par semaine : le jeudi et le dimanche. Puis, avec le développement qu'avait pris l'assistance, on jugea ces réceptions insuffisantes. A la suite de la réorganisation du Comité, en 1877, la Commission de l'assistance institua un service journalier de secours¹. Enfin, le 15 février 1883, le Comité installa rue du Verbois un bureau permanent pour l'assistance. Ce bureau a été transféré 1, rue Saint-Claude, au mois de février 1886.

II

LE CHAUFFAGE.

Dès qu'il fut institué, le Comité donna des secours de chauffage. La distribution était faite en espèces. Les membres de la Société, chargés de ce service, dressaient la liste des pauvres et fixaient la somme que chacun d'eux devait recevoir. Ce n'est qu'à compter de 1829 que les indigents furent munis de cartes men-

¹ Ces secours s'élevaient alors à 3,000 francs par an. En 1884, l'Assistance distribua, en espèces, 7,793 fr. 90 c. On y distribua également 2,710 bons de pain à 10 centimes ; 4,772 à 20 centimes ; 4,759 bons de viande à 50 centimes ; et 23,260 bons de fourneau à 10 centimes, soit 8,796 fr. 20 c. La dépense pour la distribution du matin, en 1884, a donc été de 16,950 fr. 10 c. *Neuf mille cent vingt-deux* secours y ont été distribués. Trois ans auparavant, en 1881, il s'était présenté 3,293 personnes.

La Commission de l'Assistance distribue également, le matin, des secours aux convalescents sortant de l'Hôpital, aux femmes en couches ; des secours de voyage (en 1884, 3,566 francs) et de loyer.

tionnant la quantité de chauffage qui leur était attribuée et qu'ils allaient prendre chez les marchands désignés par le Comité. La distribution au domicile des nécessiteux n'eut lieu qu'à dater de 1856.

De 1809 à 1862, le Comité donna, comme combustible, du bois et à partir de 1863 du charbon ou du bois¹. Pendant dix ans, la Société de secours pourvut, de ses propres deniers, à cette dépense. Peu à peu on recueillit quelques dons ; puis une quête régulière fut instituée à compter de 1822 pour aider le Comité à y subvenir².

En 1809, la Société d'encouragement distribua 24 stères de bois ; en 1810, 20 doubles stères ; en 1811, 28. A cette date³, 77 indigents du rite allemand et treize personnes du rite portugais furent appelés à

¹ C'est en 1863 également que le Comité fit établir des cartes d'une valeur définie pour la distribution du combustible. La valeur de ces cartes est aujourd'hui de 50 centimes, de 3 francs et de 5 francs. Jusqu'à il y a un an le Comité distribuait des cartes de 15 francs.

Cette distribution se faisait autrefois deux fois par an. Aujourd'hui elle n'a lieu qu'une fois et le Comité, aux distributions du matin, continue à délivrer des bons tout l'hiver.

² En 1814, le Comité décida de faire l'acquisition de bois jusqu'à concurrence de 500 francs dont M. Goudchaux Halphen devait faire l'avance. Il fut convenu qu'il se rembourserait de cette somme « par la rentrée des oblations des synagogues ou par toute autre rentrée au profit du Comité » ; et, dans le cas où les recouvrements seraient insuffisants, chacun des membres s'obligea, par l'apposition de sa signature au procès-verbal, « à lui payer sa quote-part afin qu'il ne soit pas exposé à supporter une perte plus considérable que tous les autres ».

³ Les pauvres honteux ne figuraient pas sur les listes dressées par la Société d'encouragement. Ils recevaient un secours pécuniaire pour se procurer le combustible qui leur était nécessaire. Ils figuraient, en 1831, sur les registres du Comité, pour 317 francs. Il y eut 46 familles en 1841 ; 45 en 1842 et 1843 ; 38 en 1844 ; 52 en 1845 ; 45 en 1846 et 1847 ; 69 en 1848 ; 74 en 1849 ; 70 en 1850 ; 76 en 1851, etc.

prendre part à cette distribution ¹. En 1839, trois cent soixante-neuf ménages reçurent des secours de chauffage ; il y en eut 473 en 1849, et 610 en 1859. Le Comité distribua en 1884-1885 *trois mille deux cents* bons ² représentant une valeur de 5,000 francs et dont on peut évaluer la quantité à 60,000 kil.

III

PALMES ET CÉDRATS.

Le Comité avait pris, dès l'origine, la coutume de faire venir des palmes et cédrats de Gênes à Paris, à l'occasion de la « Fête des Feuillages » (Soukoth), pour les vendre à la Communauté et en attribuer le bénéfice aux indigents.

¹ Pendant les premières années qui suivirent l'organisation du Comité, les indigents des deux rites ne furent pas confondus. Les secours leur étaient indistinctement accordés, il est vrai, mais le Comité désignait soit des membres différents pour présider aux distributions, soit des fournisseurs distincts. C'est ainsi que pendant longtemps le nombre des portugais fut nommément indiqué dans les distributions que faisait le Comité en pain, viande, chauffage, azymes, secours pécuniaires, etc., etc.

² 410 à 5 francs ; 391 à 3 francs et 2,320 à 0 fr. 50. Pendant l'hiver 1882-1883, l'immigration des familles russes obligea le Comité à une dépense de 8,300 francs représentant environ 150,000 kilogrammes de charbon. En 1838, les nécessiteux reçurent 1,263 falourdes ; en 1848, 1,900 ; en 1858, environ 2,500. En 1878, le Comité distribua 38,000 kilos de charbon.

A l'occasion de l'inauguration du château de Ferrière, le baron James de Rothschild fit, en 1862, don d'une somme de 20,000 francs dont la rente fut, selon ses instructions, consacrée à étendre à un plus grand nombre d'indigents les secours en « bois de chauffage ».

Cette opération, naturellement de peu d'importance, fut de tous temps pour le Comité une source de soucis plus que de bénéfices. Le nombre de palmes et cédrats qu'achetaient les Israélites ne pouvait, en effet, augmenter de beaucoup les ressources de la Société.

De 1810 à 1817, on acheta annuellement de 100 à 120 palmes et autant de cédrats ; de 1818 à 1824, 200 de chacun de ces objets ; de 1825 à 1845, on arriva à 250 ; en 1856, le Comité en commanda 400 de chaque ; en 1860, 600 exceptionnellement ; à compter de 1861, le nombre en fut de 450 à 500.

La vente en était effectuée « au lieu des séances du Comité ». Le Consistoire, la Commission du temple, le temple portugais, en prenaient annuellement un nombre déterminé.

La dépense, pour les premières années, fut de 4 à 500 francs ; les conditions de transport, sans doute, permirent, dans la suite, d'en faire venir un plus grand nombre sans augmenter sensiblement le prix d'achat¹. En 1856, la dépense s'éleva à 620 francs, en 1862 à 748. Elle ne s'éleva pas dans la suite au-dessus de 800 francs. Le Comité a décidé de ne plus s'occuper de cet achat (1886).

¹ Il y a là aussi une question de hausse ou de baisse dans la marchandise.

IV

LES AZYMES.

« Nous, soussignés, membres du Comité d'encou-
» ragement et de secours d'une part, et nous : Lion
» Nettle, Jacob Bloch, Joseph Cahen, Bernard Franc-
» fort et Dreyfous, tous quatre boulangers, habitant
» la ville de Paris, sommes convenus des engage-
» ments qui suivent :

» Le Comité s'engage et s'oblige de fournir aux-
» dits boulangers le sac de farine pesant trois cent
» vingt-cinq livres y compris le sac, à raison de
» quatre-vingts francs. Cette farine est destinée à
» faire le pain sans levain pour les jours de Pâque
» prochaine.

» Ils s'engage également à payer, pour la confection
» de chaque livre de pain sans levain, la somme de
» huit sols pour celui destiné à être distribué gratis
» aux pauvres de Paris.

» Les particuliers de Paris ne sont tenus de payer
» que neuf sols et demi la livre de pain et les boulan-
» gers ne peuvent, en aucune manière, en exiger da-
» vantage.

» Fait double, à Paris, ce 6 janvier 1810. »

Ce traité — le premier que passa le Comité — indique
quelle fut, en ce sens, l'action de la Société de secours.
Elle apparaît sous un triple objet :

- 1^o Vente de la farine aux boulangers ;
- 2^o Distribution d'azymes aux indigents ;
- 3^o Influence du Comité pour la vente des matzoth aux particuliers.

I. *Vente de la farine aux boulangers.* — En même temps qu'il traitait avec les boulangers, le Comité s'entendait avec un meunier auquel il achetait la farine nécessaire à la fabrication des *matzoth* de toute la Communauté. Le meunier s'obligeait à « ne fournir à aucun autre israélite de Paris de la farine pour le même usage ». Des inspecteurs, placés au moulin par la Société d'encouragement, étaient chargés de surveiller la mouture ; d'autres, placés dans les boulangeries, surveillaient la confection du pain. — Les farines, ainsi achetées, étaient ensuite vendues aux boulangers munis de l'autorisation du Grand-Rabbin de Paris.

Cet usage se continua pendant quarante ans. Cependant, en 1838, le Comité, recourant à un nouveau système, voulut soumettre les azymes à l'adjudication. Un seul boulanger se présenta, et il fallut revenir au premier mode d'achat.

Mais, en 1849, à la suite de difficultés suscitées par des interprétations peu bienveillantes, le Comité décida de ne plus s'occuper de l'approvisionnement des blés ; il se contenta d'assurer la provision de *Matzoth* nécessaire aux indigents. A compter de 1854, il recommença à acheter et à faire moudre le blé, mais pour les pauvres seulement. En 1864, les boulangers se chargèrent directement de l'achat de la farine, et, depuis cette époque, la Société de secours ne s'occupa

plus que de l'approvisionnement des *matzoth* qui lui étaient nécessaires ¹.

II. *Distribution d'azymes aux indigents*. — Ce secours fut de ceux qui constituèrent de tous temps pour le Comité, une source toujours croissante de dépenses ². A l'origine, cependant, il ne fut pas complètement gratuit. En 1810, par exemple, tous les pauvres, qui recevaient du pain de Pâque, étaient tenus de payer au Comité *deux sols* pour chaque livre de pain qu'ils recevaient « gratis » de lui. En 1812, pour dédommager les boulangers de leurs peines et de leurs travaux, « tout individu, recevant gratis, du Comité, jusqu'à concurrence de 30 livres d'azymes », fut tenu d'aider le boulanger, pendant une journée entière, à la confection du pain, et « pendant deux journées, celui qui recevait une quantité plus considérable ».

¹ Le bénéfice de la vente des farines aux boulangers pour toute la Communauté était acquis, on le sait, à la Caisse des pauvres. Les boulangers, qui se chargeaient de la fabrication générale, devaient contribuer à la confection particulière des azymes pour les indigents. Celui qui n'y prenait pas part payait le sac de farine plus cher que ses collègues. Tous les ans, quatre ou cinq boulangers se présentaient devant le Comité qui délivrait à chacun un nombre déterminé de sacs de farine et répartissait entre eux la quantité de pains à confectionner.

² En 1811, les prisonniers israélites détenus à Bicêtre demandèrent au Grand Rabbin Sintzheim qu'on leur donnât du pain azyne. Le Comité de bienfaisance hésitait à « frustrer les indigents de Paris d'une portion des fonds que les Israélites de Paris destinaient à leur soulagement ». Le Consistoire Central et le Consistoire de Paris le pressèrent d'accueillir la demande des prisonniers. Ce ne fut qu'en 1854, pour la première fois, que tous les prisonniers furent complètement nourris pendant la semaine de Pâque. A compter de 1838, les militaires furent également nourris pendant cette fête, où ils recevaient une allocation pour pouvoir l'observer.

En 1813, les indigents durent, par mesure générale, payer *trois sols*, par livre, pour la cuisson. En 1816, les indigents, particulièrement dignes d'intérêt, furent dispensés de cette contribution ; et, en 1827, enfin, la gratuité devint absolue. Pour supporter cette augmentation de dépenses, le Comité fit, à l'occasion de Pâque, une quête plus générale dans les familles aisées ¹.

Le Comité ne perdait pas de vue non plus la classe intéressante de malheureux, connue sous le nom de *pauvres honteux*. En 1812 (le 3 mars), ceux d'entre eux qui désiraient confectionner leur pain azyme furent invités à se présenter chez leur boulanger « lequel

¹ *Prix et consommation annuels des azymes.* — En 1810, 4,000 livres de pain azyme furent délivrées aux indigents ; 5,000 en 1811. En 1812 on consacra 13 sacs de farine à cet usage ; 15 sacs en 1815 ; en 1825, 22 sacs 1/2 pesant 7,300 livres ; en 1826, 8,320 livres ; en 1828, 30 sacs. En 1838, le Comité délivra 9,283 livres à 490 ménages, et en 1839, 4,706 kil. à 660 ménages.

L'augmentation des secours de cette sorte fut continue. En 1840, on distribue 4,759 kil. ; en 1842, 4,988 ; en 1843, 5,160 ; 5,368 en 1844 ; 5,559 en 1845 ; 6,300 en 1846 ; en 1847, 8,994. On atteignit en 1855 le chiffre de 12,000 kil. ; en 1865, 13,000 ; de 1868 à 1883, on ne dépasse guère 15,000 kil. En 1884 enfin, 17,000 kil., et en 1885, 18,000 kil. de pain azyme furent délivrés aux indigents.

Le prix du pain subissait naturellement les variations du prix de la farine. Jusqu'en 1849 il varia, pour le Comité, entre 8 et 10 *sols* ; pour les particuliers il atteignit parfois 13 *sols*, la livre. En 1851, le Comité décida qu'à l'avenir le pain azyme serait payé 13 centimes en sus de la mercuriale du pain par demi-kilog. pour les pauvres du Comité et 18 centimes pour les non-pauvres.

Le Comité acheta, en 1810, 20 sacs pour la consommation de la Communauté tout entière ; 70 en 1811 ; 80 de 1812 à 1817 ; 95 en 1818 ; 100 en 1819 ; 110 en 1822 ; 117 en 1825 ; 130 en 1834 ; 160 en 1841 ; 207 en 1844 ; 225 en 1847.

Aujourd'hui, la quantité de sacs de farine pris par les boulangers s'élève à 536, pesant chacun 157 kil. brut, et l'on fabrique 75,000 kil. de pain azyme.

est tenu de leur fournir, à raison de sept sols six deniers, la livre pesante de farine, sauf à eux de se pourvoir d'aides et de compter au boulanger 10 cent. par livre, tant pour ses dépenses en bois que pour ses peines et la cession momentanée de son four. » Le Comité décida bientôt après de prendre à sa charge l'indemnité de cuisson. Par la suite, les pauvres honteux reçurent en espèces un secours équivalant à la quantité d'azymes qui leur était accordée.

Le Comité chercha, vers 1857, un local particulier où on put directement délivrer les *matzoth* aux pauvres, au lieu de les obliger à se rendre chez les boulangers, où il y avait, pour eux, quelque chose d'humiliant à se présenter, comme ils le faisaient alors, munis de cartes ¹. Il ne put réaliser cette amélioration qu'en 1860. Elle continue à être en usage.

III. *Vente des matzoth aux particuliers.* — Dans le traité que le Comité passait, tous les ans, avec les boulangers, il avait soin de fixer le prix que « les particuliers de Paris » devaient payer et de spécifier que, « en aucune manière et sous aucun prétexte », les boulangers ne pouvaient réclamer d'eux davantage.

Il y avait, dans cette intervention de la Société de secours, une grande sécurité pour la Communauté. Trompée cependant, en 1849, par quelques esprits malveillants qui accusaient le Comité de spéculer sur elle et de lever, en fixant le prix des azymes, un impôt illégal et injuste, elle mit le Comité dans l'obligation de renoncer au système suivi jusque-là, et de laisser les

¹ En 1854, le Comité fit faire des cartes de quatre couleurs afin que les porteurs de ces cartes puissent s'adresser aux boulangers qui leur étaient indiqués. Chaque nuance était spéciale à un boulanger.

boulangers libres de fixer, comme ils l'entendraient, le prix des azymes pour la Communauté. Les Israélites de Paris eurent plus d'une fois l'occasion de le regretter. Rien ne pouvant entraver les exigences des boulangers, ils vendirent le pain azyme à des prix que la Communauté dut subir. Le Comité ne put réussir à les amener à rabattre de leurs prétentions qu'en consentant à l'augmentation du prix des azymes pour les indigents.

V

LES BAINS RELIGIEUX.

Les Bains religieux sont placés sous l'administration du Consistoire et non du Comité de bienfaisance. Ils pouvaient donc ne pas figurer dans cette monographie des œuvres du Comité. Cependant, c'est grâce à son concours qu'en 1860 on put établir une maison de ce genre, digne de la Communauté de Paris, et c'est lui qui, pendant de longues années, assura la responsabilité de la direction. C'est à ce titre que nous les mentionnons ici.

Albert Cohn, dans ses *Lettres juives*¹, prétend qu'en 1784, lors du passage à Paris de R. Saül, grand-rabbin d'Amsterdam, se rendant à Jérusalem, on recourut à ses connaissances talmudiques pour établir un *mikweh* « qui n'existait pas encore ». Dans cette année, ajoute-t-il, on en érigea un sur un bateau de blanchis-

¹ *Univers israélite*, tome XX, année 1864-1865.

seuse, près du Pont-Neuf. Il y resta, selon lui, pendant trente-huit ans, c'est-à-dire jusqu'en 1821.

Or, en 1827, M. Ouarnier, « propriétaire d'un bain chaud à l'usage des Israélites » et placé « sur la rivière de Seine, au long du quai de la Mégisserie, au-dessous du Pont-au-Change », informait le Consistoire qu'à la suite d'un procès, que venait de lui intenter un sieur Vigier se croyant « seul privilégié d'avoir des bains chauds sur la Seine », il était condamné en première instance à détruire les baignoires existant dans son établissement. M. Ouarnier demandait donc au Consistoire de lui délivrer un certificat qui lui permit de faire constater en appel que « les dames israélites étaient obligées de prendre un bain de baignoire avant de se plonger dans le bain de la purification », d'attester, en outre, que ce bain existait depuis *un temps immémorial* et que les baignoires en étaient « un accessoire indispensable ». — « Ces faits, ajoutait-il, sont de toute vérité, et, si quelqu'un de vous en doutait, il pourrait facilement se faire rendre compte que, *depuis plus de SOIXANTE-DIX ANS* qu'existe le bain que je tiens actuellement, il y a toujours eu des baignoires, etc., etc.¹... »

Il est présumable que cet établissement est celui dont parle Albert Cohn, qui n'appuie ses renseignements sur aucun document positif. On peut donc faire remonter l'existence des bains religieux du quai de la Mégisserie à l'année 1757 environ, et ils existaient

¹ M. Ouarnier, joignant un modèle du certificat qu'il demandait au Consistoire, y disait : « ...qu'il est à la parfaite connaissance des soussignés que ce bain a été le seul qui, depuis un temps immémorial, ait toujours existé sans interruption sur la rivière de Seine dans Paris ».

encore en 1827. Ils étaient connus pour être fréquentés par les Israélites seuls qui s'y rendaient « périodiquement et de fort loin ¹ ».

Cependant, un « second mikweh » fut ouvert en 1823. Voici, en effet, le placard qui fut affiché à la synagogue de la rue Notre-Dame-de-Nazareth, le 14 juin 1823 : « L'administration du temple a l'honneur de prévenir ses coreligionnaires qu'un second

¹ Nous avons eu depuis communication d'un document qui confirme notre assertion. C'est le « Précis et consultation pour M. Ouarnier contre M. Vigier » signé en 1828, d'une part par M^e Petit d'Hauterive, avocat plaidant, et M^e Chauvelot, avoué de M. Ouarnier, et d'autre part par Petit d'Hauterive et F. Nicod, anciens avocats.

Nous ne citons que les passages qui sont directement relatifs à cet établissement :

« M. Ouarnier, tant par lui que par ses auteurs, est en possession, de temps immémorial, d'un emplacement sur la rivière de Seine, au bas du Pont-au-Change ; auprès de ses bateaux à lessive a toujours existé un *bain dit des Juifs*, spécialement consacré aux Israélites, et nécessaire à cette classe d'individus pour y remplir leurs pratiques religieuses. »

« M. Ouarnier prouve que le bain des Juifs a toujours été ce qu'il est encore, un bain chaud avec baignoires..., et la notoriété s'élève en sa faveur avec le témoignage de tous les Israélites qui fréquentent son établissement depuis quatre-vingts ans. »

« Si M. Vigier croyait pouvoir insister comme en première instance, sur ce que l'obligation contractée envers lui en 1807... est la consécration du privilège antérieurement accordé..., il y aurait encore à remarquer que les lettres patentes sont accordées *salvo jure aliorum*. Ces lettres patentes du 4 août 1760 portent, en effet, seulement défense aux tiers d'établir *d'autres bains que ceux qui ont été jusqu'à présent en usage...*, or le *bain des Juifs* était en usage. Il existait dès avant 1760, M. Ouarnier en fait la preuve par des témoignages irrécusables. »

M. Ouarnier gagna son procès.

Ajoutons que ce bain comprenait, en 1828, « dix baignoires avec une piscine propre à la purification ordonnée par les Israélites ».

Nous devons tous ces renseignements à M^{me} Leudet, fille de M. Ouarnier. Nous lui exprimons ici tous nos remerciements pour l'obligeance avec laquelle elle nous a aidé dans nos recherches.

» *mikweh* vient d'être ouvert par M. Tardy, rue Culture-Sainte-Catherine, n° 19. Ce mikweh a été établi
 » d'après le rit hébraïque et sous l'inspection de nos
 » autorités religieuses. L'on peut prendre connais-
 » sance du tarif des prix dans l'établissement même
 » où il se trouve affiché ¹. »

On perd toute trace de l'existence d'une maison de ce genre jusqu'en 1844, où un membre du Consistoire se plaint des « conditions de salubrité et de sécurité des bains religieux dits *mikweh* ».

Cet établissement était, sans doute, installé dans une maison de bains, située rue Saint-Avoye (actuellement rue du Temple), près la rue Rambuteau, en face la rue Geoffroy-Langevin ². C'est là, du moins, qu'il se trouvait lors de la nomination de M. Isidor au grand-rabbinat de Paris en 1847, et là qu'il demeura jusqu'en 1860. A la suite de plaintes et de réclamations qu'ils reçurent, au sujet de son installation défectueuse et insalubre, MM. S. Ulmann et Isidor organisèrent un nouvel établissement, rue Culture-Sainte-Catherine, n° 17 ³. La construction de l'établissement fut confiée à M. Aldrophe, architecte du Consistoire ⁴.

¹ Dans la minute de ce placard, la phrase qui commence par *Ce mikweh* était ainsi écrite : « Ces bains, qui ont été établis d'après le rite hébraïque et sous l'inspection de nos autorités religieuses, présentent les mêmes avantages que ceux déjà établis pont des Arts et ». La phrase s'arrête ici brusquement.

Quel est ce mikweh alors situé pont des Arts ? Et quel est cet autre et ?

² Mme Leudet se rappelle fort bien qu'une fille Adèle Mayer était femme de service au *mikweh*. Quand le bain Ouarnier fut fermé (Mme Leudet ne se souvient pas de la date), cette fille entra en service dans un établissement de la rue Sainte-Avoye où l'on établit un mikweh. C'est sans contredit la maison dont il s'agit.

³ Devenue rue de Sévigné depuis 1869-70.

⁴ M. Alfred Aldrophe est l'architecte du Consistoire de Paris depuis

Cette œuvre fut placée sous le patronage du Comité de bienfaisance, qui, sur la demande du grand-rabbin de Paris, prêta également son concours pécuniaire. Un bail de trente ans fut signé, mais la maison ne répondant plus aux besoins, une Commission fut constituée en 1884 pour s'entendre avec la Société des Études talmudiques, qui céda au Consistoire une maison dont elle était propriétaire, rue Ville-Hardouin, n° 9, pour y installer un nouveau *mikveh* ¹.

VI

HABILLEMENT DES ENFANTS DES ÉCOLES.

Le service de l'habillement des enfants des écoles, qui constitue aujourd'hui pour le Comité une dépense considérable, n'est pas une œuvre née de l'initiative de la Société de secours. Quand la première école consistoriale fut organisée, le Conseil d'administration de cette école ² donna d'abord, à titre de récompense,

l'année 1856. Il a été, on peut le dire, intimement lié à toutes les grandes entreprises de la Communauté. C'est à lui que, depuis 1865, les agrandissements et les nouvelles constructions de l'*Hôpital de Rothschild* ont été confiées ; lui qui a construit l'*Orphelinat S. et C. de Rothschild*, le *Temple de la rue de la Victoire*, l'*Ecole Gustave de Rothschild*, l'*Ecole de l'avenue de Ségur*, le *Séminaire israélite*, la *Maison de refuge pour l'enfance*, à Neuilly, etc., etc. Il a fait preuve, dans ces grands travaux, d'un talent auquel chacun rend hommage et d'une connaissance approfondie de son art.

¹ Cet établissement, construit par M. Zoegger, architecte, est livré au public depuis le 4 octobre 1885. Il est un des mieux organisés parmi les maisons de ce genre en Europe.

² Voir Léon Kahn, *Histoire des écoles* (Durlacher, 1884).

des vêtements, des chaussures, à de certains enfants que leur misère signalait plus particulièrement à sa sollicitude. Puis la charité privée vint en aide au Comité de l'école. Le baron James de Rothschild se distingua particulièrement dans ce concours de bienfaisance et, après avoir contribué, pendant de longues années, à subvenir aux frais d'habillement d'un grand nombre d'élèves, il vint un moment où seul il y pourvut (1833). Le Comité de bienfaisance — en tant qu'administration — n'intervenait en rien dans cet acte de charité. M. Salomon Alkan, intermédiaire habituel entre la famille de Rothschild et la Communauté, était seul chargé de ce soin. Ce ne fut qu'en 1847, que le baron James de Rothschild confia « directement » au Comité le soin d'y pourvoir « annuellement en son nom ».

La dépense, qui jusqu'à cette époque avait été de 6,000 francs environ par an, s'éleva, cette année, à 7,372 francs. Par suite de nouvelles fondations ou de l'augmentation apportée par la famille de Rothschild à cette première fondation¹, le Comité, qui, jusqu'en 1858, n'avait pu habiller qu'une partie des enfants, ayant décidé d'acheter directement des étoffes et de faire faire les vêtements sous ses ordres, réalisa une économie suffisante pour que tous les élèves fussent appelés à profiter de ce secours. Le nombre s'en

¹ La fondation de 6,000 francs fut portée à 7,500 en 1849. En 1851 (25 juin), M^{me} Betty James de Rothschild établit une fondation de 2,200 francs de rente (dite fondation Albert de Rothschild) pour l'habillement des enfants de l'asile communal. Le 9 mars 1853, les revenus furent augmentés de 1,250 francs de rente. En 1857 (le 29 avril), le baron James constitua une rente de 3,000 francs consacrée à l'habillement des enfants qui devaient fréquenter les écoles de l'Orphelinat.

était rapidement élevé, et, d'une centaine que comptaient les écoles à leur origine, il s'augmenta tous les ans pour atteindre en 1868 le chiffre de quinze cents. On en compte aujourd'hui plus de deux mille. Le Comité de bienfaisance dut peu à peu ajouter de ses propres deniers à la fondation devenue insuffisante ¹.

Lorsque l'Initiation religieuse fut instituée (1842) ²,

¹ On distribua d'abord aux enfants ; garçons : un pantalon, une blouse, une paire de chaussures ; filles : une robe, un tablier et une paire de chaussures. On ajouta plus tard une paire de bas pour les garçons et pour les filles ; puis, pour les uns, un képi, et pour les autres, un filet. En 1871, les garçons recevaient : képi, blouse, pantalon, bas, souliers ; les filles : filet, deux tabliers, bas, souliers ; les enfants des asiles : robe tricot, pantalon, bas, souliers. En 1876, on ajouta pour les garçons une ceinture de gymnastique.

Le prix de revient par enfant est d'ordinaire : pour les grands garçons, de 15 à 16 francs ; pour les grandes filles et les petits garçons, de 10 à 11 francs ; pour les petites filles, de 8 à 9 francs.

Les distributions de vêtements étaient faites primitivement à l'époque de la distribution des prix. Lorsque l'hiver arrivait, tous ces objets étaient dans un tel état que le bénéfice de ces secours était perdu. Le Comité décida donc, en 1872, que ces distributions ne seraient faites dorénavant qu'à la rentrée des classes.

² Cette cérémonie, que le Comité considérait comme « un des triomphes de notre siècle sur les errements du passé », n'eut pas, à l'origine, l'éclat qui lui a été donné depuis. Elle se passait, s'il faut en croire les *Archives* de 1844, « à huis-clos, triste et silencieuse ». Le Consistoire, n'ayant pu obtenir du Grand Rabbin son assentiment pour l'introduction d'un orgue, refusait à son tour le concours du ministre officiant « et l'emploi de tous les autres moyens dont il dispose pour donner aux solennités religieuses l'éclat et la pompe convenables ».

Voici cependant le programme de la quatrième initiation religieuse qui eut lieu le 8 avril 1844.

Ma Tobou. — Premier cantique. — Interrogation par le Grand Rabbin. — Hymne français. — Discours d'initiation par le Grand Rabbin. — *Dialogue* (?) en hébreu par un garçon et en français par une jeune fille. — *Les articles de la Foi* (en hébreu par un garçon, en français par une jeune fille). — *Schema Israel* (en hébreu par une

le Comité trouva là encore le moyen d'exercer sa charité. Pour éviter les froissements qui, par comparaison, pouvaient naître dans l'esprit des enfants pauvres, et pour leur permettre de se présenter à cette cérémonie dans une tenue digne et convenable, il fit faire, dès 1844, une quête pour subvenir aux frais d'habillement de ces enfants. En 1854, il décida de « demander aux parents des enfants riches de contribuer aux frais à faire pour les pauvres ». C'est ce système, adopté alors, qui est encore en vigueur aujourd'hui.

En 1844, sept garçons et vingt-sept filles célébrèrent leur initiation; en 1845, douze garçons et vingt-deux filles; en 1857, le nombre s'élève déjà à cent trente-deux (57 garçons et 75 filles); en 1862, à deux cent vingt-cinq. Il est maintenant de trois cents, presque tous les ans.

La dépense pour l'habillement de ces enfants était, en 1844, de 130 fr. 95; de 400 francs, en 1845; de 2,000 francs, en 1855. Vingt ans après, elle dépassait 6,000 francs.

jeune fille, en français par un garçon). — *Prière pour le Roi* par le Grand Rabbin. — *Discours* par Albert Cohn. — *Deuxième cantique*. — *Bénédiction* par le Grand Rabbin. — *Ygdaël*.

Les prières et les cantiques étaient chantés alternativement par les deux ministres officiants.

VII

LA LOTERIE.

La Loterie, si généralement connue aujourd'hui sous le nom de « Loterie israélite », fut organisée par le Comité de bienfaisance au profit de sa Maison de Secours, en 1843. Le premier tirage eut lieu, le 31 mai 1844, à l'Hôtel-de-Ville (salle Saint-Jean). Le Consistoire avait obtenu l'autorisation d'émettre 15,000 billets.

Le succès de cette œuvre de charité fut assez grand pour que le Comité se décidât à organiser une nouvelle Loterie l'année suivante. Depuis cette époque, elle eut lieu régulièrement tous les ans, sauf en 1848 et 1871, où les événements ne permirent pas de procéder à cette opération. Par suite même de ce succès, le nombre des billets ne tarda pas à être augmenté¹. En 1846, on obtint l'autorisation de les porter à 20,000; en 1854, à 25,000; en 1856, à 30,000; en 1859, à 35,000; en 1863, à 40,000. En 1865, le nombre des

¹ Les billets émis en 1845 portaient en tête la mention suivante : *Comité consistorial israélite de secours et d'encouragement de Paris. LOTERIE 1845 en faveur de la Maison de secours pour les indigents malades et de la Société pour l'établissement des jeunes filles.* L'objet et le but de ces deux institutions occupaient le verso du billet. Le numéro du billet était écrit à la main, en chiffres d'abord, et en toutes lettres au bas du billet. Cet usage paraît s'être maintenu jusque vers 1855; en tout cas, au delà de l'année 1851. Le billet contenait, comme aujourd'hui, la liste des dames patronnesses. (Nous publions à l'appendice la liste des dames patronnesses de la Loterie depuis la création de cette œuvre.)

billets fut fixé à 50,000 ; en 1870 à 75,000. Le Consistoire obtint, en 1878, l'autorisation d'émettre 100,000 billets, et 125,000 en 1881 ¹.

La Loterie de 1845 fut faite par le Comité de concert avec la *Société de Patronage des Jeunes filles*, qui avait été créée en 1843 ². Jusqu'en 1869 exclusivement, les Dames de cette Société et le Comité se partageaient la nomination des Dames Patronnesses de la Loterie. A compter de cette année, le Consistoire se réserva le droit de former la liste entière des Dames.

Le produit de la Loterie, consacré en 1844 à la Maison de Secours, fut réparti l'année suivante entre le Comité et la Société des Dames. Le premier reçut les $\frac{3}{5}$ et la seconde les $\frac{2}{5}$ du produit. A mesure que les établissements et les œuvres de charité s'organisèrent dans la Communauté, ils furent compris dans la répartition. En 1852, ce fut l'*Hôpital*; en 1854, la *Société pour la mise en apprentissage des garçons* ;

¹ Il ne s'ensuit pas que les billets émis soient tous les ans complètement placés. Si de 1844 à 1847 le produit fut bon, il fut déplorable en 1849 : on plaça 11,776 billets ; 14,854 en 1850. De 1851 à 1863, en 1869, en 1872, 1873, les résultats furent excellents. En 1881, on se trouva en présence de tant de demandes qu'il fallut, quelques semaines avant le tirage, demander l'autorisation d'augmenter l'émission. On plaça 110,000 billets environ. Depuis, le placement n'a jamais pu atteindre 100,000.

² Voir à ce sujet Léon Kahn, *Professions manuelles et institutions de patronage* (Durlacher, 1885).

³ La liste du tirage en 1845 et 1846 ne mentionnait que les numéros gagnants. A compter de 1847, on fit figurer les numéros des lots gagnés. Les listes étaient faites sous forme de placard. A mesure que l'émission des billets et le nombre des lots s'accrurent, cette feuille devint plus grande naturellement. En 1879, elle prit une telle extension que le format en fut modifié. La liste parut alors et continue à paraître en un cahier format in-4° carré.

en 1857, l'*Orphelinat*; le *Séminaire* en 1865; la *Caisse de secours et de retraite* en 1867; l'*Œuvre des femmes en couches* et la *Maison de Refuge*, en 1870; etc., etc., etc.

Dès l'origine de la Loterie, les lots furent mis gracieusement à la disposition du Comité, soit par les Dames Patronnesses, soit par des particuliers¹.

La durée de l'exposition de la Loterie a varié. Depuis 1878, elle a lieu pendant huit jours².

Les résultats obtenus en faveur des Œuvres de bienfaisance de la Communauté, grâce à la sympathie qui entourait la Loterie et au zèle des Dames Patronnesses, donnèrent naturellement naissance à de nombreuses propositions — telles que bals, concerts ou ventes de charité — destinées à accroître les res-

¹ Il y en eut 1,443 en 1845 et la quantité varia peu jusqu'en 1866, où le nombre s'éleva à 2,700. Il y en eut 3,000 en 1869; 4,000 en 1873, et il a dépassé ce chiffre depuis 1881.

² Elle durait deux jours. En 1846 même, elle n'eut lieu que pendant un jour. Le nombre croissant des billets et des lots obligea le Comité à la prolonger. Elle dura trois jours en 1850, quatre en 1851. En 1857, il n'y a plus que deux jours d'exposition, et un seul en 1862. A compter de 1863, elle fut maintenue pendant trois jours et cela subsista jusqu'en 1878.

Cette exposition et le tirage eurent lieu d'abord à l'Hôtel-de-Ville (1844-1846); puis aux Menus-Plaisirs, rue Bergère (1847-1849); ensuite à la Maison du Pont-de-l'er (1850-1852); à la galerie du Cosmos, boulevard des Italiens, n° 8, en 1853; à la salle des Concerts du Palais Bonne-Nouvelle, boulevard Bonne-Nouvelle (1854-1866); au chemin de fer du Nord (1867-1870); dans une propriété du baron James-Edouard de Rothschild, avenue de Messine (1872-1874); dans un local situé au coin du boulevard des Italiens et de la rue de Choiseul (1875); avenue de l'Opéra, dans une maison appartenant à M. Dreyfus-Dupont (1876); et enfin dans le local des Magasins-Réunis, place de la République (1877-1886).

C'est à la Maison du Pont-de-Fer, pour la première fois, que, en 1850, on tendit à l'entrée une toile-enseigne portant pour inscription : *Exposition de la Loterie pour les pauvres*.

sources du Comité. Mais celui-ci n'y fut jamais favorable. En 1856 pourtant, il se laissa gagner à un projet de concert de bienfaisance. Le concours de Rachel et de M^{lle} Fix lui était assuré. Cependant ce concert n'eut jamais lieu.

La Loterie est restée une œuvre unique, non seulement dans la Communauté, mais en France. Elle fait partie intégrante des Institutions de bienfaisance des Israélites de Paris et, grâce à la famille de Rothschild¹ qui s'y emploie avec une généreuse et puissante ardeur, la « Loterie israélite » a acquis un renom et un crédit qu'aucune œuvre de ce genre n'a encore égalés.

VIII

LES LOYERS.

L'œuvre des Loyers date de l'année 1844. Elle fut fondée par le baron et la baronne Nathaniel de Rothschild, en mémoire d'un enfant qui venait de mourir après quelques jours d'existence. Cette fondation, de 1,406 francs de rente, devait être affectée, sur la désignation du Comité, au paiement de loyers d'indigents et d'ouvriers nécessiteux. Le 20 mai 1845, le baron James de Rothschild augmenta le revenu annuel de la

¹ Tous les ans et à tour de rôle, une dame de la famille de Rothschild est présidente de la Loterie. La maison de Rothschild place tous les ans un nombre considérable de billets. C'est sans doute pour cela qu'on appelle quelquefois cette loterie « la loterie Rothschild ».

fondation. Sur le désir des donateurs, le Comité décida qu'une somme serait employée, tous les ans, à payer le loyer de quelques indigents choisis parmi les plus méritants de la liste du Comité. Une autre partie devait être attribuée à cette classe de malheureux « qui, sous le nom de pauvres honteux, cachent à tous les regards ces luttes incessantes et infructueuses qui remplissent leur triste existence ».

Grâce à cette fondation, le Comité put payer le loyer à quantité de familles dont le nombre s'augmenta naturellement à mesure que les revenus s'accrurent¹. Des « centaines » de ménages demandant la même faveur, il se décida, en 1854, à accorder aux « pauvres inscrits » des secours trimestriels de loyer de 5, 10 et 15 francs. La dépense s'éleva, de ce chef, en 1855, à 2,247 francs. Cent dix-neuf ménages, en 1858, participèrent à ces nouveaux secours. En 1885, le Comité accorda le « loyer complet » à 44 familles, le « loyer partiel » à 20 autres et des secours trimestriels de loyer à cent familles².

Que de secrètes angoisses et que de souffrances la fondation de la baronne Nathaniel de Rothschild et la participation du Comité n'évitent-elles pas aux malheureux à l'époque critique du paiement du loyer !

¹ En 1844, il secourut 16 indigents ; 23 en 1845 ; 18 en 1846 ; 14 en 1847 ; 15 en 1848 ; 12 en 1849 ; 22 en 1850 et en 1851.

² Les secours de *loyer complet* sont de 150 à 400 francs ; de *loyer partiel*, de 100 à 200 francs, et les secours *trimestriels* de 5 à 75 fr. par trimestre).

IX

L'ŒUVRE DES FEMMES EN COUCHES.

Cette œuvre est due également à la famille de Rothschild. La fondation en fut faite, en 1847, par M^{mes} Salomon, James et Nathaniel de Rothschild, qui constituèrent une rente de 700 francs pour « les femmes pauvres israélites en couches ». D'après un placard imprimé par les soins du Comité et portant la date du 25 février 1847, les fondatrices exigeaient de toute femme qui voulait être secourue :

- 1^o Qu'elle fût mariée légitimement;
- 2^o Qu'elle ait toujours eu une conduite irréprochable ;
- 3^o Qu'elle fût établie à Paris depuis deux ans, au moins ;
- 4^o Qu'elle ne fût pas à ses premières couches. Dans le cas contraire, elle ne pouvait participer aux dons de la fondation que « dans le cas d'un malheur imprévu, soit la mort de son mari ou toute autre cause grave que sa sollicitude de mère ne pouvait éviter ».

Ces secours consistaient : 1^o en une somme de vingt francs pour les femmes qui accoucheraient pendant les mois d'octobre à mars inclusivement, et quinze francs pour celles qui accouchaient pendant les mois de l'été ; et 2^o en une layette pour l'enfant ¹.

¹ On y joignait également une couverture de laine, deux paires de

La Société de secours qui, avant cette époque, avait accordé aux femmes en couches des secours que ses ressources ne lui permettaient pas de donner régulièrement, dut bientôt, à côté de cette fondation, constituer une nouvelle œuvre qui lui permît de venir en aide aux malheureuses femmes qui ne rentraient pas dans les conditions fixées par le règlement. C'est en 1852, pour la première fois, que ces dépenses figurèrent sur les registres du Comité. Elles sont aujourd'hui de 1,800 à 2,000 francs par an.

En 1847, 40 femmes en couches purent être ainsi secourues grâce à la fondation spéciale ; 50 en 1850 ; 75 en 1860 ; 86 en 1862-1864. Le Comité vient maintenant en aide à une centaine de femmes tous les ans, et il ne faut compter dans ce nombre, ni celles qu'il secourt de ses propres deniers, ni celles auxquelles la *Société des Femmes en couches* apporte un charitable soulagement ¹.

drap, une camisole de tricot, deux camisoles en calicot, trois chemises et six serviettes. Cette affiche se terminait ainsi : « Le Comité invite tous ses coreligionnaires à appeler les bénédictions du Ciel sur ces dignes femmes dont l'active et ingénieuse charité semble prendre à tâche d'adoucir chaque jour une nouvelle misère ; il les engage à prier pour la prospérité de cette noble famille qui emploie à de si saints usages la fortune que le Dieu d'Israel lui a départie. » L'affiche était signée : pour le Consistoire, par MM. le Dr Cahen, président ; Jeramec, secrétaire ; et pour le Comité de bienfaisance, par MM. Benoit Cohen, président ; M. Haas, secrétaire.

¹ La *Société des femmes en couches*, fondée en 1860-1861, et présidée depuis sa création par M^{me} Joseph Halphen, se recommande également par ses nombreux bienfaits parmi les femmes juives malheureuses. Elles visitent annuellement de 100 à 150 familles, auxquelles elles distribuent des secours en espèces et en nature. En 1866, elles ont secouru 145 femmes ; 143 en 1867 ; 135 en 1868 ; 157 en 1869 ; 146 en 1870 ; 130 en 1871 ; et le nombre des nécessiteuses secourues a été, depuis cette époque, en augmentant. La généreuse initiative des Dames patronnesses ne s'en tient pas là. Elles visitent fréquem-

X

LES CAISSES DE PRÊTS.

Le but du Comité de bienfaisance n'était pas seulement d'alléger la misère des indigents en leur distribuant des secours de toute espèce ; il avait aussi pour devoir de rechercher les moyens d'aider les nécessiteux honnêtes et laborieux à s'affranchir de la misère, à gagner leur vie par le travail, à se relever enfin, à leurs propres yeux et aux yeux de leurs concitoyens, de l'état d'abaissement où mène la mendicité.

C'est dans ce but que le Comité, sur la proposition de M. Albert Cohn, alors son trésorier, fonda une caisse de prêts, le 19 juin 1850. Les fonds nécessaires à l'alimentation de cette caisse se composèrent d'abord de dons et d'un fonds de roulement spécial du Comité. Les prêts furent de trois sortes : 1^o de 30 à 50 francs ; 2^o de 100 à 150 francs, et 3^o exceptionnellement de 200 francs. Ils devaient être remboursés, selon leur importance, à raison de 1 franc, de 1 fr. 50 et de 5 francs par mois. Toute personne à laquelle on accordait un prêt ne recevait plus de secours mensuel du Comité.

La Caisse commença à fonctionner en décembre 1850 ; mais, suivant un rapport en date de 1851, les

ment les femmes qui leur sont désignées par le Comité de l'œuvre et leur distribuent, dans ces visites, des layettes, du linge, des vêtements, du vin, du bois, de la literie, etc., etc.

prêts furent faits « avec un peu trop de facilité », et cette institution qui, aux yeux du Comité « était appelée à alléger ses charges », devint un fardeau pour lui. M. Albert Cohn, qui avait été le promoteur de cette œuvre, vint en aide au Comité en donnant, le 20 juin 1852, une somme de 20,000 francs ¹. Malgré cet appoint inespéré, on avait, à la fin de l'année 1856, prêté à peu près 40,000 francs, par suite d'avances faites sur des recommandations « plus bienveillantes que sages ». Le capital qu'Albert Cohn avait consacré à la Caisse des prêts était donc absorbé. En 1858 une Commission, nommée pour examiner cette situation et chercher à y remédier, annonça qu'elle n'avait trouvé aucun moyen de la faire sortir de l'état d'« atonie » dans lequel elle était tombée.

Dès 1854, le Comité avait craint pour l'avenir de cette œuvre, car à cette époque un de ses membres présenta, dans le but d'arriver à l'extinction de la mendicité, « un projet tendant à établir une caisse de prêts afin de fournir des avances aux pauvres en état de travailler ». Les opérations de cette nouvelle œuvre, basée sur des souscriptions annuelles recueillies dans la Communauté — et dont le minimum était fixé à 50 francs — ne devaient commencer que lorsque la Commission aurait réuni « pour dix mille francs de souscriptions ».

Cette idée, qui ne fut jamais réalisée au Comité, fut adoptée, en 1861, par une Société particulière ², qui

¹ Cette somme fut donnée au Comité en deux fois : la première en 1852, la seconde en 1854.

² M. Abraham Créhange, président de la Société de secours mutuels, *La Bienfaisante israélite*, et plus tard membre du Consistoire, était à la tête de cette œuvre.

fut dissoute vers 1872 où, à la suite de la guerre et de la Commune, il devint impossible de rechercher les emprunteurs et par conséquent d'opérer les remboursements.

En 1874, un Israélite de Paris avait mis cinquante mille francs à la disposition du Consistoire pour la fondation d'une Caisse de prêts. Il retira sa proposition quelque temps après, parce qu'il savait — disait-il — qu'elle n'était pas accueillie avec faveur.

Enfin, en 1884, un autre Israélite, M. L.-M. Rothschild, mit à la disposition du Comité une somme de 5,000 francs pour la création d'une nouvelle Caisse de prêts. Cette œuvre fonctionne encore.

XI

LE VESTIAIRE.

Au milieu des nombreuses œuvres de charité que le Comité était chargé d'administrer, il y avait une lacune à combler, une œuvre à fonder : celle qui consistait à fournir des vêtements à ceux qui n'en ont pas. « Les malheureux sont privés parfois des objets d'habillement les plus indispensables et, souvent, ils n'ont que des haillons pour se prémunir contre les rigueurs de l'hiver. Outre cela, le vêtement a une grande influence sur l'avenir du pauvre : il arrive bien des fois que le travail manque à l'ouvrier le plus laborieux, ou parce qu'il a honte de se présenter dans les familles, ou parce que les familles, en voyant son exté-

rieur délabré, lui refusent leur confiance. » Il fallait donc organiser un dépôt de vêtements afin de pouvoir aider les indigents, qui s'en rendraient dignes, à gagner honorablement leur vie. C'est dans ce but que le Comité décida, le 15 octobre 1855, d'organiser un vestiaire.

Cette décision ne fut définitivement exécutée que le 30 novembre 1859. Le Comité adressa aux membres de la Communauté une circulaire où il leur rappelait que c'était « en Israël un usage bien ancien » que celui qui consistait à « donner aux pauvres les objets qui ont appartenu au malade que Dieu a guéri, au frère que la mort a ravi à notre tendresse », et il les invitait à lui envoyer les vêtements dont ils ne se servaient plus. « C'est la part du pauvre et elle est sacrée. »

Le vestiaire fut d'abord établi à l'Orphelinat, rue des Rosiers ; puis transféré en 1861 dans le local du fourneau alimentaire, et transporté un peu plus tard rue du Vertbois, dans une pièce attenante à celle qui servait de salle de distribution au Comité. Depuis 1879, ce vestiaire était placé dans une partie du local qui servait aux bureaux du secrétariat général. Il a été transféré en 1886, avec les nouveaux bureaux de l'Assistance, rue Saint-Claude.

XII

LES SOUPES AUX ÉCOLES.

La distribution des soupes aux enfants des écoles date de la fin de l'année 1853. L'initiative en est due

au docteur Cahen fils, médecin inspecteur des écoles. Beaucoup d'enfants arrivaient en classe, les uns « avec un petit morceau de pain sec » pour la journée, d'autres avec le panier chargé mais contenant une nourriture nuisible. A la suite d'une inspection qu'il fit à cette époque dans les écoles et les asiles, le docteur Cahen demanda au Comité de faire donner une « soupe » aux élèves. Cette proposition reçut une exécution immédiate. A compter de ce moment, du 1^{er} novembre aux fêtes de Pâque, le Comité fit distribuer, tous les jours à midi, des aliments chauds, d'abord aux enfants qui en avaient le plus grand besoin, puis, par la suite, à tous les élèves des groupes scolaires. Les écoles communalisées d'abord, puis l'asile de la rue des Ecouffles, le groupe consistorial, en 1857, et enfin les écoles subventionnées ¹, furent successivement appelées à prendre part à cette distribution. Le Comité qui, en 1853, prévoyait de ce chef une dépense annuelle de 2,000 francs, délivra pour l'hiver de l'année 1871-1872, 44,149 portions, dépassa 150,000 en 1875, et 166,350 pour l'année 1883-1884 ².

Bien que la dépense pour ce service ³ soit importante,

¹ Tant que les écoles, dirigées par MM. Halphen, Fleur. Schneider, furent subventionnées, les enfants ne reçurent pas d'aliments chauds ; mais le Comité accordait des secours afin de fournir quelque nourriture aux enfants les plus malheureux.

² Voici comment ce nombre de portions se répartit par école : Ecole communale de la rue des Tournelles (garçons), 20,240. — Place des Vosges (filles et asiles), 28,682. — Ecole communale de la rue des Hospitalières : garçons, 24,000 ; filles et asiles, 29,710. — Ecoles de la rue Lafayette : 24,128 ; Gustave de Rothschild : 21,400 ; de l'avenue de Ségur : 18,190. — La portion revient en moyenne à 0 fr. 05 c. 35 par enfant.

³ Grâce aux démarches faites par le Comité des dames inspectrices des écoles et le Comité des écoles, la distribution des soupes, depuis quelques années, commence à la rentrée des classes.

on ne peut cependant contester les avantages d'une telle œuvre, car, à recevoir cette nourriture saine et substantielle, les enfants gagnent la santé et, par conséquent, le courage au travail ¹.

XIII

LE FOURNEAU ALIMENTAIRE.

C'est en 1855 que fut conçu, dans une réunion du Comité de bienfaisance avec les Commissaires de charité (le 19 septembre), le projet « d'établir des four-neaux ² où les ouvriers et les pauvres pourraient » trouver de la soupe, de la viande cuite et des légumes, au prix de revient ». Cette proposition fut assez vivement combattue. On semblait mieux aimer « de faire des provisions de comestibles et de les

¹ Le Comité ne donne pas d'aliments pendant l'été. Si le besoin ne s'en fait pas aussi vivement sentir que pendant la saison rigoureuse, on ne peut nier cependant qu'une telle mesure serait loin d'être inutile. Le Comité des dames inspectrices des écoles et asiles — dont M^{me} la baronne Gustave de Rothschild est présidente — l'a si bien compris qu'il affecte annuellement une somme de 1,500 à 2,000 francs sur ses propres ressources pour continuer jusqu'aux vacances, en faveur des enfants les plus malheureux, le secours de nourriture qu'ils reçoivent pendant l'hiver.

² Le 31 août 1840, un sieur Van Coppenaal, « directeur de la Compagnie hollandaise » (?), avait demandé au Consistoire d'être autorisé « à former un établissement spécial pour la fabrication du bouillon à l'usage des Israélites de Paris ». Mais il ne crut pas devoir « pour le moment, du moins », intervenir dans l'exécution de ce projet qui, sans doute, fut conçu en faveur de la classe ouvrière et pauvre. Le Consistoire n'aurait pas eu, en effet, à intervenir dans un projet d'établissement privé.

fournir, au prix de revient, aux pauvres ». Le Comité décida néanmoins de faire un essai pour deux « fourneaux » ; il n'en établit qu'un. Il fit établir des cartes à dix centimes, au moyen desquelles les indigents allèrent prendre des vivres à l'établissement. En 1858, les frais du fourneau étant devenus trop considérables, il fut question de fermer l'établissement ; mais, grâce à l'idée que l'on eut d'installer une pièce où les porteurs de cartes pourraient prendre leurs repas (juin 1859), le nombre des habitués s'augmenta rapidement. Le Comité, qui avait vendu ou donné 12,000 cartes en 1856, vit ce nombre presque doubler en 1859-1860. Il est vrai aussi que l'établissement, ouvert primitivement pour un seul repas, en donna bientôt deux, et que, fermé le samedi, il fut plus tard ouvert d'abord pour le déjeuner, puis toute la journée. Le nombre des portions délivrées continua à s'élever : en 1866 — dix ans après la création du fourneau alimentaire, — il était de 117,575. En 1870-71, pendant l'hiver 1879-80 ¹, au moment de l'immigration des Russes, en 1882, l'établissement du fourneau rendit les plus grands services. Ces trois époques marquent d'une façon particulière l'accroissement continu du nombre de portions délivrées : de 185,397 en 1870, et de 207,935 en 1871, elles s'élevèrent, en 1882, à 326,054 ².

¹ Pendant tout le mois de décembre 1879, le Comité de bienfaisance s'est tenu en permanence. La Commission du fourneau se réunissait deux et trois fois par jour. On a distribué pendant ce mois au fourneau 18,000 portions ; 6,000 tasses de café ; 3,000 litres de légumes secs ; 1,500 kil. de riz et 1,500 boisseaux de pommes de terre.

² C'est au Fourneau que les soldats israélites de la garnison de Paris sont autorisés à prendre leurs repas pendant les jours de fête. Et c'est du Fourneau également que, pendant les fêtes de Pâque, la nourriture est envoyée aux Israélites qui sont internés dans les prisons de la Seine.

La seule ressource du Comité, pour faire face à un entretien aussi lourd, consiste dans la vente aux particuliers des cartes du fourneau.

Ainsi, secours de pain et de viande, de chauffage et d'azymes : telle était uniquement, en 1809, l'Assistance que la Société d'encouragement était à même de donner aux indigents.

Une tâche aussi modeste ne pouvait suffire à son active charité, et le mouvement de la population israélite pauvre, augmentée sans cesse d'étrangers que la persécution faisait affluer à Paris, était tel qu'il nécessitait les fondations successives dont nous venons de faire l'historique ou en accroissait l'importance.

L'habillement des enfants des écoles, les loyers, les layettes, les aliments chauds, le Fourneau alimentaire, avec la mise en apprentissage et la création d'écoles, permirent alors au Comité de « pourvoir aux besoins » intellectuels comme aux besoins physiques des pauvres de son culte ¹ » ; la fondation d'un Hôpital et d'un Orphelinat, les soins pieux envers les morts, devaient compléter ce que le Consistoire appelait fort justement « l'organisation de la charité légale » israélite à Paris ².

¹ Lettre du Consistoire de Paris au Préfet de la Seine (12 mai 1845) pour lui demander de faire participer le Comité aux secours accordés par le budget.

² *Ibid.*

CHAPITRE V

LES MALADES, LA MAISON DE SECOURS ET L'HOPITAL DE ROTHSCHILD

I

Un des objets essentiels des « Congrégations » était d'assister tout adhérent qui venait à tomber malade. Soins, frais de médecin et de médicaments, secours pécuniaires, elles ne négligeaient rien pour atténuer les souffrances des malheureux et toutes prévoyaient, dans la mesure la plus large, les dépenses que pouvait nécessiter cette sorte de soulagement. Ce souci de venir en aide à ceux qui souffraient était tel que, au commencement de ce siècle, la Société du cimetière de Montrouge, quoique créée dans le but spécial que son titre indique ¹, avait dans son budget un chapitre consacré au « chirurgien de la Communauté » à « l'apothicaire » et au soulagement des malades ². Le

¹ Voir *Cimetières et inhumations*, p. 116-117.

² *Ibid.*

règlement que les Sociétés subsistantes élaborèrent le 27 septembre 1809, et qui tendait à faire du Comité de Bienfaisance une *Hebra* perfectionnée, révèle les soins habituels que ces « Confrairies » prenaient de leurs malades.

En organisant le Comité, le Consistoire s'inspira d'une manière générale de ces religieuses pratiques ; mais, pour les malades comme pour les indigents, il voulut étendre sa protection sur tous les malheureux et généralisa le principe d'assistance que les *Hebroth* n'appliquaient qu'à leurs membres respectifs. Il maintint toutefois dans la Communauté cette pieuse tradition des Confréries qui consistait à faire veiller les pauvres malades par les souscripteurs de la Société ¹.

Le Comité organisa rapidement ce service : la nomination d'un médecin attaché à son « établissement » fut un de ses premiers soins ² ; dans son budget un chapitre fut consacré aux secours à donner aux malades, aux frais de médecin, d'« apothicaire », etc., etc. Pour une période de six ans — de 1809 à 1815 — il dépensa 13,247 fr. 50 ³ pour cet objet. Il avait alors annuellement à sa charge de cent à cent cinquante malades : les uns étaient soignés chez eux, d'autres,

¹ Art. 10 du règlement de 1809. — Le 13 novembre 1810, une députation de deux Sociétés de secours mutuels, composées de femmes israélites, qui « depuis longtemps s'étaient cotisées volontairement afin de soulager entre elles les indigents et les malades de leur sexe », demandèrent au Comité de prendre un arrêté enjoignant aux dames de Paris de veiller chacune à leur tour auprès des femmes indigentes malades.

² Voir page 10 (note).

³ Cette somme se décomposait ainsi : pour le soulagement des malades, 6,602 fr. 90 ; pour le médecin, 3,024 fr. ; pour l'apothicaire, 3,620 fr. 90.

sans famille, ne pouvant recevoir à leur domicile les soins nécessaires, étaient par ses soins mis en pension. Ce nombre, assez considérable, faisait désirer au Comité d'organiser une maison spéciale.

Il constatait en 1815, que partout « où il existe une » Communauté d'Israélites un peu considérable », des Asiles sont consacrés « à l'humanité souffrante où du » moins le pauvre peut mourir plus tranquillement » qu'il n'a vécu. La ville de Paris est peut-être la seule » exceptée ». Il ne fallait certes pas en attribuer la cause à « l'égoïsme ou à une coupable indifférence aux maux d'autrui » ; mais, ajoutait le Comité, « les » fortunes colossales sont rares parmi nous. A Paris, » les gens aisés ne s'y trouvent pas en grand nombre, au lieu que la quantité des pauvres est très considérable. Les rues malsaines, les demeures étroites » et malpropres qu'ils sont obligés de choisir, leur occasionnent des indispositions fréquentes et bien souvent des maladies fort graves qui se communiquent » et se propagent ». Pour remédier à cet état de choses « il faudrait une maison vaste et bien aérée, une » personne qui l'habitât et qui ne la quittât presque » jamais, plusieurs lits, des gardes et du linge en » grande quantité ¹ ».

Aucune suite ne fut alors donnée à ce vœu, et bientôt les membres de la Société ne purent plus suffire à veiller les malades. Le Comité dut (le 20 décembre 1820) organiser un service de gardes. Sept individus pris parmi les indigents furent chargés de cette tâche,

¹ *Compte rendu par la Société d'encouragement et de secours aux membres souscripteurs de ladite Société des recettes et des dépenses par lui faites depuis novembre 1809 jusqu'à septembre 1815. (Manuscrit.)*

moyennant un salaire de 1 fr. 50 par jour et de 1 fr. 50 par nuit.

Cependant le projet si timidement émis d'établir un hospice israélite n'était pas abandonné. Le Dr Cahen, alors attaché comme médecin à la Société de secours, s'en montra le fervent et constant initiateur. Dès 1822, il lui soumit un plan qui obtint l'assentiment unanime du Comité. « Il est inouï, disait-il, que dans une ville comme la nôtre, il n'existe pas un établissement que réclament également la religion et l'humanité. » Pendant cinq ans¹ cette création ne cessa d'occuper le Comité de bienfaisance, le Consistoire et l'Assemblée des Notables.

En 1825, le Dr Cahen trouva une maison située rue Picpus, n° 47, et connue sous le nom de l'Ermitage².

¹ Le Consistoire appelle l'attention du Comité (14 juin 1825) sur cet « objet qui intéresse essentiellement la classe indigente. Les motifs
• les plus respectables empêchent souvent les malades indigents
• d'aller à l'hôpital pour recevoir les secours qu'exige leur état ». Le Consistoire pense que, pour remédier à cet état de choses, « il conviendrait d'établir, dans un local particulier, des lits destinés à ces
• infortunés qui recevraient de gardes-malades israélites les mêmes
• soins que ceux qui leur seraient donnés dans les hôpitaux », et il invite le Comité à faire appel à la charité des Israélites de Paris pour l'exécution de ce projet.

² La Société de secours adressa, à cette occasion, une circulaire à la Communauté. Après avoir rappelé « les monuments de piété » élevés à Paris grâce à la libéralité de ses coreligionnaires, elle disait que, pour couronner ces œuvres de bienfaisance, il manquait un établissement « où le pauvre infirme puisse trouver un lit, un azyle et des
• secours pour n'être pas exposé à traîner ses souffrances et peut-être
• à finir ses jours dans les hôpitaux où ses opinions religieuses se
• trouvent trop souvent contrariées... ». La Société, enfin, sollicitait chacun « de contribuer, par sa souscription, selon ses facultés et
• d'après l'impulsion de son cœur, à cette œuvre pieuse afin qu'il
• puisse proportionner l'étendue de l'établissement aux ressources
• annuelles qui lui seront fournies ». Ses vues se bornaient alors à la fondation d'un hospice de douze lits (1^{er} juin 1826). L'appel était signé

Elle pouvait contenir dix lits. Une Commission ¹ avait visité la maison et, sur le rapport du Dr Cahen, approuvé ce projet dans toutes ses parties (5 juillet-11 décembre 1826). Le « manque de fonds » semblait avoir été jusqu'à ce jour « le seul obstacle » à l'exécution de ce projet. Il en surgit d'autres cependant. Si tout le monde était d'accord sur la nécessité d'apporter les plus grands soulagements à la misère et aux maladies des indigents, cette unanimité ne se retrouvait pas pour la création d'un établissement spécial. Une Commission, nommée par l'Assemblée des Notables, dans sa session du mois de décembre 1826 ², en rapportant les objections qui avaient été faites à ce projet, les combattit avec la plus grande énergie.

Ses adversaires prétendaient, en effet, que fonder une maison de ce genre, c'était créer une ligne de démarcation entre les Israélites et leurs concitoyens — que les protestants n'avaient point d'établissement particulier et qu'ils envoyaient leurs malades dans les hôpitaux généraux — que le malade, pas plus que le soldat, n'était tenu à une nourriture distincte, et qu'enfin l'affluence des vagabonds et des étrangers détournerait la maison de sa destination.

La Commission cita, à son tour, l'exemple de la Communauté de Metz qui entretenait un hospice israélite, subventionné par le Conseil municipal, et qui « loin d'inspirer aux établissements ni aux autorités

de MM. S. Alkan, président ; de Cologna et Deutz, grands rabbins ; M^r Abraham ; E.-M. Dalmbert, Goudchaux Halphen, B. Patto, S. Lévy, L. Lecerf, A. Halphen ; Elie Halévy, secrétaire.

¹ Composée de MM. S. Alkan, président du Comité, Goudchaux Halphen et Léon Lecerf.

² Elle était composée de MM. Théodore Cerf Berr, Philippe Simon, et le Dr Cahen, rapporteur.

la moindre idée d'isolement, rend à leurs yeux les israélites de cette ville éminemment estimables et estimés ». Elle ajoutait, en ce qui concernait les protestants, que « les divers cultes chrétiens ne sont séparés que par des nuances plus ou moins marquées », mais que la base de la croyance était la même, et que « le protestant n'avait pas besoin d'oublier son dogme pour s'asseoir à la table du catholique ». Elle faisait valoir encore l'erreur qui consistait à comparer le malade au militaire qui « est appelé à remplir un devoir que la religion même lui impose envers le prince et la Patrie ». Enfin un règlement « sagement combiné » ne pouvait-il empêcher que l'hospice israélite de Paris fût ouvert au premier venu ? et l'admission ne saurait-elle être subordonnée aux formalités que commandent « l'humanité, le bon ordre et une louable économie » ?

Ce rapport fit une assez vive impression sur les Notables pour que la question continuât à être mise à l'étude. Une nouvelle Commission¹ fut nommée. Son projet n'inspira qu'une médiocre confiance au Consistoire qui le transmet cependant, en novembre 1827, aux Notables en le leur recommandant « sinon pour les moyens, du moins pour le but ; car les amis de l'humanité répandent un charme même sur leurs illusions ».

Voici très brièvement en quoi consistait ce projet. La Commission, après avoir constaté les avantages de la création d'un hôpital où les Israélites ne seraient

¹ Choisie de préférence parmi les membres du Comité, elle fut composée de MM. Patto, Alkan, Javal aîné, A. Halphen et Dr Cahen. On remarquera quel rôle prépondérant le Dr Cahen joua dans cette grave question.

point obligés d'enfreindre les lois religieuses, et où ils ne seraient pas « obsédés par des propositions que dicte une philanthropie mal entendue¹ », présentait trois systèmes² :

1° La construction d'un hôpital pour y placer dix-huit malades des deux sexes. — Mais il nécessitait une dépense de 200,000 francs, et l'on était dans l'impossibilité de trouver cette somme.

2° La location de deux chambres, spécialement destinées aux malades israélites, dans une maison de santé. Ils recevraient les soins communs de la maison et seraient nourris selon le rite juif ; mais la dépense estimée à 16,000 francs par an, et l'influence de deux administrations, source de conflits, ne permettaient pas d'adopter ce projet.

3° Enfin le troisième moyen, dont les membres de la Commission se montraient tout à fait partisans, consistait à fonder « dans les quartiers les plus propices » trois établissements de six lits, à la création desquels les Sociétés de secours mutuels devaient contribuer au point de vue pécuniaire et administratif³.

¹ Les cas de violation de conscience étaient très nombreux à cette époque.

² La population indigente, suivant la Commission, pouvait être de 1,500 à 1,600 individus et se diviser en quatre grandes classes : 1° celle qui habite la capitale et fait partie des associations dites *Hebroth* : elle peut être évaluée à 250 ménages ou 700 individus ; 2° celle qui de même habite la ville et ne fait partie d'aucune association et dont le nombre peut s'élever à 120 ménages ou 360 individus, y compris les indigents dits portugais ; 3° les domestiques ; enfin 4° les étrangers. Ces deux classes, composées de célibataires, peuvent s'élever de 4 à 500 individus.

³ Vingt et une *hebroth* existaient à cette époque : quatorze d'hommes et sept de dames.

La dépense pour les trois établissements était évaluée à 8,157 francs par an ¹.

Grâce à ce dernier projet, on évitait l'encombrement, on ne créait pas positivement un hôpital « dont le nom seul semble effrayer quelques esprits craintifs », et enfin la participation morale et pécuniaire des Sociétés — qui appelaient de tous leurs vœux la fondation d'un hôpital — allégeait les charges de la Communauté.

Pendant que l'Assemblée des Notables, le Consistoire et le Comité nommaient Commissions sur Commissions, délibéraient et discutaient sans oser prendre une détermination, l'initiative privée cherchait à réaliser, dans des proportions plus modestes, le projet que les administrations consistoriales ne parvenaient pas à exécuter. Une société de Dames avait déjà monté un établissement de deux lits. Une autre avait, le 16 mai 1827, soumis une proposition au Comité et lui avait demandé de s'associer à cet acte de charité en payant le loyer et les médicaments. Il s'agissait d'établir quatre lits : deux pour hommes et deux pour femmes. Le Comité, attendant qu'une décision intervînt au Con-

¹ Voici quelles étaient les prévisions de dépense annuelle pour un établissement de six lits : Local composé de deux chambres à trois lits, une cuisine, deux pièces pour le gardien, une pour le linge et cave.

Loyer annuel.....	400 fr.
Chauffage (bois et charbon).....	180
Eclairage.....	288
Traitement du gardien.....	150
Pain : six livres par jour.....	297
Viande : trois livres.....	540
Vin : trois bouteilles.....	540
Légumes.....	324

2.719 fr.

sistoire, n'avait pas voulu se prononcer formellement sur ces propositions, bien qu'il y fût favorable. L'établissement fut fondé sans sa participation.

Le service de soulagement aux malades et leur placement dans les familles n'avaient, pendant ce temps, subi aucune interruption. Neuf années s'étaient écoulées sans qu'on arrivât à donner suite aux projets étudiés quand, en 1836, la création d'un hôpital fut de nouveau agitée dans la Société de secours ; mais saisie des mêmes appréhensions qu'en 1827, elle se proposait de n'y recevoir que les malades qu'il serait reconnu impossible de soigner à domicile. On eut alors l'idée étrange de demander au Préfet de la Seine de céder deux chambres dans un hôpital. On se chargeait de les meubler. Le Préfet émit, au mois d'octobre 1836, un avis favorable ; mais le Conseil général des hospices, appelé à se prononcer, refusa, tout en protestant de sa « tolérance » et de ses « dispositions bienveillantes », de placer les Israélites sous « un régime d'exception » qui ne manquerait pas « de faire naître des réclamations fondées de la part des malades israélites » comme de ceux qui sont étrangers à ce culte ¹ ».

Cette fin de non-recevoir devait avoir pour résultat de lever tous les scrupules. La réorganisation de la Société de secours, dont le règlement prévoyait l'établissement d'un hôpital ², fut, en tout cas, un sérieux

¹ Lettre du Conseil général d'administration des hôpitaux, hospices et secours à domicile de Paris au Préfet de la Seine (24 octobre 1836).

² La Société d'encouragement et de secours a pour objet... « de faire soigner les malades indigents, soit à domicile, soit dans un établissement spécial, si les ressources de la société lui permettent d'en créer un » (Règlement constitutif). « Le Comité est chargé d'aviser immédiatement aux moyens de créer un asile... » (1839).

stimulant. Les *Hebroth*, les premières, décidèrent de donner à ce projet leur plus actif concours et il se produisit dans la Communauté un mouvement de sympathie général et décisif en faveur de cette création.

En 1839¹, le Comité allait prendre à bail, une maison située rue Projetée du Marché-Popincourt, n° 3, où il se proposait d'établir dix lits. Déjà, grâce à l'enthousiasme que ce projet avait provoqué dans la Communauté de Paris, quatre lits étaient montés, et outre des dons de toile, de calicot, de vin, etc., il avait recueilli des promesses de dons en espèces s'élevant à 25,000 francs ; mais le Consistoire ne donna pas son consentement, parce que la maison n'avait ni jardin, ni porte de dégagement.

Enfin, dans les premiers jours de janvier 1841², une maison fut louée, rue des Trois-Bornes, n° 26. Le Consistoire s'opposa, pour l'ouverture de l'hôpital, à toute cérémonie d'inauguration solennelle « qui n'aurait d'autre avantage que de donner prise à la critique ». Il était convenable, selon lui, de considérer cette maison non pas seulement comme un asile pour les malades, « ce qui peut-être pourrait provoquer des observations de la part de l'autorité », mais comme le

¹ Le Comité secourut, en 1839, 289 indigents malades ; 243 en 1840 ; 122 en 1841 ; 119 en 1842 ; et, malgré la création de la maison de secours, ce nombre augmenta successivement : 154 en 1843 ; 211 en 1844 ; 193 en 1845 ; 283 en 1846 ; 403 en 1847 ; 405 en 1848 ; 552 en 1849 ; 543 en 1850 ; 507 en 1851.

² Le Comité, dans son rapport sur l'exercice 1840, disait combien ces retards lui causaient de préjudice. Les souscripteurs se retiraient : « Grand nombre de ceux qui, autrefois, payaient régulièrement, nous ont fait savoir qu'ils ne paieront plus vu que nous n'avons pas tenu notre promesse : « L'asyle ! et alors nous paierons ! » tel est le cri presque général ». Les donateurs même réclamaient le remboursement des sommes qu'ils avaient versées pour cet établissement.

siège central des opérations du Comité. C'est ce qui fit donner au premier hospice de la Communauté le nom de : « Maison centrale de secours pour les Israélites » indigents de Paris, » Il semblait que la création de cet hôpital ne pût avoir que des conséquences funestes pour les Israélites.

Cette maison pouvait contenir quinze lits. On y en installa douze. « Douze lits pour une population israélite de 12,000 âmes ! un lit pour mille individus ! douze lits pour près de 2000 indigents inscrits sur le livre noir du Comité ! Ainsi cent soixante-six candidats pourront aspirer en même temps à la vacance d'un coin de la maison de secours ¹ ! »

Cela était peu, il est vrai. Mais si l'on considère ce qu'il fallut de soins, de dépenses et de peines pour arriver à ce résultat, de combien de luttes l'ouverture de cet asile fut précédée ², les résistances qu'on eut à vaincre pendant vingt-cinq ans, le Comité et la Communauté pouvaient néanmoins se féliciter de toucher enfin au but que, depuis 1815, ils rêvaient d'atteindre.

L'inauguration eut lieu le 16 janvier 1842, en présence du Consistoire, du Comité, des délégués des So-

¹ *Archives israélites*, année 1842.

² Tsarphati (O. Terquem) fut l'un des adversaires les plus acharnés de ce projet. Il pensait que rien n'était mieux « que des Cochin, des Neker, des Larochehoucauld, des Rothschild, des Hildesheim, établissent à leurs frais des hospices ou hôpitaux pour y recevoir des classes désignées », mais que de fonder de tels établissements aux dépens d'un petit public, c'était fort différent. « Pourquoi, de propos délibéré, créer une source croissante de dépenses ? C'est, dit-on, pour procurer aux malades les secours de la religion. Est-il donc impossible d'aviser au moyen de leur offrir ces consolations dans l'état actuel des choses en envoyant nos malades dans les hospices publics ? » etc., etc. (*Archives israélites*, année 1840.)

ciétés de secours mutuels, et des médecins; mais des travaux de réparation en ajournèrent l'ouverture au 1^{er} avril ¹.

II

La Maison de secours était destinée :

1^o A tous les Israélites habitant Paris depuis deux ans, pauvres et privés de moyens de traitement à domicile ;

¹ Voici la description de la maison de la rue des Trois-Bornes, telle que la faisaient les *Archives israélites* en 1842 : « ... Nous sommes rue des Trois-Bornes. Nous arrivons à un pavillon d'élégantes proportions ; un escalier en pierre y conduit, un péristyle à colonnettes élancées en décore l'entrée. On dirait d'une jolie villa négligemment couchée aux portes de la ville... Entrons, c'est ici l'asile israélite de Paris. Quel ordre et quelle propreté ! Comme tout est ciré et luisant ! Avec quel soin tout a été prévu !

» Voici la cuisine avec... son arsenal culinaire au grand complet..., la lingerie..., le magasin de comestibles, les caves, la buanderie, le vestiaire, et partout nous admirons la bonne et sage distribution du rez-de-chaussée.....

» Nous voici arrivés aux chambres des malades : des rideaux blancs, des lits de fer, des lampes en cuivre resplendissant, des tables en noyer dans lesquelles on pourrait se mirer et l'attirail obligé du cortège pharmaceutique : voilà ce qui garnit une salle spacieuse et bien aérée, à l'aile droite pour les hommes et à l'aile gauche pour les femmes. Les fenêtres donnent sur un jardin parfaitement planté où abonderont, en été, l'ombre, l'eau et la verdure.

» A l'étage supérieur se trouve une vaste salle renfermant quatre lits, une chambre à part pour un malade payant et une salle de bains dans laquelle rien n'a été oublié.

» Les dépendances sont occupées par le logement du concierge, des infirmiers et infirmières ; n'oublions pas, au rez-de-chaussée, une salle dont les murs sont garnis de pupitres et qui, au besoin, servira d'oratoire..... »

2° Aux membres des Sociétés de secours mutuels qui contribuaient, par une souscription annuelle ou spéciale, aux dépenses générales du Comité consistorial ;

3° Aux domestiques des souscripteurs du Comité.

On n'admit dans la maison que les adultes atteints de maladies aiguës et qui n'étaient pas traités dans des établissements spéciaux. Un pharmacien, choisi par le Comité, était chargé de la fourniture des médicaments. Enfin, le règlement décidait que, si le local le permettait, il pouvait être établi « une salle propre à recevoir un certain nombre de malades qui voudraient se faire soigner dans l'établissement, moyennant une rétribution journalière ». La somme devait être fixée de gré à gré avec l'un des administrateurs.

Au 31 décembre 1842, la maison avait reçu 86 malades. Dix-huit seulement étaient inscrits sur les contrôles du Comité. La dépense s'était élevée à 6,485 francs 60 c. D'avril 1842 jusqu'à la fin de 1847, elle avait admis 765 malades.

Dès 1845, le Comité se plaignit de l'exiguïté de cet établissement et en 1846 il songeait à changer de local : « conformément au désir de ses souscripteurs », il se proposait de profiter d'une occasion pour acheter une maison, située rue Mesnilmontant, qui devait servir à la fois aux malades, aux orphelins et aux vieillards ¹.

¹ En 1848, la maison recueillit, lors des luttes de juin, un grand nombre de blessés et de gardes mobiles appartenant aux autres cultes. « Les soins les plus affectueux, disait le Comité, leur ont été prodigués avec un zèle et un désintéressement qui ne sont pour nous que l'acquiescement d'une dette publique. »

Le projet était d'importance ; la timidité des premiers administrateurs était tombée. Sur ces entreprises, le bruit courut qu'une famille devait attacher son nom à la fondation d'une maison de secours. L'intention du baron de Rothschild était réelle : l'exécution n'en avait été retardée que par les difficultés qu'il avait rencontrées pour trouver un emplacement convenable. Le Consistoire (4 novembre 1846) proposa à M. de Rothschild d'acheter l'immeuble que les administrations avaient en vue, et s'il ne lui convenait pas de faire cette acquisition, de leur verser la somme qu'il voulait y affecter. Le Consistoire se faisait fort de fournir la somme complémentaire soit de ses propres deniers, soit au moyen de souscriptions.

Le baron de Rothschild n'accepta pas cette proposition. Deux ans plus tard, le Comité annonçait que, à la fin de 1850, la Communauté allait devoir à M. de Rothschild d'avoir « une maison de secours pouvant contenir 50 lits, et une maison pour les vieillards » dont partie devait être plus tard affectée aux orphelins ¹.

Sur la simple annonce de la fondation prochaine de ces établissements qui devaient être élevés rue Picpus, n° 76, des Sociétés de bienfaisance, des particuliers s'empressèrent d'apporter leurs offrandes. Le 20 mars

¹ Le 2 mai 1850, le Consistoire, « voulant donner à M. le baron de Rothschild un témoignage de reconnaissance pour cette grande et généreuse fondation qui appelle sur son auteur les bénédictions de la Communauté entière », décida qu'un membre de la famille de M. de Rothschild ferait toujours partie du Comité d'administration de la maison de secours et qu'une table de marbre « indiquant à la fois la destination de l'établissement et le nom de son fondateur » serait placée sur la façade de l'édifice. Le 17 mai 1852, le Consistoire décida, en effet, que l'hôpital serait dénommé : *Hôpital israélite. Fondation James de Rothschild.*

1852, le Consistoire et le Comité adressèrent une circulaire à la Communauté pour annoncer la fondation de cet hôpital. Jamais appel à la charité ne fut entendu avec une plus pieuse ardeur. Les premiers comptes-rendus de la maison ont enregistré les dons faits en faveur de cette maison ; il y a là comme un témoignage impérissable d'émulation, de rivalité généreuse, pour concourir à doter aussi richement que possible cet établissement dont la création provoqua un réel enthousiasme ¹.

L'hôpital de Rothschild ² fut inauguré au milieu de l'émotion générale, le 26 mai 1852, en présence du Consistoire, du Comité de secours, des présidents des Sociétés de bienfaisance, du Ministre des Travaux publics, du Préfet de la Seine, entourant la famille de Rothschild ³.

La maison de la rue des Trois-Bornes fut close le 4 juillet 1852. Elle avait reçu pendant son existence, dans l'espace de dix ans et trois mois, 1,374 malades ⁴.

¹ Voici les noms des membres du Conseil de l'hôpital depuis sa fondation : — 1852 : MM. les barons James et Alphonse de Rothschild ; Gustave Halphen ; Isidor, grand rabbin de Paris ; Albert Cohn ; Astruc ; Dr Haas ; Léopold Javal ; O. Dupont ; Adolphe Israel ; Raphaël Jeramec ; Téléphe Astruc. — 1854 : Ulmann, grand rabbin. — 1856 : Hayem Bloch ; comte Cahen d'Anvers ; Emile Oulman ; baron Gustave de Rothschild. — 1858 : Alfred Emerique ; Isaac Mayer. — 1860 : J. Carvallo ; Paul Oppenheim. — 1862 : Michel Alcan ; Abraham Créhange. — 1868 : Zadoc Kahn, grand rabbin de Paris ; Levy-Bing. — 1873 : Delvaille. — 1879 : Victor Saint-Paul.

² Le décret autorisant le Consistoire à accepter le don de la maison Picpus fut rendu le 6 mars 1854. L'acte de donation datait du 27 avril 1852, et l'acte d'acceptation par le Consistoire du 1^{er} juin 1854.

³ Une médaille commémorative fut remise, le jour de l'inauguration, au baron de Rothschild, de la part de la Communauté israélite, désireuse de perpétuer ainsi le souvenir de la solennité de ce jour.

⁴ La maison eut pour médecin le Dr Brossard.

Installé le 22 juin 1852, le Conseil de l'hôpital procéda, le 15 juillet, à l'organisation médicale de l'établissement ¹. Le Comité, dans la réunion du 18 mars, en avait nommé directeur M. Benoît Cohen ², Président du Comité de bienfaisance, dont le choix fut ratifié par le Consistoire, le 17 avril ³.

Les premiers malades furent admis le 5 juillet.

La maison reçut dans une période de dix années *sept mille cent malades*.

L'hôpital ne fut bientôt plus assez spacieux pour se prêter à un mouvement d'une aussi réelle importance. Les salles avaient été presque constamment au complet, et, à plusieurs reprises même, on avait été obligé d'ajourner l'entrée des malades faute de place. Le Conseil constata donc en 1861 la nécessité d'agrandir l'établissement. Grâce aux libéralités du baron James de Rothschild, plusieurs sections furent fondées. On organisa, presque coup sur coup, en septembre 1865, des salles spéciales pour les *enfants ma-*

¹ Voir à l'appendice les noms des médecins, chirurgiens, internes en médecine et en pharmacie qui se sont succédé dans l'établissement depuis 1852. (Pièce n° 3.)

² Le Comité décida « à l'unanimité et par acclamation, que la place de directeur du nouvel Hôpital israélite de la rue Picpus sera offerte à M. Benoît Cohen, comme le plus digne de la remplir tant par les services signalés qu'il a rendus à la classe des malheureux comme Président du Comité que par ses qualités d'administrateur ».

³ M. Benoît Cohen mourut le 14 juillet 1856. Il fut remplacé par M. J. Kahn, secrétaire du Consistoire, secrétaire du Conseil de l'Hôpital, qui fut nommé directeur *par intérim* le 15 juillet. M. Charleville, alors rabbin de Dijon, fut appelé à ce poste le 5 mai 1857. Démissionnaire le 12 juillet 1864, il fut remplacé le 25 octobre par M. Weill dont la nomination, provisoire d'abord, ne fut rendue définitive que le 8 février 1867. M. Weill occupe encore ces fonctions et il s'en acquitte avec une autorité et une affabilité auxquelles chacun rend hommage. Il est chevalier de la Légion d'honneur.

lades ¹ ; un service pour les *femmes en couches* et les *nourrices* ; et des cabinets particuliers pour les *maladies contagieuses* ². Enfin le 14 mai on inaugura une section (10 lits) fondée par le baron James en mémoire de son fils Salomon, et destinée aux *malades incurables* ³. Toutes ces créations portaient à *cent soixante quatorze* le nombre des lits à l'hôpital.

La section des incurables fut augmentée de 34 lits en 1868 et de 14 en 1877. La maison des incurables a été depuis entièrement construite aux frais de M^{me} la baronne James de Rothschild, Douairière, qui a constitué les rentes nécessaires à son entretien.

A côté de ces sections réservées aux malades proprement dits, la maison, destinée aussi dans le principe aux vieillards et aux orphelins, n'y admit que des vieillards. Le Consistoire adressa, le 1^{er} juillet 1853, un appel à la Communauté ⁴ où il l'invitait à lui prêter

¹ La famille de Rothschild avait mis à cet effet une somme de 30,000 francs à la disposition du Conseil. La fondation date du 12 avril 1863.

² M. le baron Alphonse de Rothschild a acheté en 1881 une propriété contiguë à l'Hôpital pour y établir un service pour les malades isolés.

³ La fondation date du 11 juin 1864.

⁴ Au dos d'un exemplaire de cette circulaire est écrite la lettre suivante adressée au Consistoire :

« Sous les murs de Sébastopol, le 9 avril 1855. — Monsieur le Président, c'est à mille lieues de notre belle France, sous les murs de Sébastopol que je reçois votre appel à la charité en faveur de votre magnifique établissement. Permettez-moi de vous offrir mon humble souscription de 15 francs par an. — Cette somme sera payée par ma femme en mon absence...

» Recevez, etc.

» Aaron Cerf, de Metz,

» Lieutenant de voltigeurs au 39^e de ligne.

» Aujourd'hui, à six heures du matin, a commencé le bombardement

son concours pour subvenir aux dépenses d'entretien de cette maison.

L'ouverture de la Maison de retraite eut lieu le 27 septembre 1853 ¹ ; elle contenait 34 lits répartis dans 28 chambres, dont six à deux lits. Vingt-deux étaient déjà occupés au 30 juin 1854 ². Mais le nombre en devint vite insuffisant ³. Le Conseil voyait la nécessité d'agrandir cette section ; les dépenses qu'exigeait un tel projet en retardaient seules l'exécution. Madame de Rothschild mit alors à la disposition du Conseil (8 décembre 1868), pour compléter l'édifice réservé aux vieillards, une somme de 50,000 francs. L'asile pourrait compter ainsi 50 lits. Les travaux furent terminés en 1873. Mais bientôt encore il ne répondit plus aux besoins, et, en 1882, une nouvelle annexe fut faite pour 36 vieillards ⁴.

général de Sébastopol par terre et par mer. Au moment où j'écris, plus de trois mille bouches à feu vomissent la mort et la destruction contre la ville maudite. C'est effrayant de grandeur. Je marche cette nuit à cette lutte suprême le *Schema Israël* dans le cœur, avec courage, car nous défendons la cause de l'Europe, la grandeur de la France et l'honneur du Drapeau. »

¹ L'inauguration eut lieu à onze heures du matin, en présence de la famille de Rothschild, du Consistoire central, du Consistoire de Paris, du Comité de bienfaisance, des présidents des *Hebroth* qui se trouvaient réunis dans l'oratoire de l'établissement. — Une collation eut lieu après la consécration, faite par M. Isidor, grand rabbin de Paris.

² Trois de ces lits étaient entretenus par une pension annuelle. La pension à la maison de retraite coûtait 800 francs, mais elle était gratuite pour ceux qui ne pouvaient payer. La maison des malades était gratuite également ; mais, à l'origine, ceux qui désiraient occuper des chambres particulières avaient à payer 5 francs par jour.

³ De 1853 à 1862 la maison eut à pourvoir à l'entretien de trois cent dix-sept vieillards.

⁴ Une maison de retraite pour la vieillesse (femmes) a été fondée

En résumé l'hôpital de Rothschild compte actuellement 284 lits ; soit : chez les malades adultes, 64 ; chez les nourrices, 12 ; chez les enfants, 36 ; chez les isolés ¹, 22 ; les vieillards 86 (hommes 43, femmes 43) ; les incurables 64 (hommes 32, femmes, 32).

De 1852 à 1865, l'hôpital a reçu **8673** malades, et de 1865 à 1885, **20,980**. — 392 vieillards ont été admis de 1853 à 1885, et 169 incurables de 1865 à 1885 ².

C'est dans ces chiffres que peut se résumer l'existence de cet établissement. Y a-t-il une preuve plus éloquente et de la nécessité où était la Communauté de posséder une maison de secours importante, et de la généreuse et bienfaisante action de la maison de Rothschild ?

par M. Moïse Léon et inaugurée le 18 juin 1883. Elle est située boulevard Picpus.

La maison ne comptait, à l'ouverture, que deux pensionnaires. Toutes les chambres sont actuellement occupées. Les femmes admises dans cet établissement payent une pension de 600 francs. Elles sont nourries, chauffées, éclairées et blanchies.

Le Consistoire a accepté, en principe, la donation de cette maison par le fondateur.

Un conseil de dames patronnesses et un conseil de direction sont à la tête de l'établissement.

Une fondation de lit est de 600 francs de rente.

¹ Le service des isolés actuel est provisoire. Il existe aux dépens de celui des enfants et des nourrices.

² *Quatre-vingt-trois* lits ont été fondés à la maison des vieillards : parmi les fondateurs on distingue la baronne douairière de Rothschild, les barons Alphonse, Gustave et Edmond de Rothschild, la baronne Gustave de Rothschild, MM. Bischoffsheim, Cahen d'Anvers, Albert Cohn, Achille Halphen, Mosbach, Max Kann, Léopold Goldschmidt, les héritiers Bischoffsheim, Achille Dreyfus, baron Léonino, Lazard frères, les héritiers d'Hippolyte Worms, baron Salomon de Gunzburg, Alexandre Léon, Alfred Mayrargue, Alexandre Lange, Samuel Hesse (legs), les fils Taub, Dreyfus Dupont, Emile Fould, Edouard Kohn, Gaston Mayer, Jonas Rothschild, et M^{mes} Furtado, baronne Salomon de Rothschild, veuve M. Léon aîné, veuve Michel Lévy, Anspach, veuve Alexandre Léon, etc., etc.

Aujourd'hui que l'Hôpital et les annexes sont reconnus d'utilité publique¹, on peut mesurer avec un juste orgueil le chemin parcouru depuis l'époque où la Société de Secours bornait son ambition à avoir « plusieurs lits, des gardes et du linge » pour soigner les indigents malades.

¹ Le décret de reconnaissance date du 8 avril 1886. — L'art. 1^{er} des statuts approuvé par le Conseil d'État est ainsi conçu : « La fondation de Rothschild, créée en faveur des pauvres israélites de la Circonscription consistoriale de Paris, comprend : une maison de secours pour les malades, un service spécial pour les incurables, une maison de retraite pour les vieillards des deux sexes, un orphelinat. »

CHAPITRE VI

LES ORPHELINS ET LES ENFANTS ABANDONNÉS L'ORPHELINAT S. ET C. DE ROTHSCHILD

Le règlement de 1809 présentait une lacune étrange ; aucune mention n'y était faite des orphelins. Comment expliquer cet oubli dans les conceptions si élevées et si justes du Consistoire sur l'exercice de la charité juive à Paris ? On en trouverait peut-être la raison dans ce fait que l'administration consistoriale, s'étant inspirée des statuts qui régissaient les Sociétés de secours mutuels pour former la Société de secours et d'encouragement, n'y avait trouvé à cet égard aucune disposition. Ce qui pourrait justifier cette manière de voir, c'est que déjà le projet de règlement, élaboré le 27 septembre par les *Hebroth* subsistantes, n'y avait fait aucune allusion. Quoi qu'il en soit, ce que ne fit pas le Consistoire, les circonstances et l'initiative des administrateurs d'abord, et plus tard l'assistance que réclamait la population pauvre, engagèrent le Comité à l'entreprendre. Dès 1809, en effet, il adopta deux enfants.

Un rapport adressé en 1815 au Consistoire sur la gestion de la Société de secours rend compte de ce fait en ces termes : « *Enfants retirés de l'Hospice.* — Le premier objet qui mérite votre attention et qui frappera peut-être votre imagination, c'est qu'à peine vous vous étiez cotisés pour ériger ce monument de piété que le Ciel, comme signe d'approbation, vous a fourni l'occasion de faire une œuvre méritoire.

» Deux enfants dans l'âge le plus tendre, abandonnés depuis longtemps de leur père, se virent tout à coup privés de l'unique soutien, de la seule espérance qui leur restassent. Leur mère affligée, sentant le venin de la mort se glisser dans son sein, se traîna dans l'hospice et y rendit le dernier soupir en présence de ses malheureux enfants qui ne voulaient pas quitter un objet aussi cher. Il ne restait donc plus d'autre alternative à ces infortunés que d'être amalgamés avec les Enfants Trouvés ou de périr de misère ; mais, par vos secours charitables, votre Comité a prévenu l'un et l'autre.

» Ne doutant pas de votre suffrage pour tout ce qui a rapport à l'humanité, et ne pouvant les retirer de cette maison sans les adopter, le Comité n'a pas hésité un instant à employer ce moyen : leur entretien jusqu'à ce jour lui a occasionné une dépense de fr. 2105.90. »

Ce fut au mois de décembre 1809, quelques semaines après son installation, que la Société de secours recueillit ces deux enfants. Le garçon mourut bientôt, et le 31 janvier 1810, par un contrat passé devant M^e Champion « et son collègue », notaires impériaux à Paris, le Comité, représenté par M. Isaac Simon, son président, se chargea « volontairement, pendant sept

ans, de la mineure Rose Joseph, âgée de cinq ans ». Il s'obligeait « de la nourrir, blanchir, loger, coucher, » chauffer et éclairer, de l'entretenir de tous vêtements pendant ledit temps, de lui donner une éducation convenable et de lui faire apprendre une profession utile ¹ ». Le Comité plaça cette enfant en pension chez une femme Samuel de Morhange qui se chargea d'elle et de son entretien moyennant 24 livres par mois. En 1817, quand elle eut atteint l'âge de prendre un état, elle fut mise en apprentissage chez une couturière qui, pour cent francs par an, s'engagea à la garder chez elle pendant trois ans et à lui apprendre le métier qu'elle exerçait.

Lorsque en 1809 le Consistoire fut informé de la décision prise au sujet de ces enfants, il rendit hommage aux sentiments qui animaient la Société de secours, mais il lui reprocha de sortir de ses attributions et il l'engagea à s'y renfermer strictement. La lacune, que nous signalions et que nous attribuions tout d'abord à un oubli, n'était-elle pas due plutôt à une abstention volontaire ?

Le Comité de bienfaisance se conforma aux instructions du Consistoire et jusqu'en 1822 il s'abstint d'assumer de nouvelles charges de ce genre. Mais les événements devaient être plus forts que le règlement

¹ Le Comité fit suivre sur ses procès-verbaux l'insertion de cet engagement d'une note collective par laquelle les membres de la Société de secours déclaraient que M. Isaac Simon n'avait fait que suivre leur volonté commune en signant cet acte et que tant qu'ils seraient membres du Comité, ils demeureraient solidairement responsables de cette adoption, comme des frais et dépenses qu'elle pourrait occasionner, « vu que les frais doivent être prélevés de la Caisse du Comité ». Toute responsabilité devait cesser pour l'administrateur qui, « soit par démission, soit par congé, pouvait quitter le Comité ».

et amener peu à peu la Société de secours à s'occuper régulièrement des orphelins. A cette époque, en effet, une femme, tenant un hôtel, amena au Comité deux enfants dont le père avait logé chez elle et qui depuis un mois était à l'hospice. La Société de secours, désireuse de les sauver de l'abandon, demanda aux Sociétés particulières de participer à cette œuvre pieuse, « vu, disait-elle, que la caisse de l'administration n'est pas assez alimentée pour supporter seule cette charge ». Les deux orphelins furent placés chez une femme Isaac Friedbourg, demeurant rue de la Verrerie, hôtel de Reims. Elle reçut une indemnité de 30 francs par mois, et son mari, qui y tenait une école, s'engagea en même temps à leur donner « toutes les instructions religieuses dont ils seront susceptibles ». Mais le 23 avril 1823 « considérant sa situation peu florissante et le refus que les Sociétés particulières de bienfaisance ont fait de contribuer dorénavant à l'entretien des enfants de Nephtali Lévy », le Comité décida de les renvoyer à Strasbourg, leur pays natal.

Tels sont les humbles commencements du service des orphelins. Il ne devait pas tarder à prendre un développement important. En 1824 en effet, une situation financière porte : « Pension pour quelques orphelins, 180 francs », puis la mention disparaît en 1825. Un orphelin, natif de la Rochelle, reçoit en 1828 un secours de trois francs par mois « pour concourir à son éducation et nourriture ». Bientôt l'épidémie cholérique éclate et crée de grands devoirs à la Société de secours. Ce n'est qu'en 1834 cependant que la mention « Orphelins » figure de nouveau sur les registres, mais cette fois pour ne plus disparaître. En 1835 le Comité fait figurer pour une somme de 40 francs

la « Pension payée aux orphelins ». En 1837, la « pension aux orphelins y compris ceux du choléra » s'élève à 1,600 francs environ. Treize orphelins sont à la charge du Comité en 1838, et le nombre va aller chaque année en augmentant ¹.

Dès 1841-1842, ces enfants étaient les uns secourus chez leurs parents, et les autres placés dans des familles qui prenaient soin d'eux et auxquelles il était alloué une subvention de 10 à 20 francs par mois ². A cette époque déjà, le Comité exprimait le désir que ses ressources lui permissent de créer dans sa Maison de secours « un service spécialement » destiné à loger et à nourrir en réfectoire ces pauvres enfants sur lesquels nous exercerions d'ailleurs, disait-il, une surveillance plus facile et plus efficace ». Mais bientôt ses vues se portèrent plus haut ; ce n'était plus dans la Maison de secours qu'il désirait placer les orphelins, mais dans un établissement spécial, et, constatant son impuissance, il s'écriait en 1848 : « C'est à peine si nous pouvons les disséminer dans des maisons éloignées où notre inspection est difficile et notre surveillance souvent stérile. »

Le vœu du Comité allait être bientôt exaucé. En effet, quatre ans plus tard ³, il annonçait que les orphelins allaient être placés « sous la direction spéciale » d'un bon père de famille et sous la surveillance incessante du Comité dans une maison appropriée à

¹ Il y en eut seize en 1830 ; vingt-trois en 1841 ; trente-un en 1843 ; trente-deux en 1844 ; trente-quatre en 1845 ; trente-neuf en 1846 ; quarante en 1847 ; trente-un en 1848 ; trente-huit en 1849 ; trente-six en 1850.

² En 1844, il y avait cinq enfants placés chez des étrangers.

Compte moral et financier de 1851-1852 (Paris, 1853).

» leurs besoins », car le baron Salomon de Rothschild avait ajouté aux œuvres de sa famille en mettant à la disposition du Comité une somme de cent mille francs pour la fondation d'une retraite pour les orphelins¹. Cette somme, jugée insuffisante, fut augmentée de cent mille francs, et, en 1855, les héritiers du baron Salomon de Rothschild ajoutèrent, en mémoire de leur père, 4,000 francs de rente² à la fondation. La maison fut emménagée, 4 bis, rue des Rosiers, pour recevoir 50 enfants; elle fut ouverte au mois de juillet 1857, sous la direction de M. et M^{me} J. Kahn³.

L'orphelinat prit le nom d'*Orphelinat Salomon de Rothschild*. Placé sous le patronage des Dames de Rothschild, il fut confié à la direction supérieure du Consistoire. A la fin de l'année 1857, il y avait 22 enfants; 26 en 1858 (19 garçons et 7 filles); 34 en 1859 (24 garçons et 10 filles); 46 en 1860-1861 (23 garçons et 23 filles).

Cependant d'autres enfants, dignes d'intérêt aussi, appartenant également à des familles malheureuses,

¹ Voir au sujet de l'Orphelinat notre *Histoire des Écoles* (Durlacher, 1884) et les *Professions manuelles* et les *Institutions de Patronage* (Durlacher, 1885).

² Compte rendu moral et financier du Comité de Bienfaisance pour 1852, 1853 et 1854 (Paris, 1855).

³ M. J. Kahn, secrétaire du Consistoire, et M^{me} Kahn, directrice de l'École communale de la rue des Hospitalières, furent nommés directeurs de l'Orphelinat, le 26 mars 1856. Mais l'Orphelinat n'étant pas prêt, ils consentirent, sur d'instantes prières, à diriger l'Hôpital de Rothschild par intérim. Démissionnaires le 22 septembre 1859, ils furent remplacés à l'Orphelinat par M. le Rabbin Mayer et M^{me} Mayer, le 1^{er} novembre 1859. Démissionnaires, à leur tour, en 1874, M. et M^{me} Mayer furent remplacés par M. et M^{me} Jourda. — M^{me} Jourda est décédée prématurément en 1883.

appelaient la sollicitude du Comité qui ne pouvait les faire admettre à l'Orphelinat, soit qu'ils fussent placés dans une situation irrégulière, soit qu'ils ne répondissent pas aux conditions fixées par le règlement. Ils étaient rangés en deux catégories : les uns, connus sous le nom d'*Enfants assistés*, furent maintenus chez leurs parents auxquels le Comité accorda une subvention ; les autres, *Enfants abandonnés*, furent placés, moyennant rétribution, dans des familles où il était pourvu complètement à leur entretien. Tous furent, à compter de 1875, placés sous la surveillance d'une Commission spéciale du Comité. En 1861, cinq enfants étaient ainsi placés au dehors. Vingt ans plus tard, 28 garçons et 13 filles, complètement abandonnés, étaient à la charge du Comité et lui occasionnaient une dépense annuelle de 14,000 francs ; et 27 enfants, dont l'entretien coûtait plus de 6,000 francs, étaient placés chez leurs parents. Aujourd'hui le Comité a à sa charge 58 enfants assistés et 30 enfants abandonnés.

On n'avait pas tardé à reconnaître l'insuffisance de la maison de la rue des Rosiers. Il n'y avait là qu'une seule et même cour pour les enfants des deux sexes en même temps que pour 400 externes des écoles consistoriales, installées dans le même établissement. Le réfectoire n'offrait qu'une trentaine de places pour cinquante orphelins ; il n'y avait enfin ni salle d'étude, ni parloir : la même salle servait à la fois de réfectoire, de salle d'étude, de parloir et de lingerie. Malgré ces inconvénients incontestés, les résultats sont dignes d'être cités. En l'espace de dix-sept ans (1857-1874), cent cinquante enfants environ furent admis dans l'établissement, et grâce aux goûts et aux principes

qui leur furent inculqués, tous se livrèrent au travail et devinrent — jeunes gens et jeunes filles — dans l'enseignement, dans l'industrie et dans le commerce, des gens honnêtes et laborieux ¹.

Dès 1869, la baronne James de Rothschild, émue à la pensée de l'abandon d'un grand nombre d'enfants qui ne pouvaient être admis à l'Orphelinat, prit la généreuse résolution de faire reconstruire la maison et de donner à ce nouvel établissement une étendue proportionnée aux besoins que l'expérience indiquait. Cet asile, situé 7, rue de Lamblardie (place Daumesnil), fut organisé pour recevoir cent enfants : 50 garçons et 50 filles. L'inauguration eut lieu le 3 juin 1874. La nouvelle maison — appelée Orphelinat Salomon et Caroline de Rothschild — s'ouvrit avec 48 enfants. Il y en avait quatre-vingt-treize en 1884 ².

Rien ne serait plus aisé de dire avec quelle sollicitude tout y fut agencé pour faire oublier leurs souffrances passées aux malheureux enfants qui y sont admis et pour leur faire envisager l'avenir sous des couleurs riantes ; mais est-il besoin de faire valoir l'utilité et la beauté d'une œuvre semblable ? Un tel établissement vaut par ses résultats, et le nombre d'enfants sauvés du vice, de la honte ou du vagabondage, dirigés dans la voie de la probité et du tra-

¹ Voir ce sujet et au sujet de l'Orphelinat *Histoire des Écoles* (Durlacher, 1884), et *Professions manuelles*, etc. (1885).

² Des lits ont été fondés à l'Orphelinat. On peut compter parmi les donateurs les barons Alphonse, Gustave, Edmond de Rothschild, baronne Nathaniel de Rothschild, Cahen d'Anvers, Landau ; et avant 1874, Beyfus, M. Kœnigswarter, Léon Alexandre, Albert Cohn, Joseph Halphen, Levi-Montefiore, Singer, Léon aîné, M^{me} Isidore Lippmann, Léon Merton, Léon Schmoll.

vail, atteste que cet établissement est un de ceux qui rendent à la Communauté les plus signalés services¹.

¹ Voici quels furent les membres du Conseil de l'Orphelinat depuis sa fondation : 12 octobre 1857 : MM. le grand rabbin Isidor, Albert Cohn, Jeramec, Beyfus, Joseph Cohen, J. Derenbourg, Emerique, Louis Leven, Mosbach, Paul Oppenheim, baron Sal^{on} de Rothschild. — 26 janvier 1870 : Zadoc Kahn, Maurice Meyer, Mayrargues. — 29 octobre 1873 : Hauser, Bernard Cahen. — 18 mars 1874 : Isidor, Zadoc Kahn, baron Gustave, baron Edmond, baron James-Edouard de Rothschild, Albert Cohn, Mayrargues, Bernard Cahen, Erlanger, Derenbourg, Hauser. — 13 février 1878 : M. Coblence, Arthur Hesse. — 7 février 1883 : Isidore Braun.

CHAPITRE VII

CIMETIÈRES ET INHUMATIONS

Les Cimetières.

I

Les Juifs ont eu, de tous temps, cela paraît certain, des cimetières à Paris. Cependant la trace en est perdue, et le plus ancien sur lequel, grâce à une découverte faite il y a une quarantaine d'années, on ait quelques renseignements, existait encore au XIII^e siècle.

S'il faut en croire le commissaire de La Mare, les Juifs avaient en 1198, quand Philippe-Auguste les autorisa à rentrer en France, deux synagogues et deux cimetières. L'un de ces cimetières était situé rue Garlande ou Galande¹. L'autre se trouvait rue de la

¹ Voy. *Revue des études juives*, n^o 1. — Juillet-septembre 1880 : *Le Rôle des Juifs de Paris de 1296 et 1297*, par Isidore Loeb, p. 62.

Harpe, près de la rue Pierre-Sarazin dont la Juiverie, dit Sauval, était à la censive de Saint-Benoît et sur la paroisse de Saint-Séverin. Cette *Juiverie* — (c'est ainsi qu'on appelait alors les lieux habités par les Juifs) — semble avoir été au XIII^e siècle assez importante. Ils s'assemblaient dans ce quartier et ils y avaient des écoles.

Le cimetière de la rue de la Harpe eut des fortunes diverses. Il était situé près de la maison d'un chanoine, nommé Maître Gilbert de Saana. A ce cimetière, les Juifs avaient ajouté anciennement le jardin de la maison du chanoine. Le roi ayant fait présent à M^e Gilbert de la maison qui était nommée la maison de Martin le Portier (*domus Martini hostiarii*), celui-ci revendiqua en jugement la propriété de son jardin et il gagna sa cause. Les Juifs furent obligés d'entrer en composition avec lui, et le résultat fut qu'il leur céda son jardin pour qu'il servit « perpétuellement » aux besoins de leur cimetière ¹.

Quand Philippe-le-Bel, en 1306, exila les Juifs, ce cimetière était devenu une grande place vide qu'on appelait *Cæmeterium Judæorum*. Ce roi le vendit en 1311, pour mille livres tournois aux religieuses de Poissy ² qu'il avait fondées. Puis il passa successivement en la possession de Jean comte de Forest, de Charles VI et de Jean duc de Bretagne, comte de

¹ La charte autorisant cet arrangement est intitulée : « Confirmatio compositionis quam Magister Gilbertus de Saana, clericus domini regis, fecit cum Judeis jardino. Novembre 1283 ».

² Sauval dit : Passy. Voy. *Revue des études juives*, n^o 3. Janvier-mars 1881. — Dans le catal. que M. Siméon Luce dresse des « documents du Trésor des Chartes », p. 67, la donation de ce Cimetière aurait été faite aux religieuses du Couvent de Saint-Louis de Poissy. (Reg. JJ. 46 f^o 87 v^o, n^o 150.)

Montfort qui s'en défit en faveur d'Alain le Malestroit. Un hôtel fut construit sur cet emplacement ; plusieurs particuliers s'en rendirent par la suite acquéreurs ; il fut enfin abattu et sur ce terrain on construisit des maisons.

Cependant Louis le Hutin, parvenu au trône, avait, moyennant 122,500 livres ¹, permis aux Juifs qui avaient été exilés, de se rétablir pour un temps déterminé en France et de rentrer en possession *des cimetières qui seraient encore en nature*. Il devait leur en être donné d'autres « à bon marché » au lieu de ceux qu'ils ne pourraient recouvrer ou qui seraient couverts de trop de bâtiments. Les Juifs du xiv^e siècle ne pouvaient espérer que le cimetière de la rue de la Harpe pût être rendu à sa destination, et ce champ de repos, où furent ensevelis pendant trente ans les restes des Juifs de Paris, fut définitivement aliéné ².

Dès la fin du xiv^e siècle, en pratiquant des fouilles dans ce quartier, on y avait trouvé des ossements, des tombes et des épitaphes hébraïques. C'est à une découverte de ce genre, faite en 1849, que l'on doit d'avoir pu assigner une date à peu près certaine à l'existence du cimetière de la rue de la Harpe. En effet, lors de la reconstruction d'une maison appartenant à M. Hachette, libraire, et située rue Pierre-Sarrasin, on trouva des tombes recouvertes d'inscriptions hébraïques dont la plupart, altérées, mutilées ou brisées par la pioche des ouvriers, devinrent malheureuse-

¹ Près de trois millions de notre monnaie actuelle.

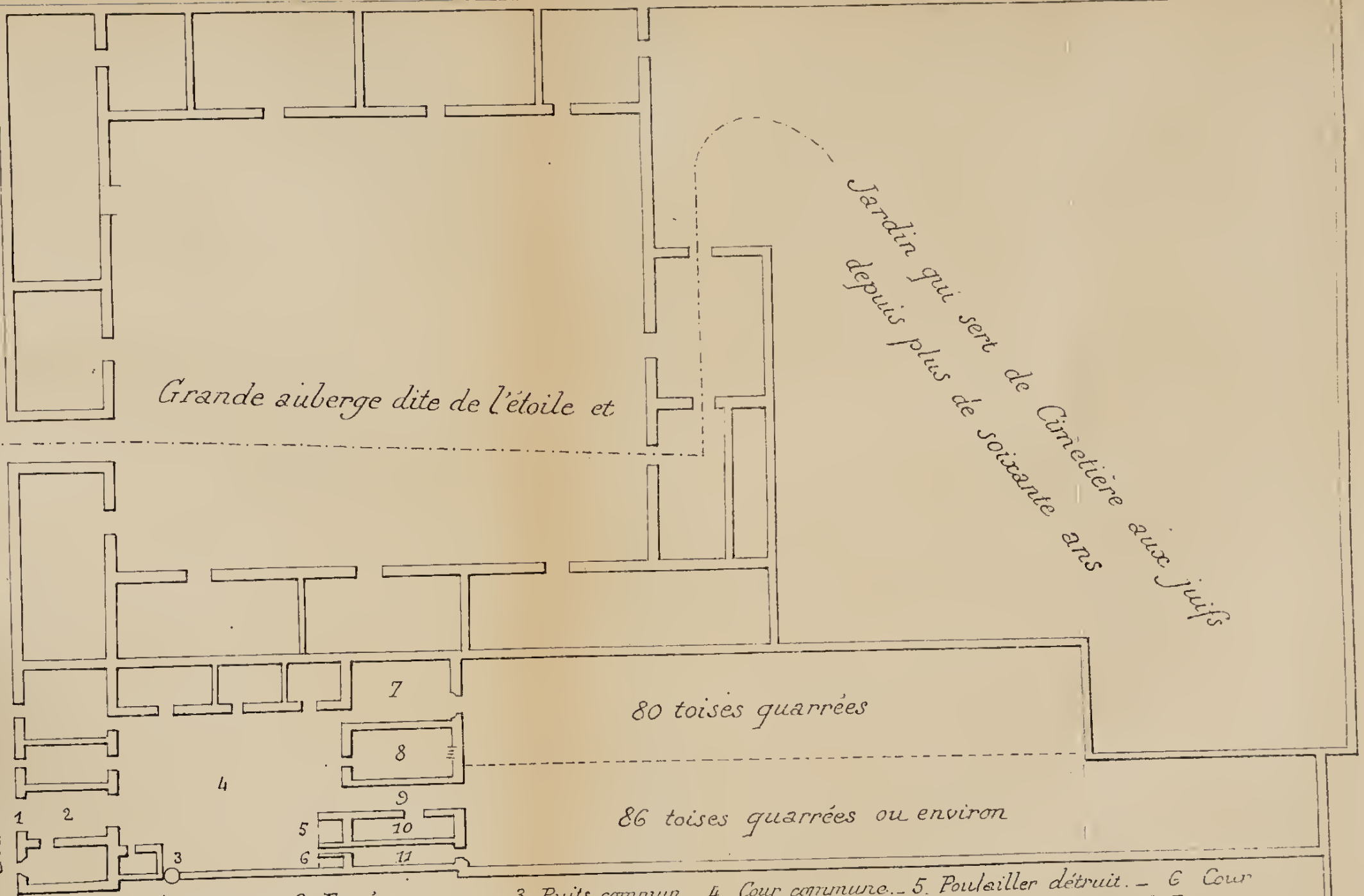
² Voir, à tout ce sujet, Sauval et le commissaire de La Mare, au mot *Juifs*.

Cimetière de la Villette

Plan dressé en 1780

Plan N°1

Grande rue de la Villette - Route de Paris à Senlis, Compiègne.



1. Maison de M. Bonnet. - 2. Entrée commune. - 3. Puits commun. - 4. Cour commune. - 5. Poulailler détruit. - 6. Cour
 7. Chambre au blanchissage du P. Bonnet et passage pour son jardin. - 8. Écurie de la d^e Bonnet la mère. - 9. Passage pour
 le jardin du S. Jacques Bonnet. - 10. Grange. - 11. Petite pièce à côté et sous la grange.

ment presque indéchiffrables. Elles furent transportées au musée de l'hôtel de Cluny.

M. Philoxène Luzzato publia en 1853, dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de France* ¹ une étude très complète sur huit de ces pierres tumulaires. Elles paraissent toutes dater de la fin du XIII^e siècle (1281-1300). Sauf la première qui souleva quelques discussions, elles n'offraient, si ce n'est au point de vue archéologique, que fort peu d'intérêt.

Y eut-il d'autres cimetières juifs à Paris du XIII^e au XVIII^e siècle ? Le fait est présumable, malgré les exils répétés dont les Israélites furent frappés, malgré les persécutions dont ils ont été l'objet. Cependant aucun document n'en fait pressentir l'existence, ni n'en détermine l'emplacement, et l'on ne peut à ce sujet que former des conjectures.

Il faut arriver à la fin du XVIII^e siècle pour n'en plus être réduit aux hypothèses, reconstituer l'histoire des cimetières à cette époque et connaître en même temps d'une manière précise dans quelles conditions se faisait l'inhumation des Juifs à Paris. La pompe et l'éclat dont leurs convois sont entourés aujourd'hui, la liberté si complète laissée à la manifestation de leurs sentiments, constituent un des résultats les plus glorieux que la reconnaissance de leurs droits civils par l'Assemblée de 1791 ait permis aux Israélites d'obtenir et nul ne peut imaginer, voyant l'état des choses actuel, les précautions qu'ils étaient contraints de prendre jadis pour pouvoir enterrer leurs morts furtivement et à la dérobée.

¹ 3^e série, tome II.

II

Dans la Grande-Rue de la Villette — aujourd'hui rue de Flandre — sur la route qui menait de Paris à Senlis-Compiègne, il y avait, à la fin du siècle dernier, une auberge à l'enseigne *de l'Étoile*, dans le jardin de laquelle se faisait l'inhumation des Juifs qui résidaient ou demeuraient à Paris, — Allemands, Portugais et Avignonnais indistinctement. L'auberge était tenue par un nommé Matard, auquel on payait cinquante francs pour le corps d'une grande personne, et vingt ou trente francs pour celui d'un enfant. Ce jardin servait de cimetière aux Israélites depuis les premières années du XVIII^e siècle. Il était situé derrière les bâtiments de l'hôtel¹.

Toutes les conditions de sécurité et de calme — sinon de majesté exigée dans un semblable lieu — semblaient être réunies et, quelque pénibles que fussent les lois dont la police entourait les convois israélites, les « Confrairies » s'estimaient heureuses de pouvoir procéder sans troubles à ces devoirs funèbres. Mais cette assurance ne dura pas. Vers 1775, on apprit que Matard faisait écorcher des chevaux et des bœufs sur le terrain destiné aux inhumations, et qu'« il mêlait la chair et les ossements de ces animaux aux cadavres ». Les observations très vives que les Confréries lui adressèrent, émues d'une telle profanation, l'animèrent

¹ Voir, p. 96, le plan de ce jardin. (Plan n° 1.)

d'avantage contre elles : il les troubla et les molesta dans leurs cérémonies religieuses, et il les menaça même — non seulement de ne plus recevoir leurs morts, mais même d'exhumer ceux qui étaient ensevelis. L'intervention de M. Lenoir, lieutenant général de police, l'empêcha seule de mettre cette mesure à exécution : mais toute sécurité était perdue. Les Juifs allemands dont M. J^b Goldschmidt était le syndic, les Avignonnais ayant pour syndic M. Salom, et les Portugais représentés par M. Péreire, voulant avoir un cimetière en propre, cherchèrent un emplacement pour leur service commun. Ils proposèrent à Matard d'acquérir le terrain où se faisaient alors les inhumations, mais ses prétentions les obligèrent à y renoncer. Le jardin de l'*Auberge de l'Étoile* servit jusqu'en 1780. On y enterrait depuis plus de soixante ans.

¹ Dès 1770, quelques années avant qu'on ne sût l'usage barbare que l'aubergiste faisait de ce jardin, un sieur Liefmann Calmer, né à Aurich (Hanovre), et propriétaire de la seigneurie de Picquigny en Picardie, s'était occupé d'un projet de cimetière pour tous les Juifs indistinctement; mais il n'y avait pas été donné suite et, quand ces sacrilèges furent constatés, il adressa à ce sujet un nouveau mémoire au Préfet de police.

Voici, brièvement, en quoi consistait ce projet :

¹ Tous les renseignements qui suivent, relativement au cimetière de la Villette, ont été puisés dans les papiers de famille que possède M. Eugène Péreire et qu'il a bien voulu mettre à notre disposition avec une affabilité particulière. Nous sommes heureux de lui offrir ici tous nos remerciements et l'expression de notre gratitude.

On peut consulter, au sujet de ces cimetières, *Jacob Rodrigues Péreire*, par La Rochelle (Paris, 1882), p. 444-457; et *Liefmann Calmer*, par Isidore Loeb (*Annuaire des Archives israélites*, année 1885-86), p. 25.

1^o M. Calmer achèterait, à ses propres dépens, un terrain qui devait être uniquement destiné à servir de cimetière à la « Nation Juive »; 2^o les pauvres y seraient enterrés gratis; 3^o les Juifs aisés de Paris seraient tenus de payer de leur vivant, pour eux et les gens de leur maison, une somme laissée à la liberté de chacun, mais qui cependant ne pouvait être moindre de vingt-cinq francs « pour chaque tête » au dessous de treize ans, ni moindre de cinquante livres au dessus de cet âge; 4^o ceux d'entre eux ou les étrangers qui ne voudraient point payer d'avance, et de leur vivant, leur place au cimetière, ne pourraient y être enterrés que de son agrément, à lui Calmer, et de celui de deux administrateurs « choisis », moyennant une somme arbitrée par eux trois, « laquelle devait toujours être plus forte que celle de la taxe »; 5^o il devait être défendu de se faire inhumer nulle autre part que dans ce cimetière; 6^o les ressources que « tout cela » produirait devaient servir au paiement des procès-verbaux, frais d'inhumation des pauvres, et « autres frais relatifs »; enfin, 7^o M. Calmer exigeait que les administrateurs lui rendissent compte, et à ses successeurs après lui, à la fin de chaque année, de la recette et de la dépense.

Ce projet, qui révélait un peu trop naïvement l'esprit de domination de son auteur, fut, au mois de juillet 1778, soumis par le lieutenant de police à l'appréciation de M. Jacob Rodrigues Péréire, agent de la Nation juive portugaise à Paris. La situation de M. Péréire était importante, et le crédit qu'il avait auprès de M. Lenoir était considérable. M. Calmer, au contraire, bien que maître d'une grande fortune, ne jouissait — selon M. Péréire — que d'une considé-

ration relative ¹. Son influence avait créé cependant, entre Péreire et lui, une grande rivalité, et la question du cimetière ne contribua pas peu à l'envenimer.

Sur l'invitation du lieutenant général de police, M. Péreire, tout d'abord, adressa à celui-ci, le 2 août 1778, ses observations sur le projet Calmer « où, disait-il, à l'exception de ses intentions qu'on peut croire » pieuses et généreuses, presque tout ne paraît y être » qu'inconséquent, captieux et tyranniquement arbitraire ». Cependant il ne contestait pas que le projet d'avoir un cimetière en propre n'ait « de tout temps » fait l'objet des désirs des Juifs qui sont à Paris », et il en attribuait la non-réalisation à « la diversité des » sentiments sur les moyens de l'exécuter ».

Péreire fut bientôt chargé par M. Lenoir d'élaborer un autre projet. Le lieutenant général lui écrivait, le 5 août 1778 : « Il est nécessaire que vous vous entendiez avec les chefs des Confrairies des autres Juifs » tolérés dans le Royaume... Vous pourriez ensuite » louer ou acquérir un terrain : dans ce dernier cas, » ce ne peut être qu'au nom d'un Juif naturalisé. » Quand vous serez convenu de subvenir à cette première dépense, à l'entretien d'un cimetière et aux » gages du concierge, je ferai ce que les circonstances » me permettront pour remplir vos intentions et vos » vues. Vous savez combien j'y ai confiance. »

Péreire s'efforça de répondre à ce sentiment. Son

¹ Voici, d'après une note trouvée dans les papiers de M. Péreire, ce que celui-ci en pensait : « Il est à ma connaissance que son papier » n'a pas trouvé d'emploi à la bourse à 6 0/0 et que son crédit n'a » pas été regardé comme bien établi. »

Il avait dit d'abord : « Le bruit a couru plusieurs fois qu'il allait faire faillite. » Mais ces mots ont été rayés.

projet d'établissement d'un cimetière est empreint d'une grande humanité. « La porte est demeurée à tout » le monde pour s'y intéresser, dit-il. Ceux qui ne le » pourront pas seront traités avec toute humanité et » tous les égards qu'il convient entre frères. Ceux » même qui le pourront et ne le voudront point, n'é- » prouveront, pour cela, aucune gêne pendant leur vie, » et n'auront pas à craindre d'injustice à leur mort... » et la plus grande peine contre les plus riches qui » mourront à Paris, sans avoir contribué d'une obole » pour le cimetière, ne sera que de cent écus pour les » droits de leurs enterrements. »

Péreire, muni du mandat du lieutenant de police, conféra de nouveau avec MM. Liefmann Calmer, J. Goldschmidt et Israël Salom. M. Cerf Berr, citoyen de Nancy, se joignit à eux. Homme intègre, d'un caractère doux, jouissant d'une autorité incontestable, Cerf Berr, comprenant l'importance et la grandeur d'une telle entreprise, s'attacha à calmer les irritations, à concilier les intérêts. Son arrivée à Paris fut presque bénie, et Péreire considéra « ce sage et vertueux conciliateur comme un véritable ange de paix ». Grâce à son intervention, les pourparlers engagés avec aigreur, se poursuivirent à souhait sur le projet élaboré par J.-R. Péreire. Tous espèrent que « tout s'arrangera » ; chacun a pris connaissance de ce projet et Cerf Berr écrit, le 26 octobre, que, comme lui, MM. Calmer et Goldschmidt l'ont trouvé « sage et bien fait ». M. Calmer fils, lui-même, écrit que « l'affaire est en bonnes mains », et qu'il ne met plus de doute à son succès. Il ne reste plus qu'à signer une convention liant entre eux les syndics des diverses Congrégations. Le 27 octobre 1778, MM. Péreire, Liefmann Calmer, J. Goldschmidt, Israël

Salom et Cerf Berr, se réunissent et signent un engagement par lequel ils promettent de subvenir, par portions égales, à la dépense que nécessitent l'achat et les frais d'acquisition d'un terrain. Cette dépense ne devait pas s'élever à plus de 7,200 livres¹.

Tout était donc arrêté, et, conformément aux instructions de Mgr Lenoir, Péreire, considérant comme un devoir « de mettre tous ses frères en état de connaître une chose qui doit leur appartenir à tous et à laquelle tous doivent être invités à contribuer », avait averti les chefs des Confréries qu'il se proposait d'aller à la prière, le samedi 31 octobre 1778, et d'y faire au public la lecture de la partie essentielle de ce projet; mais le 30 il reçoit une lettre par laquelle

¹ Voici cet engagement : « Nous, soussignés, promettons et nous engageons de fournir, par portions égales, à la première réquisition verbale qui nous en sera faite, jusqu'à la concurrence de sept mille deux cents livres, somme à laquelle on estime que pourra aller tout au plus la dépense totale et fondamentale du cimetière que Mgr Lenoir, lieutenant général de police, veut bien nous permettre d'avoir en propre dans les environs de Paris. La dite somme ou les parties de cette somme qui seront nécessaires, seront remises provisoirement entre les mains de M. Goldschmidt, sous son récépissé, jusqu'à ce qu'il pourra y avoir un caissier dénommé par nous les dits soussignés.

» Ceci, au reste, n'est fait entre nous (et cela doit être bien entendu) qu'uniquement par pure précaution, pour que rien ne puisse arrêter ou apporter des longueurs à l'exécution d'une si bonne œuvre. Car nous déclarons que notre intention n'est point (à Dieu ne plaise) de nous en approprier tout le mérite que dans le cas unique où personne plus que nous, les soussignés, n'y voudrait y prendre part. Car, nous le répétons, tous ceux qui voudront y contribuer en seront les maîtres, et l'on suivra là-dessus le partage fait par l'un de nous en soixante actions de 120 livres chacune, pour être distribuées de la manière indiquée dans son mémoire (?), sauf à changer la forme du remboursement, qui y est proposé, par des rentes viagères, et qui pourra se faire autrement dès qu'on en sera d'accord, du moins à la pluralité des voix. Fait à Paris, le 27 octobre 1778. Fait double entre nous. Signé : Péreire, Liefmann Calmer, J. Goldschmidt, Cerf Berr et Israel Salom. »

Liefmann Calmer, Jacob Goldschmidt et Israël Salom affirment que l'accord n'est point fait et prétendent, en conséquence, qu'il serait prématuré de donner connaissance de ce projet aux sociétés ¹.

En même temps les syndics, auxquels se joint M. Cerf Berr, adressent au lieutenant de police, le 1^{er} novembre, un acte de délibération ayant pour objet de demander de faire l'acquisition d'un terrain au nom de M. Calmer, et non point au nom de Péreire, « pour faire un cimetière pour ceux de sa nation sans distinction de pays, qui viendraient à décéder ». Calmer, à l'appui de cette demande, se disait l'auteur du mémoire relatif à l'acquisition d'un cimetière ; il prétendait que ses lettres de « naturalité » avaient été enregistrées au Parlement de Paris, dans le ressort duquel devait se trouver le cimetière ; il ajoutait que les chefs et syndics de la nation juive allemande, polonaise et avignonnaise, étaient au nombre de quatre contre un seul de la nation portugaise ², et qu'enfin la contribution devait se faire pour 4/5 par la nation allemande et avignonnaise et pour 1/5 seulement par la nation portugaise.

Péreire, irrité des obstacles que lui suscitait Calmer, dont la délibération était, selon lui, entachée d'inexactitudes, répondit vertement ³ à cet exposé de motifs et

¹ Péreire disait que les syndics avaient mis obstacle à cette communication « parce qu'ils avaient vu par là en danger la prétention de M. Calmer à la souveraineté sur nos cadavres ».

² Goldschmidt était syndic de la nation juive allemande, polonaise « et autres » ; Salom, syndic des Juifs avignonnais et du Comtat-Venaissin ; et Péreire, syndic des Juifs portugais.

³ « M. Calmer n'est pas naturalisé comme Juif. Ses lettres patentes n'ont pas été confirmées par Sa Majesté. Sa naturalisation n'est que pour lui et sa famille, avec la condition de demeurer et mourir

manda à M. Lenoir qu'il était « d'autant plus conforme à justice et à raison » de lui laisser finir de remplir sa mission que l'on ne cherchait en l'y troublant, qu'« à flatter la monstrueuse vanité d'un seul homme et à faire triompher ses vues despotiques sur ses frères ». Dans cette lettre en date du 24 novembre 1778, adressée à M. Guillemin, 1^{er} commis de la police, Péreire constatait que Calmer voulant « faire parade d'homme riche » veut acheter tout « à ses dépens », imposer des conditions humiliantes et onéreuses et, ajoute-t-il, « qui le font présumer plus intéressé que généreux ».

Il était temps qu'une solution intervînt. Péreire, d'une part, la demandait avec instance, et d'autre part, les syndics cherchaient, selon Pereire, à tromper leurs communautés sur la véritable économie de son projet en répandant le bruit que « quiconque ne s'intéressera pas au cimetière pour une action de 120 liv. sera imposé à cent écus à sa mort, pour son enterrement, sans la moindre diminution ». Le subterfuge était manifeste. Péreire, pressé d'en finir, se tourna de nouveau vers Mgr Lenoir, et répondit du succès. Il demandait seulement qu'on écartât « ces deux ou trois » particuliers que la raison ni l'équité ne guident pas », qui « s'approprient les fruits de son travail », et leur

dans le royaume. Si des affaires l'obligent d'en sortir, il pourrait arriver que sa naturalité cesserait, aux termes de l'enregistrement, et que notre cimetière pourrait en souffrir.

• Il est hâï personnellement par le clergé et cette haine pourrait devenir nuisible à notre établissement s'il se faisait sous son nom. »

Enfin il proteste hautement contre la prétention de Calmer se disant l'auteur du fameux mémoire et il ajoute : « C'est une indignité de plus de sa part ou une circonstance qui le rend encore plus indigne d'être chef parmi nous que d'avoir conçu le projet qu'il a présenté, et de l'avoir présenté à mon insu, en le donnant au nom de toute la nation juive. »

font même produire « des pernicious effets ». Le moment n'allait pas tarder où l'agent de la nation portugaise allait triompher de toutes les difficultés et continuer enfin la mission dont le lieutenant de police « l'avait honoré et n'avait honoré que lui ».

L'affaire traîna en longueur durant toute une année. Enfin le 11 février 1780, Péreire écrivait à M. Lenoir : « Ayant fait connaître à quelques communautés de ma nation juive portugaise la nécessité » dont il était d'avoir à Paris, sous votre protection, » un cimetière décent et qui fût gratuit pour ceux » de ses pauvres qui y décéderaient, ces communautés » m'ont fait parvenir des fonds suffisants pour cette » acquisition, et conformément au désir des donateurs ¹, je viens d'acheter sous mon nom des sieurs » Bonnet frères, habitants de la Villette, un petit » jardin clos qu'ils ont derrière leur demeure, contigu » à celui qui sert encore de sépulture en ce lieu à » tous les juifs en général... »

Les frais d'acquisition de ce cimetière — consacré dorénavant aux seuls Israélites portugais, grâce à Liefmann Calmer — furent d'abord fixés à 3,120 livres (y compris 120 livres de pot de vin) que Péreire se proposait de répartir en 50 actions de 60 livres

¹ Il a été de toute impossibilité de retrouver les noms de ces donateurs. La connaissance en eût été bien intéressante.

Une note trouvée dans les papiers de M. Péreire et ayant pour titre « Note des pièces qui ont été envoyées à M. Azulay le 6 avril 1780 » contient la mention suivante :

« »

« 4^e Le tableau contenant les noms des fondateurs et une note intéressante. »

Ni ce tableau, ni cette note n'existent. M. Azulay, courtier juré, avait été choisi par Péreire comme « procureur général et spécial » à l'effet de recevoir les sommes souscrites.

chacune. Les actionnaires acquéraient « le droit de » fondateur et par conséquent de sépulture, eux et » leurs descendants, sans que, dans aucun temps, » on puisse rien leur demander ». Mais « les difficultés bien ou mal fondées des voisins sur la destination du terrain, les droits seigneuriaux, le centième denier, le coût du contrat, celui des lettres de ratification, quelques faux frais, la dépense à faire pour réparer une partie des murs, pour élever une petite bâtisse à la place d'une petite chaumière qui s'y trouve tombant en ruines, pour un corbillard ou voiture à transporter les morts.... », tout cela avait augmenté les frais prévus et la somme nécessaire fut définitivement fixée à 4.800 livres répartie en 80 actions de 60 livres tournois.

Cette souscription fut couverte en grande partie par plusieurs communautés portugaises, par M. David Sylveira de Bayonne, par « la communauté de *Honen Dal*, de La Haye, par celle de *Talmud Thora* d'Amsterdam, de Marsen », etc. ¹. Péreire paya le reste de ses propres deniers.

¹ Dans une lettre que David Péreire écrivait, le 8 mars 1780, aux chefs de la nation portugaise à Bayonne, au nom de son frère, J.-R. Péreire, auquel « une longue et pénible maladie » ne permettait pas d'écrire, il leur fait part de l'acquisition de ce cimetière et les invite à y contribuer. « Jacob-Rodrigue Péreire, ajoute-t-il, avait communiqué ce projet à un de ses amis de Hollande qui le goûta si fort que, rentré là-bas, il provoqua les souscriptions des Keiloth de La Haye et d'Amsterdam, ainsi que des divers distingués particuliers de Hollande... Nos Messieurs d'ici ont approuvé, par délibération, le dit projet, en ont souscrit pour six actions. Divers autres particuliers ont souscrit pour quatorze, de façon que jusqu'à présent il y en a vingt à Bordeaux et trente en Hollande. »

Les chefs de la nation portugaise de Bayonne n'ayant pas répondu à cet appel, les vides furent comblés par Péreire, qui fit généreusement l'avance des fonds nécessaires.

Le 3 mars 1780, par contrat passé devant M^e Margantin, notaire à Paris ¹, Péreire ², autorisé par le lieutenant de police, fit des sieurs Bonnet frères l'acquisition de deux jardins de forme longue, séparés par une simple haie, l'un contenant 56 toises et l'autre 80 (un peu plus de 634 mètres), « lesdits jardins situés sur le derrière d'une maison et cour, sis à la Villette, Grande-Rue, audit lieu..... embrassant ensemble toute la largeur dudit derrière de la maison ³ ». Cette vente, faite moyennant une somme de 3,000 livres prix principal, plus cent vingt livres à titre de pot-de-vin, fut entièrement acquittée le 13 juin 1780 ⁴.

Le 7 mars, M. Lenoir rendit une ordonnance par laquelle il autorisait l'établissement d'un cimetière particulier pour les Juifs portugais à Paris et enjoignait que les Juifs qui décéderaient « dans la ville et faubourgs de Paris » fussent inhumés dans ledit cimetière « *nuitamment, sans bruit, scandale, ni appareil, en la manière accoutumée* ⁵ ». Cet emplacement, disait-

¹ M^e Emile de la Palme est le successeur immédiat de M^e Margantin.

² « ... demeurant à Paris, rue Plâtrière, paroisse Saint-Eustache ».

³ Voir, p. 96, le Plan n^o 1.

⁴ Cependant Péreire craignit qu'en laissant le titre d'une pareille acquisition sous son nom privé, il pût arriver que l'objet de cette acquisition, trouvé parmi les biens de sa succession, retombât dans le commerce, et il se proposa d'indiquer, au pied de la minute du contrat de vente, les noms des fondateurs et les sommes pour lesquelles ils avaient contribué aux frais de cet établissement. Il voulait ainsi en « assurer la force et la stabilité et rendre aux fondateurs la justice que méritent le zèle et l'empressement qu'ils ont témoigné ». Mais J.-R. Péreire mourut dans la nuit du 14 au 15 septembre 1780, et la mort le surprit avant qu'il ait pu réaliser cette intention.

⁵ M. Eugène Péreire possède quatre expéditions de cette ordonnance. Trois d'entre elles mentionnent expressément cette injonction ;

il, qui ne servira plus à d'autre usage, « remplira beaucoup mieux les vues de décence et de respect que les lois civiles veulent, en tous pays être portées aux cendres des défunts ».

Le lendemain même, 8 mars, on procéda à la première inhumation dans ce cimetière ¹.

Situé, 44, rue de Flandre, au fond d'une cour et accoté à un immense hangar qui en dissimule complètement l'entrée, le cimetière de la Villette est complètement ignoré des habitants du quartier ². Quand on a franchi la porte de ce hangar, on pénètre dans une espèce de jardin resserré entre de hauts murs qui ne sont percés d'aucune fenêtre et qui semblent envelopper d'un profond mystère ce champ de repos dont les maisons voisines ne soupçonnent même pas l'existence.

A la suite de la vente que, le 23 septembre 1813, le Consistoire fit d'une partie de ce terrain (256 mètres superficiels environ), où aucune inhumation n'avait été faite ³, moyennant 1,562 francs de prix principal, le

la quatrième, imprimée, que nous publions à l'appendice, dit seulement : « en la manière accoutumée ». (Pièce n° 4.)

¹ Ce fut celle d'un nommé Daniel Lopes Lagonna, négociant, natif de Bordeaux, âgé de vingt-trois ans. D'après le procès-verbal qui fut rédigé par le commissaire, cet individu était décédé « au premier étage sur le devant d'une maison dite le collège d'Autun, sise rue Saint-André-des-Arcs ». Ce procès-verbal fut dressé en présence des « sieurs Aron Vidal et Benjamin Mendez, négociants juifs, demeurant en cette ville, rue Saint-André-des-Arcs, ancien syndic et syndic en place de la nation juive portugaise ».

² C'est le gérant du propriétaire de la maison qui est actuellement dépositaire de la clef. La concierge, à qui nous nous étions d'abord adressé et qui n'était là que depuis quelques mois, ne savait même pas ce que nous voulions dire.

³ Le contrat de vente fut passé chez M^e Houy, notaire impérial à la Villette, près Paris. La minute en est déposée chez M^e Hocquet,

cimetière présenta l'aspect d'un long boyau dont le centre formait carré ¹.

Dès l'entrée, le sol est dallé de pierres funéraires. Trente-un monuments y existent encore ², tous placés dans la longue allée de ce cimetière ³. Neuf d'entre eux sont complètement illisibles ou tombés en ruines. La plus ancienne tombe subsistant encore date du 22 février 1781 ⁴. Jacob Rodrigue Péreire reposait tout au fond de ce cimetière, dans la partie la plus étroite du jardin. Il en fut retiré en 1876 pour être transporté, à Montmartre, dans une sépulture de famille ⁵.

Ce cimetière est aujourd'hui complètement abandonné. Vers 1861 ou 1862, une famille Dacosta y fit exhumer plusieurs corps de ses ancêtres qui reposaient en cet asile. Un M. Sylveira, mort vers 1866, y venait faire de fréquentes visites. Son fils continua à y

son successeur immédiat. Les acquéreurs étaient un sieur Bevierre, aubergiste, et Emilie-Joseph Matard, son épouse, gendre et fille du même Matard, dans le jardin duquel avaient eu lieu les inhumations des Israélites jusqu'en 1780.

¹ Voir, p. 112, le plan n° 2.

² Nous en publions la nomenclature à l'appendice. (Pièce n° 5.)

³ Il n'y en a aucun sur le côté gauche du terrain.

⁴ Dans ses *Lettres juives*, Albert Cohn dit (année 1864-65) qu'il fit dresser en 1861 « le catalogue des vingt-trois monuments qui existaient encore à cette époque au cimetière de la Villette ». Cette assertion prouve que le catalogue n'en fut pas consciencieusement dressé. — Albert Cohn prétend également que la plus ancienne pierre tumulaire — celle de Salomon Perpignan — datait de 5521, c'est-à-dire de 1761. C'est une seconde erreur. Ni la pierre n° 1, ni la pierre n° 23, ne sont de cette date.

⁵ Une inscription en langue espagnole fut gravée sur sa tombe, où on rappelait ses qualités et ses titres. Son titre de fondateur de ce champ de repos (*Primer motor y fundador de este pio lugar*) y était mentionné en première ligne.

venir parfois. Depuis, nul n'est venu prier sur le bord de ces tombes¹ entourées maintenant d'un silence profond.

III

Les laborieuses et interminables négociations qui s'étaient engagées entre l'agent de la Nation portugaise et les syndics des Communautés allemandes avaient donc abouti à ce résultat que les Juifs portugais bénéficiaient seuls de la faveur dont jouissait Péreire, tandis que les Juifs allemands, polonais et avignonais, victimes des visées ambitieuses de Liefmann Calmer, allaient malheureusement se trouver exclus de ce cimetière qui, à l'origine, devait servir à tous les Juifs indistinctement.

Liefmann Calmer ne perdit pas l'espoir d'exercer la souveraineté qui lui avait un instant échappé. Il avait, en effet, vers 1785, acheté, au nom de sa femme, à la Villette, un terrain qu'il avait fait préparer pour servir de cimetière aux Juifs allemands et où il avait fait faire même des réparations. Cette fois encore il échoua dans ses projets.

¹ Un mystère a longtemps semblé planer sur la propriété de ce terrain. Nous avons suffisamment démontré qu'il appartient au Consistoire. Il résulte d'une visite qu'y fit en 1866 une personne envoyée par M. Eugène Péreire que, depuis quarante ans, la même femme, vieille alors, était concierge de la maison et gardienne du cimetière. Elle croyait qu'il appartenait à la nation juive tout entière; que celle-ci en avait délégué la surveillance aux Sylveira, et que, seuls, les Sylveira avaient le droit de l'administrer et de lui en confier les clefs.

Cerf Berr, qui était intervenu dans les négociations entre les syndics et Péreire, et qui y avait montré de si généreux sentiments que jamais l'agent de la Nation portugaise ne l'avait englobé dans ses manifestations hostiles aux syndics¹, Cerf Berr qui, sans aucun doute contribua pécuniairement aussi à l'établissement du cimetière portugais, devait chercher à tirer les Juifs allemands — dont il était syndic général en Alsace — de la situation difficile où les mettait l'acquisition faite à leur exclusion. Bien que devancé par Calmer qui délégua sa femme auprès de M. de Vergennes, Ministre des Affaires étrangères, auprès du lieutenant général de police et qui manifesta l'intention de porter l'affaire devant la justice, Cerf Berr, appréciant comme Péreire les « sentiments pernicioeux d'orgueil et de despotisme » qui animaient le seigneur de Picquigny, ne le laissa pas accomplir son projet.

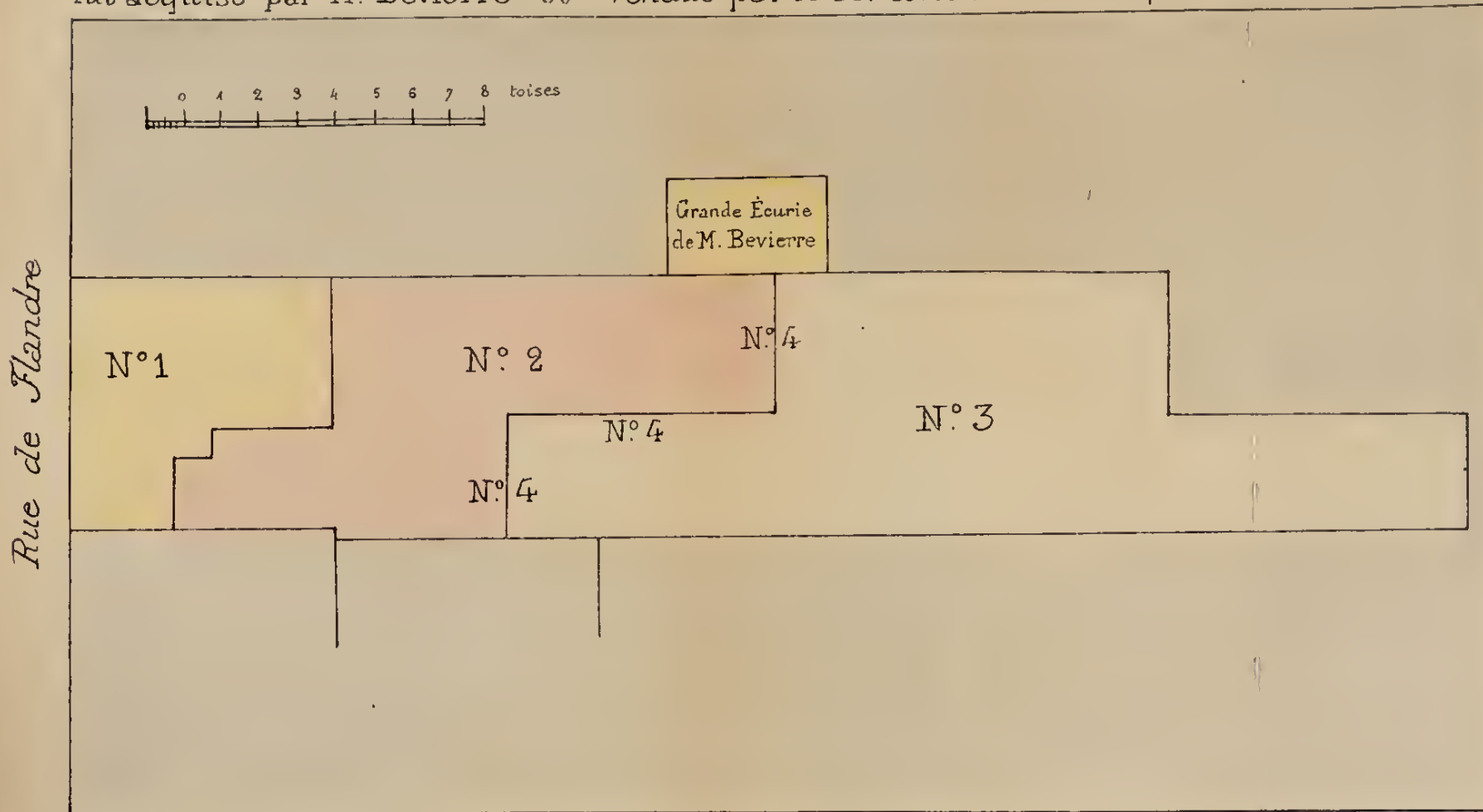
En effet, le 22 avril 1785, par devant les Conseillers du Roi, notaires au Châtelet de Paris², M. Cerf Berr, entrepreneur de fourrages pour les quatre provinces du Nord, demeurant à Paris, rue de Cléry, paroisse Saint-Eustache, acheta moyennant huit mille livres francs deniers³ du sieur Louis Coufourrier, officier des chasses du Roi « la moitié d'une maison située au petit Vanvres sur la route de Chatillon à Montrouge, à prendre à droite du milieu de la che-

¹ Parlant des menées de Liefmann Calmer, Péreire disait : « On aurait tort d'y comprendre le sieur Cerf Berr, vertueux Alsacien, séduit, comme le fut pour un temps, le bon Assuérus. On croit même qu'il n'a pas été le seul. »

² La minute en est déposée chez M^e Léon Vallée, notaire à Paris, successeur de M^e Ruffeneau de Lisle, qui fit le contrat de vente.

³ Le paiement fut effectué en deux fois : la première, le 2 septembre 1785, et la seconde le 8 janvier 1787.

« Plan d'un terrain situé à la Villette dit le Cimetière des Israélites Portugais » dont partie fut acquise par M^r Bevierre et vendue par le Consistoire le 23 Septembre 1813. *Plan N°2*



N°1. La teinte jaune indique la propriété de M^r Beviërre. N°2. Celle rose est la partie acquise par M^r Bevierre. — N°3. La partie non teinte est celle qui a servi de Cimetière jusqu'en 1813. — N°4. Clôture du Cimetière.

minée double qui est sur un gros mur qui forme le milieu du bâtiment ¹, le jardin et clos attenant à ladite maison et séparés du jardin restant aux vendeurs par un mur mitoyen qui prend au derrière de la partie de maison présentement vendue ».

Le 22 juin 1785, il demandait à M. Lenoir l'autorisation d'acquérir, et il joignait, à l'appui de sa requête, ses lettres de « naturalité ² ». Le principe d'un cimetière en propre pour les Israélites était admis depuis l'Ordonnance rendue en faveur de Péreire ; les voies étaient tracées, les difficultés aplanies, les compétiteurs connus et estimés à leur valeur : cette autorisation fut donc accordée à Cerf Berr dans le courant de la même année.

Dès cette époque, sans doute, il mit ce terrain et cette maison à la disposition des Israélites allemands ³. Il en resta cependant propriétaire jusqu'au 24 octobre 1792 où, par contrat passé devant M^e Petit, notaire à

¹ Voir, page 128, le plan n° 3.

² Ces lettres de « naturalité » furent délivrées par Louis XVI à Cerf Berr, au mois de mars 1775. « ... Voulant donner au sieur Cerf Berr, y est-il dit, un témoignage particulier de la satisfaction que nous avons des services qu'il a rendus et qu'il continue à nous rendre avec autant de zèle et d'intelligence que de désintéressement et de probité... Nous avons accordé et accordons au dit Cerf Berr et à ses enfants nés et à naître en légitime mariage, les mêmes droits et facultés dont jouissent nos sujets naturels ou naturalisés. »

Il obtenait ainsi et transmettait à ses enfants « le droit d'acquérir » par achat, donation, legs, succession ou autrement, tenir et posséder dans le royaume tous biens meubles et immeubles de quelque nature qu'ils puissent être, et d'en jouir, faire et disposer par donation, testament ou autrement, ainsi qu'il avisera. »

³ Cependant, la plus ancienne tombe dont il reste trace date de 1790. Il est vrai que deux pierres existent encore portant la date, l'une de 1747, l'autre de 1748. Il est présumable que ces corps ont été transportés là d'un autre cimetière. (Voir la nomenclature à l'appendice pièce n° 6.)

Paris ¹, et par l'intermédiaire d'un « sieur Moyse » Weil, négociant à Paris, y demeurant, rue Saint-Martin, section des Lombards » auquel il donna sa procuration ², il en fit donation « entre vifs pure et simple et irrévocable » à la Nation juive qui pouvait « jouir et disposer » des objets qui lui étaient présentement donnés « comme de choses lui appartenant en toute propriété ».

Cette donation fut faite à la charge :

1° « Que les objets présentement donnés continueront d'être destinés à perpétuité, comme ils le sont actuellement, aux funérailles et inhumations de tous les Juifs de l'un et l'autre sexe, allemands, polonais, hollandais et tous autres généralement quelconques de quelque nation qu'ils soient, séjournant actuellement à Paris et ses fauxbourgs, ou qui viendront, par la suite, soit pour y faire leur demeure, soit momentanément ;

2° « Que les objets présentement donnés ne pourront jamais, sous tel prétexte que ce soit, avoir d'autre destination que celle qui leur est attribuée par ledit sieur donateur ;

3° « Que les frais de réparation et entretien... et

¹ La minute en est déposée chez M^e Morel Félix d'Arleux, successeur immédiat de M^e Petit.

² Cerf Berr était alors à Strasbourg. Il y avait fait dresser un acte de procuration en faveur de M. Moyse Weil auquel il donnait pouvoir « de pour lui et en son nom faire donation aux citoyens juifs de la portion de maison et clos situés à Vanvres » qu'il avait acquis des sieur et dame Coufourrier.

Il lui fut enjoint de « faire dans l'acte qui aura lieu entre le sieur constituant et les commissaires des Juifs de Paris toutes stipulations et conventions qui seront jugées nécessaires pour assurer, d'un côté, à ces derniers la propriété des dits maison et clos, et, de l'autre, remplir avec exactitude les intentions du dit sieur constituant ».

» tous autres frais généralement quelconques seront
 » payés et acquittés provisoirement au nom de la
 » Nation juive par les syndics et directeurs des
 » trois synagogues désignées au présent acte et sur
 » la répartition qui en sera faite entre tous ceux
 » qui voudront contribuer au payement de ces dé-
 » penses ¹. »

La donation et les charges y afférentes furent acceptées, pour la Nation juive, par MM. Jacob Lazard, Gumbel Dermenach, et Moyse Goudechoux Trénelle le jeune, demeurant tous trois à Paris, rue Michel-Lecomte, section de la Réunion, « spécialement autorisés à l'effet d'accepter la présente donation par les syndics des synagogues des rues Brisemiche, des Petits-Champs et du Renard », suivant trois actes sous signatures privées en date du 15 septembre 1792 ².

¹ Cet acte de donation fut signé par M. Moyse Weil, fondé de pouvoir de M. Cerf Berr, et les trois délégués : MM. G. Trénelle, Gumbel (Gumpel ; Gompel) Dermenach (Durmernach) et Jacob Lazard.

² Voici comment ces pouvoirs — joints à l'acte de donation déposé chez M^e Félix Morel d'Arleux — sont libellés : « Nous, soussignés, » sindics de la synagogue des Juifs de la rue Brisemiche à Paris, » donnons ordre et pouvoir à M. Lazar Jacob, demeurant à Paris, rue » Michel Lecomte, n^o 5, d'accepter la donation qui doit être faite par » M. Cerfber d'une portion de maison située à Monrouge, pour être » destinée au cimetière de tous les Juifs qui demeurent à Paris. Fait » à Paris, le quinze septembre mil sept cent quatre-vingt-douze, l'an » quatrième de la liberté et le premier de l'égalité. » Signé : Isaac Simon, Abraham, Lion Jacob Bing.

Un pouvoir en tous points semblable fut donné à Gumbel Dermenach, au nom de la « synagogue des Juifs de la rue des Petits-Champs-Saint-Martin », par Benjamin, Aron Schmoll et Salomon Smal (?) ; — et à Trénelle jeune, gendre, au nom de la « synagogue des Juifs de la rue du Renard » par Singié Sophie Hirsche, femme Trénelle (par procuration de son mari), Cerf Bodenheimer et Wal-lerstein.

Le cimetière de Montrouge, devenu la propriété des trois communautés qui possédaient ces synagogues — les plus importantes sans doute à cette époque — fut régi par des administrateurs choisis dans ces sociétés. En 1798, MM. Léon Jacob, joaillier, demeurant à Paris, rue Grenier-Saint-Lazare, n° 673, division de la Réunion, et Aron Schmoll, négociant, demeurant rue Chapon, n° 19, division des Gravilliers, alors agents de la nation juive, administraient ce cimetière. Ce sont eux qui négocièrent, le 13 pluviôse an VI, la vente de la maison et d'une petite partie de ce terrain, située à gauche, en échange d'une maison et d'un jardin d'un demi-arpent, situés à droite du cimetière, qu'ils payèrent 5,000 livres, plus 800 livres de pot de vin ¹. La maison avait été acquise pour servir de logement au concierge du cimetière.

Le droit de sépulture n'en pouvait y être acquis que moyennant une contribution annuelle ou le paiement d'une somme dont la quotité était imposée aux familles suivant leur situation ou celle du décédé, quand il n'avait point fait partie de la « communauté ». En 1809, alors que ce cimetière était régi par MM. Baruch Weill, Aron Schmoll, Salomon Halphen et Cerf Lion ², la « communauté » était composée de 354 contribuables dont la cotisation totale s'élevait à 3,075 l. 14; mais elle déclarait ne pouvoir compter que sur un revenu de 2,000 livres, attendu que dans ce nombre 160 personnes environ, souscrivant de 4 l. 10 à 6 livres, avaient cessé de payer depuis longtemps. Les dé-

¹ Par devant M^e Petit, dont M^e Félix Morel d'Arleux est le successeur, dépositaire de la minute.

² L'administration du cimetière de Montrouge cessa ses fonctions le 1^{er} octobre 1809.

penses ¹, qui dépassaient les recettes de quelques centaines de francs, étaient couvertes par les offrandes faites dans les synagogues et par les sommes que versaient ceux qui, désirant ne pas être exclus de la « Société », ne voulaient pas toutefois y contribuer par une souscription annuelle.

Ce cimetière est situé à Montrouge, Grande-Rue, entre les n^{os} 94 et 96. Un grand mur s'élève en façade sur la rue, et l'on pénètre dans le champ de repos par une porte basse. Quatre-vingt-six tombes y existent encore ² : quinze sont tombées en ruine ou ont leurs

¹ Voici comment était composé le budget de ces dépenses :

A M. Fould, concierge.....	£00 l.	,
Pour le puisard du cimetière.....	200	,
Loyer de la voiture.....	100	,
Entretien de la voiture	200	,
Chevaux pour les pauvres... 144 fr.	} 868	,
Cercueils..... 100		
Linges..... 360		
Pour les gardes..... 144		
Fossoyeur..... 120		
Imposition	31	13
5 0/0 au Receveur pour encaissement (environ sur 2,000 fr.)	100	,
Quatre stères de bois à M. Fould.....	70	,
Chirurgien de la Communauté.....	400	,
Apothicaire.....environ	400	,
Pour soulagement pour les malades	300	,
<hr/>		
3.469 l. 13		

Il serait intéressant de connaître ce que peuvent venir faire le chirurgien, l'apothicaire et le soulagement des malades dans le budget d'une société qui avait pour unique objet les inhumations.

² Dans le passage de ses *Lettres juives*, dont nous avons parlé au sujet du cimetière de la Villette, Albert Cohn, parlant du cimetière de Montrouge, dit qu'il CONTENAIT, en 1861, *soixante-sept* tombes. Le fait est donc inexact. Il ajoute que la tombe la plus ancienne était celle de Joseph, fils d'Aljakun, en 5542 — soit 1782. Cette tombe existe encore, mais le millésime en est effacé. Y a-t-il erreur dans

inscriptions complètement effacées par le temps ; onze ont le nom ou la date illisible. La plus ancienne date de 1788. C'est celle d'« un tout jeune enfant », dit l'inscription. Plusieurs pierres funéraires sont curieuses à divers titres : il y a celle d'un rabbin de Metz, d'un ministre-officiant, d'un *schamass*, d'un boulanger. Nous publions toutes ces inscriptions¹. Ce cimetière est aujourd'hui complètement abandonné : depuis de nombreuses années, nul n'y vient plus prier².

l'énunciation de cette date, antérieure à l'acquisition ? On a vu que ce n'est qu'en 1785 que Cerf Berr devint propriétaire du terrain.

Cette maison et ce jardin appartenaient à la femme Confourrier, en qualité de seule et unique héritière de son père, sieur Guillaume Dhuit, ancien jardinier et concierge du château du Marais-lès-Argenteuil, après inventaire fait, le 30 septembre 1768, par le tabellion du bailliage d'Argenteuil.

Ce sieur Dhuit les avait achetés, le 30 mars 1767, de Claude-Nicolas Larticle, bourgeois de Paris. Ils avaient été ensuite vendus à vie sur les têtes du sieur Jean Lecoq, lieutenant invalide et bourgeois de Paris, et sa femme, à la charge par eux de construire la maison — qui existe encore aujourd'hui à gauche du cimetière — et dont la dame Confourrier entra en jouissance par suite du décès des dame et sieur Lecoq, survenus, l'un le 4 juillet 1772, et le second le 24 février 1780.

Cette date du 24 février 1780 ne coïncide guère avec l'époque de l'acquisition du cimetière de la Villette. Faut-il supposer que, dès ce moment, on s'entendit avec les propriétaires de ce jardin pour inhumer les Israélites allemands ? Cela n'est pas impossible. Cette hypothèse, en tous cas, légitimerait la date dont nous ne pouvons aujourd'hui contrôler l'exactitude.

¹ Voir à l'appendice la nomenclature des tombes existant au cimetière de Montrouge. (Pièce n° 6.)

² Pendant longtemps la clef de ce cimetière resta entre les mains d'une voisine. A la mort de cette femme, M^e Thomas, notaire de la commune de Montrouge, en fut le détenteur. Elle est déposée maintenant au Secrétariat général du Consistoire.

IV

Il ne fut plus fait d'inhumation au cimetière de Montrouge à dater du 27 septembre 1809, et au cimetière de la Villette à compter du 18 février 1810. C'est à cette époque qu'ils furent fermés.

Le Consistoire, pour se conformer à l'arrêté du 7 germinal an IX qui déclarait que le cimetière devait être le domaine des communes et non la propriété des communautés religieuses, avait en effet demandé à l'administration préfectorale un lieu de sépulture pour « les personnes de la religion hébraïque » qui décédaient à Paris. Cette demande était fondée sur ce que le soin de pourvoir aux moyens de sépulture était une charge d'administration municipale ; sur ce que les cimetières affectés à l'inhumation des Juifs étaient dans un état de saturation qui obligeait à les remplacer promptement ; et enfin sur ce qu'il pourrait résulter des inconvénients graves de cimetières particuliers tolérés plus longtemps dans l'éloignement des cimetières publics.

Par arrêté en date du 15 juin 1809, le Préfet de la Seine mit à la disposition de la Communauté de Paris, pour être exclusivement affecté à l'inhumation des Israélites, une partie du cimetière du Père-Lachaise « s'étendant le long de la rue Saint-André » et qui était de toutes parts entouré de murs.

Cette partie de cimetière avait été mise, une première fois déjà, à la disposition des Israélites lorsque

le décret, en date du 23 prairial an XII, fut rendu ; mais les Consistoires n'étaient pas organisés à cette époque, et les Israélites de Paris, alors administrés par des syndics, continuèrent à inhumer leurs morts dans les cimetières de la Villette et de Montrouge. Les syndics se bornèrent à faire toutes réserves en faveur des prescriptions du culte hébraïque en matière de sépulture. Les membres du Consistoire renouvelèrent ces réserves en 1809. La voix des uns et des autres fut entendue, car, outre que le décret de prairial portait que les terrains des anciens cimetières abandonnés ne pouvaient qu'être ensemencés ou plantés sans qu'il y pût être fait aucunes fouilles, un arrêté du 15 juin déclara que les inhumations des Israélites pourraient être faites au nouveau cimetière suivant les usages observés parmi eux, mais à la charge pour eux de se conformer à certaines obligations communes imposées aux autres cultes.

Pour procéder aux constructions nécessaires au cimetière du Père-Lachaise — murs, maison du concierge, etc., — le Consistoire, par arrêté en date du 28 septembre 1809, décida de vendre la maison attenante au cimetière de Montrouge, ainsi que la partie du terrain où il n'avait pas été fait d'inhumation (12 mètres 15 millim.) ¹. La vente en fut faite le 7 novembre à un sieur Antoine-Barthélemy Maronnier, marchand boucher à Montrouge, moyennant une somme de 3,000 francs ².

En attendant que, conformément au décret du

¹ C'est cette maison et ce jardin que la nation juive avait acquis, à titre d'échange, le 13 pluviôse an VI.

² Voir en tête du livre le plan qui fut tracé par M^e Marchoux, notaire, et qui figure ce cimetière tel qu'il est encore aujourd'hui. (Plan n^o 3.)

23 prairial, distribution du terrain fut faite au cimetière du « Mont-Louis », comme on le désignait alors, le Consistoire avait décidé, le 28 septembre, que toutes les inhumations se feraient indistinctement au cimetière de la Villette où il restait encore du terrain disponible. Les administrateurs de la synagogue de la rue Saint-André-des-Arcs, consacrée au rite portugais¹, et qui avaient la surveillance du cimetière de la Villette, refusèrent d'y recevoir les Israélites allemands.

Le Consistoire fut d'autant plus ému de cette prétention que l'un d'eux, M. Brandon, était son délégué chargé de maintenir l'ordre dans l'intérieur de la synagogue et qu'un autre, M. Lévy Alvarès, était membre de la Société de secours. Par délibération en date du 7 janvier 1810, il autorisa cette Société à requérir l'intervention du commissaire de police pour se faire aider, au besoin, de la force armée afin que les inhumations se fissent sans retard, et il révoqua de ses fonctions M. Lévy Alvarès, qui paraissait avoir été l'instigateur de cette résistance².

Le cimetière du Père-Lachaise fut définitivement ouvert le 18 février 1810³.

Le Consistoire tenait seul alors le registre des décès, et jusqu'en 1828 les titres de propriété demeurèrent entre ses mains. Ce n'est qu'à cette époque qu'il fournit au conservateur du cimetière un « plan et tableau indicatif des sépultures apparentes » qui y avaient

¹ MM. Brandon, Lévy Alvarès et Mayer Bing.

² Arrêté du 23 janvier 1810.

³ Cependant il paraît résulter d'une lettre écrite par le Consistoire au Préfet de la Seine en 1841 que des inhumations y furent faites à partir du 6 avril 1805. Les inscriptions régulières n'ont commencé qu'au mois d'octobre 1829.

été élevées. La liste qu'il fournit fut fort incomplète¹.

D'après cet état, la première tombe — celle de Schoubach Hélène, femme de Baruch — daterait de décembre 1808. Y figurent également Weil Moyse, (3 décembre 1809), le fondé de pouvoir de Baruch Cerf Berr pour l'achat du cimetière de Montrouge; Esther Dalmbert (février 1811); Calmen Calmer (9 décembre 1811); Isaac Berthe (6 juin 1813), chef de la plus ancienne *Hebra* et membre de la Société de secours; le grand-rabbin David Sintzheim (11 novembre 1812); Brüll Charlotte, femme de Benoît Fould (24 avril 1818); Rosette, femme de Alkan Salomon — qui fut président de la Société de secours (11 janvier 1820); Léon Lan (7 janvier 1823); Liefmann Calmer; Moïse Isacks Rachel, veuve de Liefmann Calmer, seigneur de Pecquigny (25 décembre 1817); Benedite Cologna (23 janvier 1823); Meyer Calmer (11 décembre 1823); Bermann, femme Deutz Judith (13 novembre 1825); Wolff Minette, née Cerf-Berr (22 mars 1815); Mayer Lazare Dalmbert (13 mars 1826); Moyse Vyeira Molina (5 février 1827), Notable; Baruch Weill (8 avril 1828), membre du Consistoire; baron Mayer-Anselme-Léon de Rothschild (11 avril 1828); Seligman Michel, grand-rabbin (7 octobre 1829); J.-M. Hatzfeld (21 mai 1837), ancien receveur du Consistoire, ancien président de la Société de secours, etc., etc., etc.

Cette portion de terrain fut agrandie par arrêté en date du 19 juin 1822, et le 8 février 1823, la Préfec-

¹ Elle nous a été communiquée par le Conservateur du Père La Chaise. — Voir à ce sujet, la communication de M. Zadoc Kahn, grand rabbin de Paris, au sujet de tombes abandonnées : *Archives Israélites*, numéro du 28 mai 1885, p. 172. — Voir aussi appendice, pièce n° 7.

ture mit à la disposition du Consistoire une partie de terrain désignée pour les inhumations israélites dans le cimetière sous Montmartre ¹.

¹ L'arrêté du Préfet a été rendu en date du 10 mars 1823. Les premières tombes qui y furent élevées ont disparu. Il n'existe aucun registre constatant, jusqu'en 1825, les noms des personnes qui y furent inhumées. Il résulte, d'autre part, d'une lettre du Consistoire au Préfet en date de 1841, que les premières inhumations ne dateraient que du 7 janvier 1825.

C'est au cimetière Montmartre que fut enterré le Dr Terquem. Les circonstances qui accompagnèrent sa mort causèrent une profonde émotion dans le monde israélite. Le Dr Terquem mourut le 11 février 1845. Sa femme et sa fille avaient embrassé le catholicisme. D'un caractère faible, il n'avait pas su faire sentir son autorité dans son foyer ; il y avait toléré cette apostasie, et la douleur qu'il en ressentit le conduisit au tombeau. Le jour de sa mort, sa femme lui fit donner le baptême par un prêtre renégat juif, l'abbé Ratisbonne, pendant une syncope, sans autres témoins que plusieurs dames chrétiennes qu'il fit entrer dans la chambre du moribond.

Lorsque le décès fut constaté, le Grand Rabbin de Paris, M. Marchand Ennery, accompagné du secrétaire du Consistoire, du frère et des deux beaux-frères du défunt, se présenta dans la maison mortuaire pour réclamer le corps au nom de ses coreligionnaires. Sur le refus fait par la famille de le livrer, prétextant qu'il avait demandé et reçu le baptême, une protestation eut lieu et le Grand Rabbin déclara que, le Dr Terquem ayant, pendant plus d'un demi-siècle, à Metz et à Paris, professé le judaïsme, il ne cessait pas de regarder le défunt comme un israélite ; qu'en conséquence, ne pouvant pas disputer son corps, il donnait à sa mémoire sa bénédiction pastorale, et il ajouta qu'il ferait réciter, pendant toute l'année de deuil, la prière du *Kadish* pour le repos de son âme.

Le corps fut livré aux cérémonies de l'Eglise et enterré au cimetière catholique.

Cette violation de conscience souleva une réprobation générale. M. O. Terquem, frère du défunt, bibliothécaire au dépôt central de l'artillerie, adressa, à ce sujet, un mémoire au Consistoire central. Celui-ci chargea MM. Ad. Crémieux, Ad. Franck et Cerfberr de rédiger une lettre à l'archevêque de Paris portant détails de cette déplorable affaire, et une plainte fut adressée au ministre des cultes. Les journaux se mêlèrent de cette profanation ; des lettres furent échangées entre M. O. Terquem et l'abbé Ratisbonne, qui chercha à se justifier.

Ce terrain, destiné aux inhumations en fosses temporaires et gratuites, fut, en 1841, la cause de troubles profonds qui agitèrent la Communauté. Il s'agissait de la reprise des concessions temporaires à laquelle les principes de la religion israélite s'opposaient. MM. Al. Créhange et M. Bolwiller lancèrent une proclamation violente et diffamatoire pour inviter leurs coreligionnaires à protester contre la « violation » des tombes et la « profanation » dont elles allaient être l'objet. Ils en imputaient la faute au Consistoire. Les mardi 25 et mercredi 26 mai, pendant les fêtes de Schebouoth, des scènes de désordre se produisirent au temple où ils distribuaient ce libelle. La brochure fut déférée au Procureur du roi.

Grâce aux démarches du Consistoire, qui avait été fort ému de la mesure préfectorale, la reprise des concessions, appliquée généralement à tous les cultes, avait été ajournée en ce qui concernait les Israélites. Le grand-rabbin de Paris adressa à ce sujet à la Communauté une lettre où il faisait appel au calme et à la conciliation. Une grande réunion eut lieu où le Consistoire central, le Consistoire de Paris et l'Assemblée des Notables prirent des mesures pour atténuer la rigueur de l'arrêté préfectoral. Il fallut cependant se soumettre à la législation commune.

Enfin, de nouveaux terrains furent mis à la disposition du Consistoire, en mai 1853 ¹ et en mai 1858, au

¹ C'est le Dr Cahen père, médecin des Ecoles, ancien membre de ce Comité et du Comité de bienfaisance, ancien président du Consistoire, qui y fut inhumé le premier. On sait que telle fut la simplicité de son caractère et son humilité, qu'il voulut être et qu'il fut inhumé dans la fosse commune.

cimetière du sud (Montparnasse); en 1863 et en 1865, au cimetière de l'Est; en janvier 1874, au cimetière d'Ivry; en juillet 1875 et en mars 1881, au cimetière du Sud.

Service des Inhumations.

Avant la constitution du Comité de bienfaisance, les morts recevaient les derniers devoirs des Sociétés de secours mutuels auxquelles ils appartenaient : aucun étranger à la Société ne pouvait y prétendre. La confection du cercueil était dévolue à un certain nombre de membres tirés au sort, et payée, selon la situation de la famille, soit par la succession, soit par la *Hebra*. Les prières à la maison de deuil et au cimetière étaient dites par le prédicateur de la « congrégation », qui prononçait une oraison funèbre. Une délégation, tirée au sort également, suivait le convoi ; une autre enfin devait se rendre à la prière matin et soir. Toutes ces dispositions furent intégralement reproduites dans le règlement général du Comité de bienfaisance en 1809.

Le Consistoire, en élaborant un règlement pour le Comité qu'il venait de constituer, y avait compris d'abord les dispositions relatives aux inhumations ; mais l'importance de cette partie des attributions de la Société de secours fit qu'il les en détacha pour en faire une réglementation spéciale. Délibérée le 24 no-

vembre 1809, elle fut approuvée par le Préfet de la Seine le 31 octobre 1810.

LES CONVOIS. — Ce règlement spécial comprenait huit articles. Il avait pour principal objet de régler la sépulture des Israélites « opulents » dont les successions devaient supporter les frais que nécessitaient « l'inhumation des indigents et les gages à payer au concierge ». L'entreprise des pompes funèbres était chargée de leur fournir des chars, voitures et « autres ornemens ». Les familles devaient payer au Comité, pour fourniture de cercueil, 24 francs pour toute personne au-dessus de douze ans et 12 francs pour les enfants au-dessous de cet âge. Ce règlement fixait en outre à mille francs les gages du concierge ¹ et autorisait la circulation des tronc « ambulans » dans les cimetières, les jours d'enterrement.

Les familles qui ne souscrivaient pas au Comité étaient imposées davantage. Le Comité s'en entendait avec elles : trois membres étaient désignés pour cette mission, s'il s'agissait d'une personne « aisée », et « cinq au moins » si c'était une personne « marquante » ². Pour éviter toute contestation, on fut tenu de payer les frais d'enterrement avant la levée du corps ³. En 1816, le Comité établit un tarif des frais d'inhumation pour les personnes qui contribuaient aux charges du Comité, et ceux qui n'y participaient en rien continuaient

¹ Ce fut le sieur Marx-Michel Fould, commissaire des convois, qui, sur la proposition du Consistoire, fut nommé à cet emploi par arrêté préfectoral en date du 4 août 1810.

² Arrêté du 27 novembre 1809.

³ 5 décembre 1809.

à traiter de gré à gré avec lui pour qu'il « cédât le commissaire aux inhumations israélites ainsi que tous les objets nécessaires aux funérailles ». Cependant, à la suite du refus fait par un sieur Dreyfus de se conformer à ce règlement, le Commissaire de police intervint et obligea le sieur Fould, commissaire ordonnateur, à remplir ses fonctions¹. Pour obvier à de nouvelles difficultés de ce genre, le Consistoire fut prié (2 juillet 1823) d'obtenir du Préfet l'autorisation de taxer, en cas de mort, les familles aisées qui ne souscriraient pas au Comité. D'après le tarif qu'il fit alors, les familles devaient avoir à lui payer une somme variant de 20 à 300 francs.

Ce projet paraît n'avoir pas été adopté. Le règlement de gré à gré subsista donc, et cela jusqu'en 1853 où, à la suite des dépenses considérables que causait au Comité l'inhumation des pauvres, un tarif fut établi pour les familles riches ou aisées. Il était proportionné et variait suivant le cérémonial pris à l'entreprise des pompes funèbres.

Conformément au règlement de 1810, le Comité restait chargé des frais de sépulture des indigents. Un contrat avait été passé déjà, le 15 novembre 1809, entre la Société de secours et un sieur Simon, « carrossier », par lequel ce dernier s'obligeait à fournir pendant trois ans, « à raison de neuf livres » par voyage, deux bons chevaux bien enharnachés pour conduire le corbillard en cas de décès, « à le tenir propre... afin que tout soit convenablement assorti et digne de l'auguste et triste » cérémonie d'inhumation des morts de leur nation,

¹ 1^{er} mai 1822.

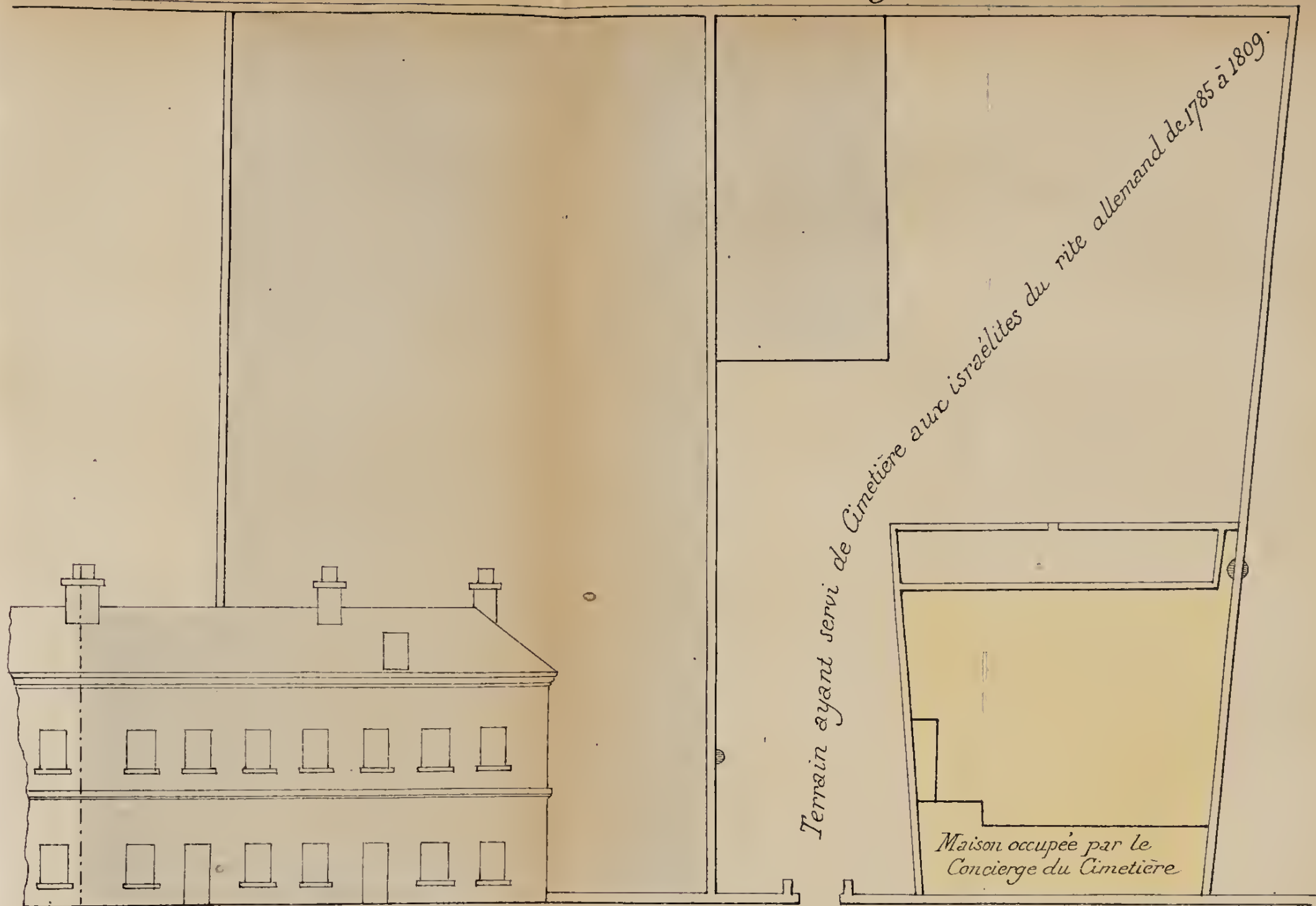
» soit à la Villette, soit à Mont-Louis ». Ce corbillard appartenait au Comité. La Société s'engageait, de son côté, si l'enterrement durait plus de trois heures, à payer la somme de trois livres pour chaque heure en plus. Les Portugais étaient « tenus de prendre le cercueil et le corbillard chez les Allemands ¹ ».

A la suite du décret impérial du 18 août 1811, le Comité rompit son traité avec le sieur Simon et s'entendit avec le nouveau Directeur des pompes funèbres qui se chargea de faire établir aux frais du Comité et d'entretenir, moyennant une redevance annuelle, un brancard avec ses accessoires. En 1836 le Comité abandonna ce matériel. Les commandes furent faites directement aux pompes funèbres et soumises, comme pour les catholiques et les protestants, à la vérification de l'inspecteur de service.

L'inhumation des indigents fut de tous temps pour le Comité une source de dépenses qui s'accrurent naturellement avec l'augmentation successive de la population pauvre. Si, aux frais relatifs à l'inhumation même, on ajoute les services, des prières et des convois, les indemnités aux prédicateurs, aux délégués religieux, inspecteurs, ordonnateurs, porteurs, etc., on trouve, pour la première période de dix ans (1809-1819), une somme de 16,855 francs; elle fut de 4,000 pour 1839; de 9,428 pour 1859; de plus de 17,000 pour 1869, et de plus de 26,000 pour 1879.

Le service des inhumations en général prit un tel

¹ 30 novembre 1809.



Grande rue de Montrouge

La partie de maison et de terrain teintée gris et la partie de terrain restée en blanc constituaient la propriété achetée en 1785 par M. Cerf Berr pour servir de Cimetière. - La partie de maison et de terrain teintée gris fut échangée le 13 pluviôse an VI par la "Communauté" contre la partie teintée jaune, qu'elle vendit le 7 novembre 1809.

développement¹ que le Comité dut, en 1856, installer un bureau spécial.

LA CONFECTION DES CERCUEILS. — Dans l'une de ses premières séances le Comité désigna deux membres

¹ Nous avons dit déjà qu'il n'y a pas trace de déclaration de décès des Israélites à Paris jusqu'en 1825. Voici, à compter de cette époque, le nombre des décès par année :

1825.....	124	1845.....	242	1865.....	565
1826.....	129	1846.....	262	1866.....	534
1827.....	125	1847.....	275	1867.....	516
1828.....	121	1848.....	259	1868.....	580
1829.....	176	1849.....	450	1869.....	552
1830.....	173	1850.....	303	1870.....	679
1831.....	176	1851.....	263	1871.....	706
1832.....	259	1852.....	294	1872.....	544
1833.....	186	1853.....	389	1873.....	533
1834.....	170	1854.....	455	1874.....	526
1835.....	184	1855.....	435	1875.....	577
1836.....	156	1856.....	370	1876.....	646
1837.....	173	1857.....	389	1877.....	610
1838.....	173	1858.....	400	1878.....	653
1839.....	199	1859.....	399	1879.....	643
1840.....	205	1860.....	439	1880.....	767
1841.....	190	1861.....	463	1881.....	707
1842.....	239	1862.....	477	1882.....	706
1843.....	221	1863.....	467	1883.....	685
1844.....	260	1864.....	524	1884.....	769

Il nous a été impossible de connaître exactement le nombre des convois qui furent annuellement à la charge du Comité. Voici, à ce sujet, les seuls renseignements que nous ayons pu nous procurer :

De 1820 à 1823, 204 convois furent à la charge du Comité ; en 1837, 121 ; en 1841, 105 ; en 1842, 152 ; en 1858, 247 ; en

1861.....	220	1869.....	301	1877.....	287
1862.....	245	1870.....	440	1878.....	315
1863.....	218	1871.....	429	1879.....	301
1864.....	253	1872.....	291	1880.....	342
1865.....	288	1873.....	280	1881.....	304
1866.....	302	1874.....	252	1882.....	302
1867.....	274	1875.....	275	1883.....	298
1868.....	349	1876.....	307	1884.....	310

pour surveiller la confection des habillements mortuaires et des cercueils. Un sieur Isaac Hourwitz Lévy, ancien relieur, fut chargé de ce travail pour lequel il reçut un traitement annuel de 72 livres. Les planches furent achetées des deniers du Comité. Cet individu ayant été révoqué (1810), les six *samassims* des différentes synagogues furent « tenus de se présenter, en cas de décès, dans la cour de la synagogue de la rue Sainte-Avoye pour aider à la confection du cercueil ».

La population de Paris augmentant sans cesse, on fut obligé en 1822 de louer pour ce travail une chambre plus vaste, « celle actuellement en usage n'ayant pas assez d'espace ¹ ».

Un nommé Louis Lambert avait été, en 1820, désigné pour remplir ces fonctions ; mais son inhabileté était telle que, « pour éviter les inconvénients qui, de temps en temps, en sont résultés », il fallut lui adjoindre un sieur Samuel Grottvolle ².

Dix ans après (30 juin 1835), à la suite de difficultés survenues dans cette fabrication qui, conformément au cahier des charges, appartenait de droit à l'entreprise des pompes funèbres, et sur la réclamation du directeur, les cercueils furent dorénavant fournis par lui. Il s'entendit avec le menuisier du Comité qui recevait de la Compagnie les voliges et les assemblait. Ce système fut suivi jusqu'en ces derniers temps. La fabrication est actuellement tout à fait entre les mains des pompes funèbres.

ORDONNATEURS ET PORTEURS. — Le premier ordon-

¹ Procès-verbal du 19 juin 1822.

² 27 avril 1825.

nateur ou « Commissaire des convois » de la Communauté de Paris fut le sieur Marx Michel Fould, nommé par arrêté préfectoral en date du 4 août 1809, sur la présentation du Consistoire. Il avait également la garde du cimetière. Il était dépositaire de la clef qu'il remettait, au besoin « à chacun indistinctement ». Il recevait un traitement de mille francs. Bientôt le sieur Lazard Philippe, chargé en même temps de faire les prières dans les familles en deuil, et « ci-devant chantre de la Synagogue de la rue Geoffroi Langevin », lui fut adjoint (8 avril 1810)¹ ; on en nomma un second, Louis Lambert, le 9 août 1820.

A la suite du décret impérial du 18 août 1811 qui prescrivait un costume uniforme pour les ordonnateurs, le Comité fit faire « une écharpe en soie noire garnie d'une frange d'argent, une paire de gants de castor noirs, ainsi qu'un crêpe noir pour l'usage de l'ordonnateur israélite ».

Jusque là (8 juillet 1812), le Comité ne paraît avoir eu ni porteurs, ni hommes attitrés pour ce service. Il le faisait faire par des individus sans cesse renouvelés. Le même décret avait ordonné, en effet, que chaque convoi fût accompagné de quatre porteurs en costume et la Société d'Encouragement écrivait alors au Consistoire : « Nous venons de nommer quatre personnes destinées à faire cet office². » Tout convoi d'un

¹ Un des principaux motifs de cette nomination fut que Marx-Michel Fould avait « besoin d'un aide pour faire dans l'intérieur de Paris les démarches nécessaires pour *avertir les personnes qui doivent suivre les convois* (?) ».

² Cependant, le 31 août 1812, l'entrepreneur des pompes funèbres s'étant plaint au Consistoire du peu de propreté des hommes employés

enfant au-dessous de sept ans ne devait être accompagné que de deux porteurs.

L'entrepreneur fit établir pour eux (1812) quatre habits gris, quatre pantalons noirs, autant de vestes et de chapeaux garnis de crêpe, ainsi que quatre paires de gants de castor noirs. Le Comité dut payer, comme loyer d'habillement, « vingt sols » pour chaque convoi, soit quatre francs pour les quatre porteurs. Il fixa le salaire de chacun à « cinquante sols » par service.

Le nombre des porteurs resta le même jusqu'en 1823 où on en prit un cinquième. En raison de l'éloignement du nouveau cimetière, celui de Montmartre, ils furent autorisés à demander aux familles 3 francs au lieu de 2.50. Mais il ne fut rien changé à l'égard des convois des pauvres.

Bientôt Fould donna sa démission. Il fut remplacé par le sieur Gerson Weill (29 août-22 octobre 1827)¹. En même temps de légères modifications furent introduites dans le service intérieur des inhumations : les porteurs durent être de service à tour de rôle (1829) ; un d'eux dut aider le concierge à préparer la fosse et remplacer, en même temps, le commissionnaire que jusqu'alors on avait l'habitude d'envoyer pour avertir le concierge ; enfin l'ordonnateur dut, à l'avenir, tenir un registre des décès et aviser immédiatement le membre du Comité chargé des affaires des inhumations.

comme porteurs, le Consistoire répondit qu'il avait appris ce fait « avec un extrême déplaisir », et il alléguait, à la décharge du Comité, qu'il avait « voulu, sans doute, favoriser quelques pauvres des plus nécessiteux pour cette fonction ».

¹ Cette démission, donnée en juillet 1827, était motivée par les fatigues que lui avait causées l'extension de ce service. Fould occupait en réalité ce poste depuis l'année 1799.

Le 1^{er} juin 1838, Gerson Weill fut nommé ordonnateur suppléant de la Ville attaché au culte israélite, à la condition qu'il porterait le même costume que celui adopté pour les agents de l'administration¹. Il fut payé par la Ville, mais le Comité dut verser tous les mois à l'Administration le montant de son salaire.

Le 27 juin 1847, le Comité décida l'adjonction d'un ordonnateur. Six porteurs furent attachés à l'administration. Le 6 juin 1853, le sieur Halphen était nommé ordonnateur par arrêté préfectoral; et le Comité, conformément à son règlement soumis au Consistoire de Paris et approuvé par le Consistoire central, nomma deux délégués religieux : MM. Durlacher² et Schoubach³; un inspecteur des cimetières, le sieur Julien Aaron, un brigadier porteur et quatre porteurs supplémentaires. L'ancien mode de paiement de ces employés pour chaque décès fut supprimé. Un traitement fixe et annuel fut alloué à chacun. Tous ces frais de traitement et d'entretien étaient à la charge du Comité. Ce ne fut qu'à compter de 1860 (le 4 janvier) que la ville, participant à ces dépenses considérables, paya un ordonnateur et quatre porteurs. Aujourd'hui le service tout entier est entretenu par la ville⁴.

¹ Il lui arriva plus d'une fois d'accompagner des convois « en cha-peau de ville et non revêtu de ses insignes ».

² Démissionnaire en 1874. M. Jacques Lévy, Rabbin, fut nommé délégué religieux le 27 juin 1866.

³ Le Rabbin Lazard fut nommé délégué religieux, en remplacement de M. Schoubach, le 26 mars 1856.

M. Astruc, depuis Grand Rabbin de Belgique, fut nommé délégué le 30 mars 1859.

⁴ M. Nerson, actuellement encore en service, fut nommé ordonnateur le 20 juin 1866; M. Béer, en retraite depuis 1884, fut nommé le 19 décembre 1866.

MŒURS ET COUTUMES. — Les Sociétés de secours mutuels, en rendant les derniers devoirs aux morts, s'acquittaient de cette mission avec un religieux souci, qui demeurerait comme une tradition des plus anciennes et des plus pieuses Communautés. Ces Sociétés, on l'a vu, ne confiaient à nul autre qu'à leurs propres membres les soins suprêmes qui précèdent, accompagnent ou suivent l'inhumation, et ils accomplissaient ce devoir avec cette abnégation de soi-même dont les Israélites donnaient maintes preuves dans la pratique des funèbres cérémonies.

Parmi ces coutumes, il en était une qui s'était conservée au moins parmi les membres des *Hebroth* : hommage suprême de considération, d'estime ou d'affection, ils portaient eux-mêmes du lieu du décès la bière qu'ils plaçaient sur le corbillard. Rien ne serait venu peut-être mettre obstacle à l'accomplissement de cette tâche touchante, s'il n'en était résulté à plusieurs reprises du « désordre » et du « dommage ». Le Consistoire dut interdire cet usage qui cessa en 1825.

Une autre coutume, fort ancienne également, était regardée par beaucoup d'Israélites comme un premier devoir rendu aux morts. Cette coutume consistait à soulever le défunt du lit où il venait de rendre le dernier soupir pour l'étendre sur une litière de paille. Les hommes chargés de cette triste mission, semblaient y mettre d'autant plus d'empressement que l'acte leur paraissait plus méritoire. Tout retard leur semblait devoir encourir le blâme. Or il pouvait arriver qu'on prît pour la mort ce qui n'était qu'une léthargie et que le malade mourût par suite de cette cruelle précipitation. Un seul cas de ce genre n'était-il pas suffisant

pour condamner cet usage, adopté d'ailleurs, suivant les rituellistes, dans le but de prévenir la putréfaction que la chaleur du lit pouvait accélérer, et qui, s'expliquant pour les contrées méridionales, ne pouvait être justifié dans nos climats tempérés? Enfin la défense faite aux citoyens de toucher au corps d'un défunt, avant l'arrivée du médecin chargé de constater le décès d'une manière officielle, imposait également la suppression de cette coutume. Elle fut interdite en effet par le Consistoire qui, dans une circulaire adressée à la Communauté le 21 février 1836, invita les Israélites et surtout les Sociétés de secours mutuels à ne plus suivre « une coutume qui, disait-il, n'a rien de religieux et qui, dans certaines circonstances, pouvait présenter les plus sérieux dangers ».

Jusqu'à cette époque la Préfecture avait laissé au Comité le soin de fixer les jours et heures des convois israélites. Ce sentiment de tolérance était justifié par les embarras qu'aurait causés la fixation simultanée des heures de convoi par les douze mairies de Paris. Mais, à la suite d'un enterrement fait, contrairement aux lois, de nuit, en tapissière, aux flambeaux, au mois de mars 1837 par Gerson Weill, le Préfet décida que, dorénavant, la fixation des convois serait faite par les mairies « en ayant égard aux exigences du culte hébraïque »¹. Cette mesure suscita au Comité de graves difficultés, car, à plusieurs reprises et sans né-

¹ Arrêté préfectoral du 20 mai 1838. On dut reconnaître plus tard les difficultés que créait cette décision prise en un moment de mauvaise humeur. En effet, aujourd'hui encore, c'est le bureau des inhumations du culte israélite qui fixe ces détails.

cessité, certains maires avaient donné l'ordre d'inhumer le samedi. Ce ne fut qu'après des démarches multipliées et de pressantes instances pour faire intervenir le Préfet que ces actes d'intolérance cessèrent ¹.

Quand le service des inhumations prit un développement que justifiait l'accroissement de la population, il fallut le régir étroitement. Le règlement de 1837 fut, comme pour toutes les branches du Comité, le règlement générateur. Tous ceux qui furent faits depuis s'inspirèrent de celui-là. On n'y prévoyait cependant que ce qui était strictement relatif au service. Rien n'était prévu en ce qui concernait le cérémonial. Ainsi il est à supposer que les officiants assistaient aux convois ou aux inhumations en costume de ville. Une décision, prise le 9 mars 1840, porte, en effet, que « les » ministres officiants qui se rendront aux convois pour » y prêter leur ministère devront être revêtus d'une » soutane noire et coiffés d'un tricorne ».

Le laisser-aller, le désordre qui régnaient, soit dans le personnel, soit parmi les assistants, étaient pénibles. Les sentiments d'une simplicité émouvante qui inspiraient les Israélites au commencement de ce siècle s'étaient altérés, et les Sociétés de Bienfaisance, refuge de l'austère piété, n'offraient plus dans les cérémonies funèbres qu'un concours qu'on cherchait à

¹ Le même arrêté enjoignait à l'ordonnateur de se rendre tous les matins à la Direction pour y rester toute la journée et être dirigé, suivant les besoins, dans les arrondissements, où il y aurait des décès de personnes professant la religion juive. Dans le cas où il y aurait eu plusieurs décès le même jour, l'ordonnateur devait s'entendre avec les maires pour que les convois soient fixés de sorte qu'il puisse les accompagner, suivant le règlement. Ces mesures ne furent pas exécutées ; elles étaient en quelque sorte impraticables.

éviter. Les hommes, chargés d'apporter la consolation de la parole religieuse, manquaient de dignité : « Rien de ce qu'ils disent ne vient du cœur et souvent on évite d'assister à leur sermon. » Interprètes de la Loi religieuse, ils en changeaient presque toujours la nature par leurs ignorantes interprétations. Les veilleurs, au chevet du mort, ou ceux encore que les Sociétés envoyaient à la prière (minian), venaient « étaler leur misère apparente ou réelle dans les maisons affligées ». Au cimetière même, où le premier venu prononçait des allocutions religieuses, des faits récents avaient laissé dans bien des esprits « un pénible souvenir », et le Consistoire s'écriait encore en 1844 que la cérémonie « manque essentiellement de dignité ». « Elle est, disait-il, dénuée de tout caractère religieux et se compose le plus souvent de quelques versets de psaumes bredouillés par les porteurs dans le trajet qui sépare l'entrée du cimetière de la fosse où le corps doit être inhumé. »

De tels faits contrastaient si singulièrement avec les progrès réalisés dans la Communauté qu'ils réclamaient une réforme urgente. Une Commission fut en effet nommée pour chercher le moyen de remédier à cet état de choses. Bien des décisions furent prises alors (1847) qui sont encore en vigueur aujourd'hui et qui donnèrent enfin aux cérémonies funèbres toute la dignité qu'elles devaient avoir. A compter de cette époque le Grand Rabbin de Paris, « chargé de toute la partie religieuse du service des Inhumations ¹ », ou un délégué religieux désigné par lui, placé en tête du convoi, accepta la mis-

¹ Tout le service religieux, tel qu'il est exécuté aujourd'hui, fut ordonné à cette époque.

sion de l'accompagner au cimetière et de réciter des prières sur la tombe. « Une pieuse innovation a encore été adoptée, dit le préambule du règlement élaboré par cette Commission. A l'arrivée du corps au cimetière, le pasteur dira à haute voix une prière ¹ ; il en fera une seconde après avoir déposé le défunt dans sa dernière demeure. » Et le pasteur eut seul le droit de prononcer une allocution, à moins d'une demande spéciale de la famille.

Le Comité supprima l'usage du drap mortuaire étendu à l'entrée du cimetière et règlementa « le transport des trons de bienfaisance » ². Le Secrétariat du Consistoire fut désormais chargé de centraliser les renseignements que, jusqu'alors, les familles perdaient « un temps considérable » à aller chercher chez « divers employés ». C'est de cette époque enfin que date l'envoi quotidien au Rabbin d'« un bulletin » spécial portant le nom, l'âge et la demeure du défunt ainsi que le jour et l'heure fixés pour le « convoi » ³.

¹ « Aucune distinction de rang ni de naissance » ne fut admise pour cette pieuse assistance. Cependant, il fallait que le défunt fût partie d'une société de bienfaisance ou qu'il contribuât aux frais du culte. Dès que le nombre des Rabbins adjoints fut suffisant, les délégués furent déchargés de ces fonctions. Aujourd'hui cette pénible tâche rentre dans les attributions des membres du Rabbinate de Paris.

² Les porteurs de trons ne durent, sous aucun prétexte, exposer les trons sur la voie publique pendant la marche du convoi.

³ La même Commission proposa la création d'un service régulier de « délégués veilleurs » qu'elle comptait compléter plus tard par l'institution de gardes-malades des deux sexes. Elle projeta également d'organiser un personnel chargé d'assister aux prières (minianim) pendant la semaine dans les familles en deuil.

Mais ces deux projets ne furent pas réalisés. Ils ont été renouvelés depuis sans meilleur succès. Leur exécution présente, en effet, de graves inconvénients pour le Comité.

Définitivement réorganisé en 1853 ¹, le service des Inhumations fut entouré de toute la sécurité possible et de la pompe austère et grave qui convient à une cérémonie de ce genre.

¹ Lors de la mort de M. Salomon Alkan, en octobre 1851, le Comité de bienfaisance se plaignit vivement qu'on ait fait « stationner le corps devant le Temple, croyant faire honneur au défunt en le laissant dans la rue ». Il disait que « faire une quasi procession, encombrer la voie publique de manière à ce que ni piétons, ni voitures ne pouvaient circuler, c'est contre toutes les règles administratives, municipales, gouvernementales..., même contre les prescriptions religieuses ».

Le Comité crut devoir adresser ces observations au Consistoire, parce que, « ayant été chargé jusqu'à présent de la partie religieuse des inhumations, c'est sur lui que retombe le blâme général que cette espèce de cérémonie inusitée a soulevé ». Elle s'est reproduite depuis, et particulièrement lors de la mort de M. Albert Cohn.

CHAPITRE VIII

LE LIVRE D'OR DU COMITÉ

En assistant au développement continu de tant d'œuvres charitables, qui ont classé la Société de secours et d'encouragement parmi les plus grandes et les plus belles du monde entier, on est naturellement tenté de perdre de vue les difficultés auxquelles se heurte, à ses débuts, une institution de ce genre, pour n'admirer que les résultats glorieusement acquis. Cependant, avec quelque satisfaction qu'on constate la bonne volonté, le dévouement, les laborieux efforts, tout cela ne suffit pas à l'accomplissement d'une pareille tâche : il faut aussi un concours pécuniaire constant et sûr qui permette de créer une source de revenus suffisants au soulagement de tant de misères. C'est à la Communauté de Paris que le Comité de bienfaisance demandait ces ressources, et la Communauté ne les lui marchanda jamais.

A l'origine, le Consistoire, « pour procurer au Comité le moyen de satisfaire à ses dépenses », lui attribua « le produit des oblations des synagogues », celui des

quêtes qui y seraient faites, et le produit des troncs qui devaient circuler dans les Temples, « dans les circoncisions et les repas de noces ¹ ».

Le produit des offrandes dans les temples, rapportant annuellement au Comité une somme d'environ 3,000 francs, fut, à compter de 1821, consacré à l'édification et à l'entretien du Temple de la rue Notre-Dame-de-Nazareth. Cette ressource, qui était pour la Société de secours « une des branches les plus fertiles et les plus assurées de ses revenus », et dont elle regrettait la perte, n'avait cependant pas laissé d'être pour elle une source de soucis. Les débiteurs, par le long intervalle qui s'écoulait entre l'achat et le paiement, ne pouvant plus se rappeler tout ce qu'ils avaient acheté, supposaient des erreurs dans les relevés de comptes et refusaient de payer ; elle avait dû prendre successivement plusieurs arrêtés dont le dernier enjoignait « aux desservants, en criant la vente des honneurs religieux, de ne porter aucune attention aux enchères des personnes qui n'auraient pas acquitté ou qui refuseraient d'acquitter à l'avenir leurs arrérages ². »

Le Comité chercha à suppléer à ces ressources en faisant tenir au Temple un registre par un de ses membres pour prendre note des offrandes faites à la synagogue en faveur des indigents. Cet enregistrement, adopté aujourd'hui pour toutes les institutions

¹ Une taxe avait été établie sur les familles aisées en faveur des indigents pour les noces et les circoncisions ; mais, le règlement approuvé par le Préfet n'en parlant pas, « le public, disait déjà le Comité en 1810 (23 décembre), en conclut que le paiement n'est pas obligatoire, et il ne paye point ».

² 22 novembre 1820.

de la Communauté, fut décidé, pour le Comité, le 30 juin 1823.

On était loin déjà de l'époque où, conformément au règlement de 1809, les membres de la Société, réunis deux fois par semaine, dans une petite pièce de la rue Grenier-Saint-Lazare, comptaient anxieusement le produit modeste des tronc. Il circulait de ces tronc un peu de tous les côtés. Dans les temples, on en avait fait établir, soit « pour recevoir l'argent provenant des achats des honneurs religieux payés comptant », soit pour recueillir les offrandes pendant la bénédiction nuptiale donnée par le Rabbin¹, soit encore pour recevoir les aumônes de chaque jour. Il y en avait ainsi au Temple de la rue du Chaume et dans celui de la rue Saint-Avoye. Un tronc circulait au cimetière et un autre dans les fêtes familiales. En 1816, la Société de secours faisait présenter, par deux de ses membres, un tronc de bienfaisance à l'arrivée à Paris des personnes riches qui y venaient séjourner comme étrangers².

¹ A compter d'octobre 1852, les quêtes de mariage se firent sous la surveillance de deux membres du Comité. Depuis 1877, elles sont faites sous la surveillance d'un membre de l'administration des Temples.

² Avant la Révolution, on le sait, les Juifs étaient placés sous l'inspection de la police et ne pouvaient résider dans la capitale sans une permission de séjour qui, délivrée par le lieutenant de police sur un certificat du syndic, pouvait être renouvelée tous les trois mois. Ces mesures de surveillance avaient été maintenues après l'organisation du culte israélite en France. Le Consistoire avait, dès 1809, chargé la Société de secours de délivrer les passeports et permis de séjour, et le Comité, par arrêté en date du 4 juin 1811, faisait tourner cette obligation au profit des pauvres, en décidant que nul ne recevrait de certificat s'il ne remettait *cinq sols* au Comité.

Le Consistoire avait signalé au Préfet de police les difficultés qu'il rencontrait à faire connaître à l'autorité ceux de ses coreligionnaires

Les quêtes étaient au nombre des « branches les plus fertiles » dont nous parlions tout à l'heure. La quête de Pâque et celle pour le chauffage furent instituées dès 1809 ; on en fit une également, en 1847, pour l'habillement des enfants qui célébraient leur initiation religieuse ; on en institua une autre à l'occasion de la fête du Grand-Pardon. C'était là des quêtes régulières. Faut-il y ajouter les quêtes faites en raison de circonstances exceptionnelles et où la Communauté et le Comité luttèrent, l'une de générosité, l'autre de dévouement, pour adoucir bien des souffrances ?

Cependant offrandes, taxes ou quêtes ne pouvaient suffire à assurer, d'une manière régulière et efficace, le fonctionnement des services du Comité.

La Société de secours et d'encouragement avait été, à sa création, composée de deux sortes de membres : les uns, « membres proprement dits », ne pouvaient faire partie de la Société qu'en contribuant, pour une souscription annuelle de 18 francs, au minimum ¹, payable de mois en mois et d'avance ; les autres « membres honoraires », devaient verser une cotisation annuelle de 30 francs, payable tous les trimestres ². Les souscripteurs, qui ne déterminaient pas la

qui n'avaient pas de moyens d'existence avoués. Le préfet Pasquier prit des mesures « pour que, désormais, aucun Israélite, non domicilié dans la capitale (à moins qu'il ne fût notoirement connu), n'obtint de permis d'y séjourner qu'autant qu'il justifierait d'un certificat du Consistoire de Paris ». (Lettre du 19 février 1811.)

¹ Cette somme est toujours demeurée le minimum de la souscription au Comité.

² Nous publions, à l'appendice, la liste des premiers souscripteurs au Comité. (Pièce n° 8.) Nous croyons devoir publier également un « état nominatif des personnes qui ont souscrit une aumône volontaire et applicable aux vieillards, aux orphelins et aux veuves » pauvres de la nation israélite de Paris ». Ce sont des souscriptions

durée de leur souscription; étaient engagés pour trois années.

Dès le 28 octobre 1809, le Comité avait désigné deux membres « pour se transporter chez les personnes » aisées de Paris, à l'effet de lever des souscripteurs ». Le 26, le Comité avait ouvert la liste, et les membres du Consistoire s'y étaient inscrits comme membres honoraires. Les « Confrairies », invitées à se dissoudre définitivement, furent priées de verser à la Société les fonds qu'elles avaient en caisse, et qui se montaient à 1,157 fr. 40. L'une d'elles protesta d'abord contre la décision consistoriale, mais ne persista pas dans son refus, et les versements effectués constituèrent le premier patrimoine de la Société de secours.

A ce premier fonds vinrent s'ajouter les souscriptions que l'on recueillit et qui s'élevèrent à 7,815 fr. 87 cent. Ces résultats étaient excellents et permettaient d'en espérer de meilleurs encore dans l'avenir. Mais le zèle ne tarda pas à se ralentir, et bien que, d'après le règlement, la durée des souscriptions dût être d'au moins trois années, le recouvrement des cotisations rencontra, l'année suivante, beaucoup de difficulté.

Le Comité se plaignit, dès la fin de 1810, en effet, que, « parmi les deux cents maisons si éloignées l'une de l'autre », que son *samass* était obligé de visiter à chaque fin de trimestre, « la plupart ne payent qu'à la troisième réclamation, soit par mauvaise volonté, soit à cause de leurs occupations ou d'absence »; que

faites uniquement par les femmes juives de Paris. Le document ne porte pas de date. Mais son titre et les noms qui y figurent permettent de croire qu'il date des premières années de ce siècle. (Pièce n° 9.)

d'autres cherchent à en éluder le paiement ou à en diminuer la quotité; et les réponses sont si « brusques » qu'il « désespère » presque de la somme pour laquelle on a souscrit.

Le Consistoire, saisi de ces réclamations, autorisa, le 1^{er} mai 1811, le Comité de bienfaisance à faire citer devant le juge de paix de leur domicile les contribuables en retard; mais il ne recourut pas à cette mesure extrême. Sa mission était assez importante et assez délicate pour qu'il ne s'attardât pas à des procédés qui pouvaient lui nuire dans l'esprit susceptible de la Communauté. Il le comprit bien lui-même, puisqu'il disait, en 1812, de ces souscripteurs récalcitrants : « Nous tâcherons de les ramener par la persuasion et de leur inspirer, par des exhortations religieuses, des sentiments plus nobles et plus philanthropiques. »

Il n'y réussit guère. Le nombre des souscripteurs, qui s'élevait, en 1809-1810, au chiffre de 204, diminua régulièrement tous les ans : en 1813, il n'était plus que de 117; et en 1816, soixante-treize membres de la Communauté restaient seuls fidèles à leurs engagements.

Le Comité n'était pas resté insensible à cet état de choses, et il avait adressé aux Israélites de Paris des lettres et des circulaires pour leur demander « de soutenir et d'alimenter cette charitable institution ». Mais les résultats étaient demeurés bien au-dessous des espérances, et le moment était venu où il allait être urgent de tenter un grand effort pour l'existence de cette Société, « indispensable à tant de familles malheureuses », et que dix années d'existence avaient « rendue, pour ainsi dire, inséparable de l'exercice de

notre culte¹ ». N'était-ce pas « compromettre, aux yeux » du gouvernement, le nom d'Israel, que de laisser » s'écrouler un édifice érigé avec son approbation » ?

Les membres du Comité puisèrent une nouvelle force dans les obstacles qu'ils rencontrèrent² ; ils se multiplièrent, décidèrent la création d'un nouveau registre pour recevoir les souscriptions des Israélites de Paris³ ; « se transportèrent chez les personnes aisées pour solliciter leur engagement », et lancèrent un nouveau et touchant appel où, vantant la bienfaisance, « doux lien de l'opulence et de la pauvreté », ils rappelaient aux indifférents que « c'est cette main secourable que nous nous sommes toujours mutuellement prêtée qui nous a fait traverser les siècles les plus ténébreux ».

Evidemment la promesse d'inscrire sur un *Livre d'Or*⁴ les noms des souscripteurs devait être de nature à stimuler les sentiments charitables (en 1847, on poussa plus loin cette excitation en affichant au Temple la liste imprimée des souscripteurs au Comité) ; mais on ne pouvait compter encore qu'avec un nombre très restreint de familles aisées⁵, et il faut

¹ Délibération prise par le Consistoire et le Comité de bienfaisance dans une séance extraordinaire, tenue le 9 février 1820.

² « Considérant que, dans la pratique de la charité, les obstacles, loin de nous décourager, doivent plutôt nous faire redoubler de zèle et d'activité... » (*Ibid.*)

³ Voir cette seconde liste à l'appendice. (Pièce n° 40.)

⁴ Ce livre existe dans les Archives du Consistoire. Il porte sur le plat, en lettres dorées, la mention suivante : *Registre des souscripteurs de la Société d'encouragement et de secours*. La liste des souscripteurs est précédée : 1° du procès-verbal de la séance du 9 février 1820, où le Comité décida d'adresser un nouvel appel à la Communauté ; 2° de l'appel qui fut fait à cette occasion.

⁵ Voir à ce sujet, à l'appendice, une « liste des cinquante Israélites

arriver à l'année 1839 pour constater une augmentation sensible et dans le nombre des souscripteurs et dans le chiffre des souscriptions¹.

Il s'agissait alors de fonder une maison de secours² et ce projet, nous l'avons dit, avait produit dans la Communauté un grand mouvement sympathique : le nombre des souscripteurs s'éleva tout à coup à 221 et les souscriptions à plus de 6.000 francs. A compter de ce moment, il semble que la Communauté comprenne enfin tout le bien que le Comité de bienfaisance est appelé à réaliser ; elle l'entoure d'une faveur constante ; le chiffre des souscriptions s'élève toujours davantage, le nombre des souscripteurs augmente et les dons suivent une progression bien plus rapide encore³. A chaque œuvre nouvelle surgissaient de nouveaux adhérents : les souscriptions annuelles en faveur du Comité, des orphelins, des malades, des vieillards, des enfants, en font foi.

les plus imposés de la circonscription de Paris en 1828 » et une « liste des Israélites dont les contributions ne sont pas les plus fortes, mais qui ont droit à la notabilité en raison de leurs services, de leurs talents ou de leurs qualités ». (Pièce n° 11.)

¹ Jusqu'à cette époque, la quotité des souscriptions annuelles continua à être de 3 à 4,000 francs, et le nombre des souscripteurs ne dépassa pas cent vingt-quatre.

² Voir, à ce sujet, l'*Hôpital* (chap. v, p. 65).

³ Dès la création du Comité, les Israélites avaient contracté l'habitude d'accorder, « au jour de la célébration de leur mariage, quelque secours à l'infortune ». Toutefois, pendant les trente premières années, les dons ne s'élevèrent pas, annuellement, au-dessus de 4,000 francs. Ils étaient de 17,000 francs en 1849 ; de 25,000 en 1859 ; et de 35,000 en 1869. En 1841, les souscripteurs étaient au nombre de 216 ; de 255 en 1842 ; de 442 en 1846 ; de 406 en 1848 ; de 357 en 1850 ; de 417 en 1852 ; de 527 en 1855 ; de 544 en 1856 ; de 552 en 1857 ; de 562 en 1858 ; de 578 en 1859 ; de 707 en 1861 ; de 731 en 1864 ; de 651 en 1867 ; de 580 en 1871 ; de 803 en 1875. Il y en a aujourd'hui **750**.

Cependant, si dans la Communauté un grand nombre d'Israélites contribuaient à l'entretien des œuvres de bienfaisance, d'autres s'abstenaient de participer à ces charges ou n'y contribuaient que faiblement. Le Comité ne négligeait aucun moyen d'amener à lui ces défail- lants. Il avait, en 1839, nommé des commissaires dans le but de l'aider dans ses fonctions de charité. Il avait d'abord provoqué, dans chacune des sociétés de se- cours mutuels, reconnues par le Consistoire, la nomi- nation d'un de leurs membres qui devait être attaché au Comité¹. Mais il ne fut donné suite à ce projet qu'en 1851. Les Sociétés envoyèrent la liste détaillée de leurs membres. Une commission fut chargée de faire un choix parmi les noms présentés; et, nommés le 22 octobre 1851, les *Commissaires de charité* furent installés le 12 janvier 1852².

¹ Voici la liste des membres élus par les sociétés comme commis- saires :

Amis de l'Union.....	MM. Maurice Polack.
Bienfaisance israélite dite de Moïse.....	Jacques Javal.
Bienfaisance des Israélites de Paris.....	L.-A. Sauphar.
Neymark et Netter	Netter Lippmann.
Enfants de la Loi des Douze Tables.....	Oulry aîné.
Assistance mutuelle des Israélites.....	Philippe Gaffré.
Réunion pour l'étude de la loi sacrée.....	Charles Brissac.
Réunion de la maison d'Aron.....	Isaac Mayer.
Amis de l'humanité	Benjamin Chailly.
Les Israélites de Paris dite du patriarche Abraham	Sal. Van Oven.
Enfants de Salomon.....	J. Salomon.
Lois rabbiniques.....	Manuel Kaïn.
Patriarches israélites.....	Léopold Bing.
Amis des Enfants d'Israel.....	Isaac Hesse.
Mont Sinaï.....	Lion Lévy.
Enfants de Sion.....	Wormser.
Enfants du Roi David.....	Jacob Mardochée.
Accord israélite.....	D. Rheims.

² Ces premiers commissaires étaient : MM. Tedesco, Jules Levot,

Le Comité de bienfaisance trouva en eux de précieux auxiliaires, dévoués, non seulement dans l'accomplissement de sa tâche charitable, mais aussi dans son œuvre de propagande en faveur des œuvres hospitalières et de bienfaisance de la Communauté. Mêlés à toutes les commissions qui, depuis cette époque, se formèrent dans le but d'aider à l'accroissement des ressources du Comité, ils ont contribué, pour une large part, au développement et à la prospérité des établissements et des institutions de charité des Israélites de Paris.

En accomplissant avec un zèle aussi soutenu la mission qui leur était confiée, ils suivaient l'exemple des Sociétés de secours mutuels dont ils étaient issus. Les *Hebroth* en effet, rebelles d'abord à l'établissement de la Société de secours dont la création devait être le signal de leur disparition, se groupèrent autour du

Ab. Cahen, Oulry jeune, Elie Kulman, Federman, Marix Joseph, Em. Rottenbourg, Albert Lévy, Wittlich, Eug. Dorville, Neph. Lévy, Elie Picard, Ab. Bernheim, Joseph Israel, Hanau, Simon Hayem, Michel Lévy, Harscher, Maurice Polack, J. Bloch, Martin-Louis Lévy, Manuel Feiner, Cahen Isaac Simon, Moïse Moïse, Prosper Picard, Jules Gaffré, Bloch aîné, Derembourg, Lazarus, Mayence, Jacob Schmoll, Jacques Gougenheim, Bernard, Louis Worms, Marc Klotz, Achille Lion, Kopenhague, M. Léon, Mendès fils.

Dès le principe, ils furent convoqués en réunion générale avec le Comité deux fois par an.

Les Commissaires de charité actuels sont : MM. Bloch (Isaïe), Brunschwig, Cahen (Joseph), Cahen (Julien), Cahen (Fromenthal), Cohn (Henri), Cremnitz (Arthur), Deitz, Durlacher (Armand), Durlacher (Nathaniel), Fleur (instituteur consistorial), Gaertner, Haas, Haas aîné, Heymann (instituteur communal), Israel (instituteur communal), Jacob (Edouard), Klein, Edmond-Benoît Lévy, Lévy (Jacob), Lévy (Salomon), Lévy (Léon), Levylier, Schneider (instituteur consistorial), Siesbye, Weill (Jules), Weill (N.), Weill-Vite, Wiener, Wogue (Alphonse), Wolf (Emmanuel).

Comité et participèrent, chacune dans la limite de ses moyens, à la mission de bienfaisance qui leur était échue.

Une ère nouvelle s'ouvrit alors pour la Société de secours et d'encouragement. Les recettes et les dépenses qui jusqu'en 1839 avaient rarement atteint la somme de 20,000 francs s'élevèrent graduellement depuis 1842 pour prendre, à compter de 1852¹, un essor plus considérable encore. Aucun obstacle n'arrêta, dès lors, la Société de secours qui, instituée uniquement d'abord dans le but strict d'assister les malheureux, put, grâce aux œuvres successivement fondées, étendre peu à peu cette assistance du berceau à la tombe : il arriva ainsi à nourrir, chauffer, instruire, habiller les indigents, à donner un asile aux orphelins, un abri aux malades et aux vieillards, et à les couvrir encore de son égide pour leur assurer l'éternel repos.

Si l'on doit convenir que les développements successifs du Comité sont l'œuvre des nécessités et du temps, il est juste aussi — ici plus que partout ailleurs — de reconnaître la part que les hommes ont prise à la marche et à la prospérité de la Société de secours. Les Isaac Simon, les Hatzfeld, les Baruch Weill, les Salomon Alkan, les Benoît Cohen et les Albert Cohn particulièrement — pour ne citer que ceux dont on peut aujourd'hui juger l'œuvre avec impartialité — ont tous, comme présidents du Comité de bienfaisance, apporté leur pierre à l'édifice commun.

« Ceux qui nous ont précédés ont fait largement leur devoir et nous ont ouvert la voie, a dit un jour

¹ De 1845 à 1876, le Conseil municipal de Paris alloua une subvention au Comité.

M. Zadoc Kahn, Grand-Rabbin de Paris. Accordons-leur un pieux souvenir. » Et il ajoutait : « La Communauté de Paris est une des plus jeunes parmi les grandes communautés de l'Europe ; elle ne compte même pas un siècle d'existence. Et pourtant à voir les nombreuses et admirables institutions dont elle s'honore, qui sont nées dans son sein comme une génération spontanée, et qui, malgré leur peu de durée, ont déjà pris un si grand développement, ne dirait-on pas qu'elle a de longs siècles derrière elle et que le temps lui a été un puissant auxiliaire ? A défaut de temps, elle a eu à son service un grand fonds de dévouement, un amour éclairé du judaïsme, une charité inépuisable, le désir et le sens du progrès. Ce sont autant de forces d'une rare fécondité, capables d'enfanter des prodiges ¹. »

Combien d'événements cruels n'attestent-ils pas cette persévérance et cette presque unanimité dans la charité ! Aussi, serait-il impossible de citer ici tous ceux qui, compatissant aux souffrances des malheureux et mus par un sentiment religieux, apportent au Comité de bienfaisance leurs généreuses offrandes ².

¹ Compte rendu général des travaux du Consistoire, 1877. Discours de M. Z. Kahn, Grand-Rabbin de Paris, à l'assemblée générale de la Communauté, le 9 mai 1876.

² Cependant ce serait une ingratitude que de pas signaler d'une façon particulière la famille de Rothschild qui, depuis *soixante-dix ans*, a contribué tant et de si diverses façons à la prospérité des œuvres de bienfaisance de la Communauté de Paris. Ses fondations qui, en 1850, s'élevaient à 13,500 francs, et atteignaient, en 1858, le chiffre de 31,600 francs, peuvent être évaluées aujourd'hui à 150,000 francs environ. Et nous ne comptons ici ni les lits fondés à l'Hôpital, ni l'entretien de l'Orphelinat par la Baronne Douairière de Rothschild ; ni la fondation de l'école de la rue Claude-Bernard par le baron Gustave de Rothschild, ni la création d'une caisse de retraite

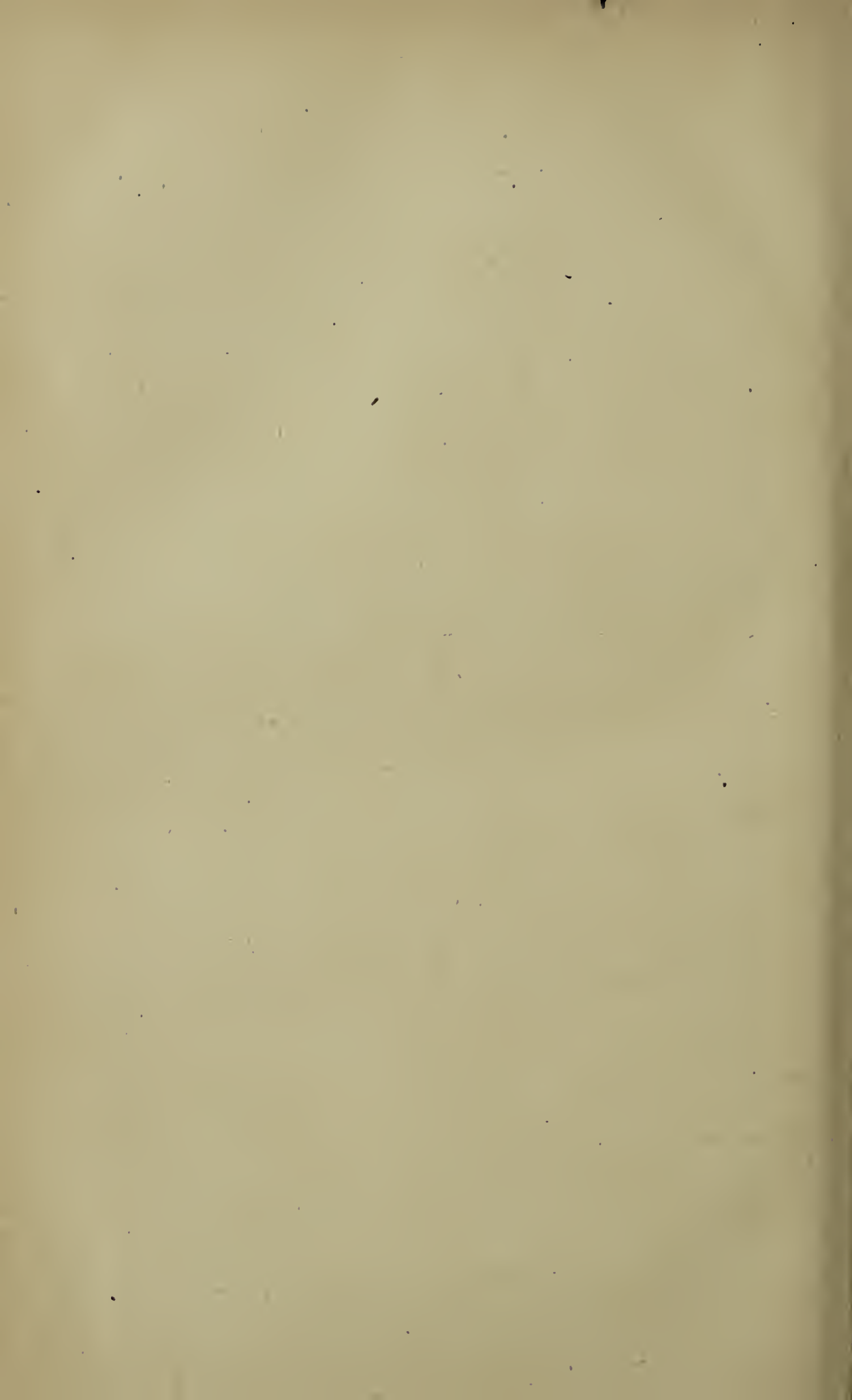
Si le livre de la misère compte de nombreux feuillets, le *Livre d'or* des bienfaiteurs n'en compte assurément pas moins. Il suffira pour s'en convaincre — et ce sera le résumé naturel de cette étude — de constater que les dépenses et les recettes de la Société de secours, qui, en 1809, étaient d'une dizaine de mille francs par an, ont dépassé cinq cent mille francs en 1883¹. — Ces chiffres sont certes une douloureuse constatation de la misère à Paris; mais ne sont-ils pas d'autre part un commentaire réconfortant de la bienfaisance et de la générosité des Israélites parisiens? Ne disent-ils pas enfin combien est grand le dévouement de ceux qui ont accepté la mission d'administrer un ensemble aussi admirable d'œuvres de charité?

pour les instituteurs consistoriaux par la baronne Gustave de Rothschild; ni enfin les dons faits par tous les membres de cette famille, qui saisissent, avec un pieux empressement, toutes les occasions de contribuer à la prospérité de la Communauté de Paris.

¹ Pour une période de dix ans, de 1809 à 1819, les recettes furent de 100,351 fr. 67 et les dépenses de 100,449 fr. 88

pour 1819-1822.....	30,886	93	—	29,263	61
1822-1824.....	23,260	03	—	19,924	75
1824-1825.....	12,526	,	—	15,128	40
1832.....	17,077	20	—	15,918	77
1842.....	50,820	55	—	37,622	90
1852.....	133,274	39	—	136,328	33
1862.....	175,963	95	—	176,273	15
1872.....	257,593	12	—	244,609	38

APPENDICE



APPENDICE

Pièce n° 1.

Composition du Comité depuis 1809.

24 octobre 1809 :

Levy Alvarès,
Mayer Bing,
Manus Polack,
Goudchaux Halphen,
Lion Abraham,
Moyse Schoubach,
Isaac Simon.
Baruch Weill, receveur¹.

28 octobre 1809 :

Isaac Simon, doyen d'âge,
est nommé Président.

11 novembre :

John M. Hatzfeld.

28 février 1810 :

Abraham Lévy Salvador.

7 mai :

Lyon Lan.

20 septembre :

S. M. Oppenheim.

19 mars 1811 :

H^{te} Wittersheim.

¹ Le receveur n'était pas membre du Comité.

26 mars :

J.-M. Hatzfeld est nommé
président en remplacement
de Isaac Simon, démis-
sionnaire.

28 janvier 1812 :

Grand Rabbin de Cologne,
Grand Rabbin Deutz,
Salvador Ravel.

6 janvier 1813 :

Baruch Weill.

7 mars :

Benjamin Patto,
Wolf Hirsch,
Moses Vieyra Molina.

17 janvier 1816 :

E. Mayer Dalmbert,
Michel Abraham,
Salomon Alkan,
M. Spire.

4 février 1816 :

Baruch Weill est nommé pré-
sident en remplacement de
J.-M. Hatzfeld, démission-
naire.

- 31 mai 1820 :
S. Alkan est nommé président en remplacement de Baruch Weill, nommé membre du Consistoire.
- 25 mai 1825 :
Mayer Lion Abraham.
- 22 juin :
Salomon Lévi Roulingen.
- 6 juillet 1825 :
Léon Lecerf,
Abraham Halphen.
- 27 décembre 1826 :
Démission de M. le Grand-Rabbin de Cologne.
- 13 mai 1829 :
Michel Goudchaux.
- 3 février 1830 :
Stiébel,
Mayer Abraham,
Michel Weill,
Benoît Cohen,
Jacob Bing,
Abraham Marx.
- 30 mai 1832 :
Benoît Cohen est nommé vice-président.
- 23 février 1834 :
M. Weill.
- 19 août 1835 :
G. Baruch Weill.
- 29 octobre 1837 :
Jules Simon,
Gustave Halphen,
Prosper Monteaux,
Neuburger,
Bolwiller,
D^r Haas,
Raphaël Jeramec.
- 28 novembre :
Félix Bernheim.
- 14 janvier 1838 :
S. Munk,
Oppenheimer.
- 13 avril 1838 :
Démission de M. Alkan ¹.
- 19 avril :
Benoît Cohen est nommé président ; Bolwiller, vice-président, et Jéramec, secrétaire.
- 6 février 1839 :
Réorganisation du Comité.
- Membres titulaires :*
Marchand Ennery, Grand-Rabbin.
Benoît Cohen,
Élie Halphen,
Jéramec,
Abraham Marx,
Michel Weill,
D^r Haas,
L. Tréfousse,
N. Sciamia,
Almosnino,
Adolphe Trèves,
Gompertz aîné,
N.-B. Oppenheimer, trésorier.
- Membres honoraires :*
Salomon Alkan (président honoraire),
Worms de Romilly,

¹ M. Alkan avait été administrateur de la synagogue de la rue des Petits-Champs-Saint-Martin. Il empêcha un jour un soldat d'assister aux prières parce qu'il était entré avec son sabre dans le temple. Le Consistoire lui enjoignit (21 septembre 1809) d'avoir plus d'égards à l'avenir « pour les défenseurs de » la patrie. Ils doivent pouvoir » rendre hommage au Créateur dans » l'état où ils se trouvent sans être » obligés de quitter aucun de leurs » ornements ».

- | | |
|---|---|
| <p>Ad. Crémieux,
Alph. Cerf-Berr,
S. Halphen père,
Fould père,
Jacob Lazard,
J. Javal père,
Auspach (P.),
D. Edinger,
Michel Goudchaux.</p> <p>25 février 1839 :
Benoît Cohen est nommé
président.</p> <p>17 janvier 1841 :
Félix Bernheim.</p> <p>27 juin 1841 :
S. Munk,
Adelson Monteaux.</p> <p>8 août 1841 :
Schriber aîné,
Rottembourg.</p> <p>11 avril 1842 :
Gustave Halphen.</p> <p>30 avril 1842 :
G. Baruch Weill.</p> <p>13 novembre 1843 :
Bloch,
Léon aîné.</p> <p>20 février 1844 :
Oulry aîné.</p> <p>23 février 1845 :
Alphonse Oulman.</p> <p>22 juin 1846 :
Hayem Bloch,
Hemerdinge jeune.</p> <p>3 décembre 1849 :
Napoléon Alexandre,
Dorville,
S. Cahen,
Albert Cohn,
Isaac Mayer,
Paraf-Javal,
Ad. Israël,</p> | <p>Joseph Blum,
Arthur Hesse,
Mosbach fils,
Jéramec,
Télèphe Astruc,
Benoît Cohen,
Dr Haas,
M. Weill,
F. Bernheim,
Rottembourg,
Léon aîné,
Oulry aîné,
Hayem Bloch,
G. Weill,</p> <p>5 janvier 1850 :
Élie Isidor,
Paul Oppenheim.</p> <p>19 avril 1850 :
Baron Alph. de Rothschild</p> <p>6 avril 1851 :
Dalsace,
Hernsheim,
Edinger,
Henri Hirsch.</p> <p>14 octobre 1851 :
Mort de S. Alkan ¹.</p> <p>9 février 1852 :
Levot.</p> <p>25 avril 1852 :
Benoît Cohen est nommé pré-
sident honoraire.</p> <p>2 juillet 1852 :
Constant Halphen,
Eugène Halphen,
Beyfus.</p> <p>9 mars 1853 :
Half.</p> |
|---|---|

¹ Chevalier de la Légion d'honneur, président honoraire du Comité de secours, ancien administrateur en chef du Temple consistorial, à partir de 1833 élu par les propriétaires et locataires de places, il mourut à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

17 mars 1853 :

M. Albert Cohn est nommé
président en remplacement
de M. Benoît Cohen, di-
recteur de l'Hôpital.

4 mars 1855 :

B^{on} Salomon de Rothschild,
Mendès,
Simon Hayem,
M. Klotz,
Stanislas Leven.

15 juillet 1856 :

Mort de Benoît Cohen¹.

25 février :

Médéric Dreyfous,
Alfred Emerique,
Polydore Millaud,
L. Leven.

29 avril 1857 :

Joseph Cohen.

24 février 1858 :

Michel Erlanger.

3 février 1859 :

Cahen d'Anvers fils :

25 janvier 1860 :

Abraham Créhange,
Isidore Hesse.

30 janvier 1861 :

Ernest Emerique.

¹ Benoît Cohen était né à Amsterdam en 1798. Venu jeune à Paris, il épousa la fille de Baruch Weill, fabricant de porcelaine, qui fut membre du Consistoire israélite et chevalier de la Légion d'honneur. Il s'était fait naturaliser français en 1843. Le Grand Rabbin du Consistoire central, le vice-président du Comité de bienfaisance et M. J. Kahn, secrétaire du Consistoire de Paris, au nom du Consistoire, firent entendre sur la tombe de cet homme de bien les regrets que causait sa perte. (Voir les Archives israélites, année 1856.)

27 février 1861 :

Bernard Cahen.

30 avril 1862 :

Henri Picart,
Maurice Meyer.

29 avril 1863 :

Simon Schloss.

49 février 1865 :

Alfred Mayrargues,
Victor St.-Paul.

31 octobre 1866 :

B^{on} Edmond de Rothschild,
Léonce Lehmann.

3 mars 1869 :

Baron James-Edouard de
Rothschild,
Isidore Braun.

31 janvier 1872 :

Brühl,
Alex. Simon,
Samson Cohn,
Hauser,
Julien Hayem,
Alex. Lazard.

27 janvier 1875 :

M. Lehmann,
H. Bollack,
M^d Aron,
Isaac Aron,
Edouard Kohn,
Kopenhague,
Leder,
Rosenberg,
Coblence,
Léon Lehmann..

15 mars 1877 :

Mort d'Albert Cohn.

5 juin 1877 :

Le baron Edmond de Roth-
schild est nommé prési-
dent.

28 novembre 1877 :	Blum,
Mayer Cahen,	Ad. Dreyfus,
Sommer,	Oppenheimer,
Cerf,	Jacques Weill,
Weiskopf.	Bechmann père.
17 octobre 1878 :	11 novembre 1885 :
Dettelbacher,	Ab. Créhange,
Georges Dreyfous,	Anspach,
D. Nathan,	Georges de Weissweiller.
Gustave Dalsace,	10 janvier 1886 :
Eugène Caen.	Cahen, chef de bataillon du
18 octobre 1880 :	génie en retraite,
Léopold (Lyon),	Grünfelder,
Paul Hesse,	Emile Leven,
Rab. Raphaël Lévy.	Mayer (Isaac),
14 mars 1883 :	Moyse, sous-intendant mili-
Ad. Rosenberg,	taire en retraite.

Pièce n° 2.

Liste des Dames Patronnesses de la Loterie depuis la création de cette œuvre.

1844.	Munk,
1845. Baronne Nathaniel de Roth-	Neymark (institutrice),
schild, présidente,	Oppenheimer,
Cahen (Docteur),	Oulman (Alph.),
Alexandre,	Oulry jeune,
Bolwiller,	Raphael,
Cerfbeer,	Stern,
Crémieux,	Weill (Louis).
Eugène Dupont,	1846. Baronne James de Roth-
Furtado,	schild, présidente,
Léopold Halphen,	Cahen (Docteur),
Lan,	Cohn (Albert),
Marix,	Dreyfous (Ad.),

- Hayem (J.),
Halphen (Edmond),
Haas (Docteur),
Jeramec,
Lipman,
Lévy (Michel),
May,
Schayé (Félix),
Sciama,
Oulman,
Otterburg,
Worms (H.).
1847. B^{ne} Nathaniel, présidente,
Anspach,
Cahen (Docteur),
Cohn (Albert),
Furtado,
Halphen (Armand),
Javal (Léopold),
Kœnigswarter (Léopold),
Israël (Adolphe),
Schayé (Adrien),
Hemerdingen jeune,
Monteaux (Victor),
Crémieux (Ad.),
Vve Crémieux,
Klotz (place des Victoires).
1848. Pas de Loteries.
1849. Baronne James de Rothschild, présidente,
Cahen,
Cohn,
Bernheim,
Fould (Emile),
F. Halévy,
Javal (Léopold),
Kœnigswarter (Max.),
Munk,
Stern,
Halphen (Léopold),
Beyfus,
Salvador,
Jeramec.
1850. B^{no} Nathaniel, présidente,
Cahen,
Beyfus,
Cohen,
Cohn,
Furtado,
Halphen (Joseph),
Isidor,
Kœnigswarter (Louis),
Oulman (Emile),
Wallerstein,
Weill (Charles).
1851. B^{ne} James, Présidente,
Cohn (Albert),
David (Alexis),
Fould (Isidore),
Haas (Jules),
Halphen (Germain),
Hernsheim.
Hesse (Arthur),
Javal (Léopold),
Jeramec,
Jonas,
May,
Moïse (Isidore),
Oppenheimer,
Singer,
Weil (Louis).
1852.
Alphonse Cerfbeer,
Bollack,
Gustave Dupont,
Furtado,
Haas (Docteur),
Gustave Halphen,
Isidore Hesse,
Isidor,
Léopold Javal,
Alfred Oppenheim,
.
1853.
1854.

1855. B^{ne} James, présidente,
Cahen (Docteur),
Beyfus,
Bollack,
Cahen d'Anvers,
Cohn (Albert),
Fould (Eugène),
Halphen (Louis),
Isidor (G. R.),
Javal (Léopold),
Kœnigswarter (Louis).
Millaud (Polydore),
Oppenheimer,
Schayé (Adrien),
Weissweiler,
Worms de Romilly.
1856.
1857.
1858. B^{ne} Alphonse, présidente.
Aron, née Isidor,
Beyfus,
Bollack (Simon),
Cerfberr (Alphonse),
Cohen (Emile),
Cohn (Albert),
Dreyfus (Adolphe),
Furtado,
Kœnigswarter (Maximilien),
Jonas (Maurice),
Léon (Alexandre),
Trèves (Dieudonné).
1859.
1860. B^{ne} Gustave, présidente,
Cahen d'Anvers,
Cahen (Docteur),
Cohen (Hermann),
Cohn (Albert),
Franchetti,
Furtado,
Halphen,
Hesse (Isidore),
Hollander (J.),
Isidor (grand-rabbin).
- Israël (Adolphe),
Javal (Léopold),
Kann (Edouard),
Lévy (Michel),
Richtemberger (E.).
1861.
1862.
1863. B^{ne} Alphonse, présidente,
Beyfus,
Cahen d'Anvers,
Cahen (Docteur),
Cohn (Albert),
Crémieux (Emile), née Ra-
tisbonne,
Fould (Emile),
Franchetti,
Kœnigswarter (Louis),
Halphen (Joseph),
Israël (Adolphe),
Kann (Edouard),
Javal (Léopold),
Lévy (Michel),
Richtemberger (Ernest),
Sciama (Edmond),
Ulmann (grand-rabbin),
Worms (Hippolyte).
1864. B^{ne} Nathaniel, présidente.
1865. B^{ne} James, présidente,
Anspach,
Beer,
Cahen (Docteur),
Cohn (Albert),
Fould (Paul),
Goldschmidt (Alexandre de),
Haas (Jules),
Halphen (Louis),
Lippmann,
Mayrargues (Louis),
Oppenheimer,
Salmefels (de),
Stern (A.),
Ulmann (grand-rabbin),
Vanderheyem (Emile).

1866. B^{ne} Gustave, présidente,
 Alcan (Michel),
 Beyfus (Adolphe),
 Cahen (Docteur),
 Cliver,
 Cohn (Albert),
 Franchetti,
 Furtado,
 Halphen (Constant),
 Isidor (grand-rabbin),
 Javal (Léopold),
 Lévy (Michel),
 Otterbourg (Docteur),
 Oulman (Emile),
 Saint-Paul (Victor).
1867. B^{ne} Nathaniel, présidente,
 Beaucaire,
 Brühl (David),
 Cohn (Albert),
 Créhange (Abraham),
 Goldschmidt,
 Halphen (Georges),
 Israël (Adolphe),
 Veuve Klotz,
 Lyon Salvador,
 Léon (Alexandre),
 Leverson,
 Reinach,
 Ulmann (G. R.),
 Weill (Ignace),
 Worms (Hippolyte).
1868. B^{ne} Alphonse, présidente,
 Cohn (Albert),
 Furtado,
 Halphen (Eugène),
 Hollander (Joseph),
 Isidor (G. R.),
 Kann (Edouard),
 Klotz (Eugène),
 Lévylier (Adrien),
 Lévy-Montefiore,
 Mayer (Edmond),
 Pollonais,
 Rheims (Bénédict),
- Schlesinger (Maurice),
 Stern (Salomon),
 Sée (Léopold).
1869. B^{ne} Salomon, présidente,
 Anspach,
 Beer-Bischoffsheim,
 David (Jules),
 Dreyfus,
 Franchetti,
 Günzbourg,
 Halphen (Gustave),
 Hendlé (Ernest),
 Javal (Léopold),
 Lévy (Michel),
 Oberndœrffer,
 Rosenthal (Charles),
 Stern,
 Ulmann (G. R.),
 Weissweiller (Charles).
1870. B^{ne} James, présidente,
 Benson,
 Brühl (David),
 Cahen d'Anvers (Louis),
 Cohn (Albert),
 Davidsohn,
 Flachfeld,
 Fuld (S.),
 Furtado,
 Halphen (Joseph),
 Hayem (Charles),
 Heymann (Alfred),
 Isidor (G. R.),
 Lange (Alexandre),
 Lazard (Elie),
 Leser (S.),
 Lévy-Bing,
 Porgès,
 Saint-Paul,
 Stern (M.).
1871. Pas de Loterie.
1872. B^{ne} James, présidente,
 Berlyn,
 Cahen d'Anvers,

Albert Cohn,
Léon Dreyfus,
Léopold Goldschmidt,
Germain Halphen,
Hayem (Julien),
Heine-Furtado,
Isidor (G. R.),
J. Kann,
Mayrargues (Alfred),
Ochs (Léonard),
Piquard,
Raynal (Joseph),
Rhodé,
Stern (Antoine).

1873. Baronne James-Nathaniel,
présidente,
Beer-Bischoffsheim,
Bloch,
Brühl (David),
Cohn (Albert),
Dreyfus (Gustave),
Goldschmidt (S.),
Halphen (Georges),
Helbronner (Horace),
Kahn (Zadoc),
Kann (Max),
Klotz (Victor),
Lévy (J.),
Lévy (Michel),
Neumann,
Oulman (Emile),
Rheims (Bénédict),
Seligman (W.),
Stern (Salomon),
Weissweiller (Daniel de).

1874. B^{ne} Nathaniel, présidente,
Alcan (Michel),
Cahen (Vve Daniel),
Cohn (Albert),
Deutsch (Alexandre),
Goldschmidt (Frédéric),
Hayem (Charles),
Heine-Furtado,
Hollander (Joseph),

Isidor (G. R.),
Kœnigswarter (baron. Max),
Lazard (Hermann),
Lévy (Gustave),
May (Antoine),
Montefiore,
Otterbourg (Dr),
Porgès (Charles),
Schiller,
Trèves (Albert),
Willard (M.).

1875. B^{ne} Alphonse, présidente,
Beer (S.),
Blum (Silvain),
Cohn (Albert),
Dreyfus (Emile),
Dreyfus (Moïse),
Ephrussi (Michel),
Fould (Henri),
Goldschmidt (de),
Halimbourg,
Halphen (Constant),
Hesse (Adolphe),
Kahn (Zadoc),
Klotz (veuve),
Mayer (Hippolyte),
Nøter (S.),
Weissweiller (b^{ne} Ch. de).

1876. B^{ne} Gustave, présidente,
Cahen d'Anvers (Louis),
Cohn (Albert),
Fould (Paul),
Goldschmidt (Léopold),
Haas (Simon),
Heine-Furtado,
Isidor (grand-rabbin),
Kann (Maurice),
Lange (Alexandre),
Lantz (Léon),
Leven (Narcisse),
Levot (Léon),
Simon (Emile),
Stern (Antoine),
Worms (Jules).

1877. B^{ne} Salomon, présidente,
 Beer (Jules),
 Berlyn (A.),
 Bickart-Sée,
 Blum (Louis),
 Cohn (Albert),
 Goldschmidt (S.),
 Gunzbourg (Oury),
 Halphen (Georges),
 Hayem (Charles),
 Kahn (Zadoc),
 Kœnigswarter (Jules),
 Lévy (Calmann),
 Manheimer (Aimé),
 Ratisbonne (Fernand),
 Séligman (W.).
1878. Baronne James-Nathaniel,
 présidente,
 Bloch (Alphonse),
 Brühl (David),
 Cohn (Albert),
 Dreyfus (Gustave),
 Dreyfus (Nestor),
 Halphen-Germain,
 Isidor (G. R.),
 Kann (J.),
 Lazard (Hermann),
 May (Henri),
 Mayrargues (Alfred),
 Moch (Camille),
 Oulman (Alphonse),
 Saint-Paul (Victor),
 Stern (S.),
 Weissweiller (baronne de),
 Willard (M.).
1879. B^{ne} Edmond, présidente,
 Cohn (Albert),
 Ephrussi (Michel),
 Fould (Léon),
 Getting,
 Goldschmidt (Frédéric),
 Gunzbourg (baronne de),
 Hollander (J.),
 Kahn (Zadoc),
 Lambert (Hippolyte),
 Mayer (veuve Hippolyte),
 Meyer (Auguste),
 Montefiore (L.-M.),
 Moyse (Anselme),
 Otterbourg,
 Reitlinger,
 Winter (David),
 Worms (veuve Hippolyte).
1880. B^{ne} James, présidente,
 Citroen,
 Cohn (Albert),
 Goldschmidt (de),
 Heine-Furtado,
 Isidor (G. R.),
 Lange (Alexandre),
 Obermayer,
 Porgès (Jules),
 Raphaël.
 Rothschild (Sigismond),
 Salomon,
 Silz (Maximilien),
 Stern (Louis),
 Wallerstein.
1881. B^{ne} Nathaniel, présidente,
 Bloch (Léonce),
 Cahen d'Anvers (Louis),
 Cohn (Albert),
 Deutsch (Alexandre),
 Fould (Henri),
 Goldschmidt (Léopold),
 Hachenbourg (H.),
 Kahn (Zadoc).
 Kann (Maurice),
 Leven (Louis),
 Levot (Léon),
 Masse (David),
 Pfeiffer (Albert),
 Porgès (Théodore),
 Raphaël (Edouard),
 Singer (Louis),
 Schwartz (Charles).
1882. B^{ne} Alphonse, présidente,

Aldrophe (Alfred),
 Cohn (Albert),
 De Cyon,
 Goldschmidt (S.),
 Haarbleicher (Paul),
 Halphen (Georges),
 Isidor (G. R.),
 Kœnigswarter (Jules),
 Oulmann (Emile),
 Pereire (Eugène),
 Ratisbonne (Fernand),
 Rozelaar (L.-A.),
 Saint-Paul (Victor),
 Séligmann (Henri),
 Weissweiller (baronne de).

1883. B^{ne} Gustave, présidente,
 Bernheim,
 Blum (Louis),
 Cahen d'Anvers (Albert),
 Cohn (Albert),
 Deutsch (Henri),
 Dreyfus (Gustave),
 Ephrussi (Jules),
 Falco (Alphonse),
 Gunzbourg (b^{ne} Oury de),
 Halphen (Constant),
 Kahn (Zadoc),
 Marix (Paul),
 Mayrargues (Alfred),
 Piquard,
 Rikoff,
 Seligman (W.).

1884. B^{ne} Salomon, présidente,
 Bardac (Noël),

Bechmann (Georges),
 Cohn (Albert),
 Deutsch (Emile),
 Fould (Léon),
 Heine-Furtado,
 Isidor (G. R.),
 Kulp,
 Machiels (Jacques),
 Mayer (Gaston),
 Moch (Camille),
 Moyse (Anselme),
 Ochs (Alphonse),
 Ollendorff (Paul),
 Porgès (Charles),
 Sée (Camille),
 Seligmann (Eugène),
 Tédesco (Joseph),
 Weissweiller (baronne de).

1885. Baronne Edouard - James,
 présidente,
 Cohn (Albert),
 Ephrussi (Michel),
 Fould (Henri),
 Goldschmidt (Léopold),
 Goldschmidt (de),
 Kahn (Zadoc),
 Kann (J.),
 Lévy (Paul-Michel),
 Porgès (Théodore),
 Raphaël (Edouard),
 Sérébrianny,
 Singer (Louis),
 Stern (Louis),
 Tédesco (Léon),
 Winter (David).

Pièce n° 3.

*Médecins, chirurgiens, internes en médecine et en pharmacie
qui ont appartenu à l'hôpital de Rothschild depuis 1852.*

15 juillet 1852. — Dr Brossard, médecin en chef ;

Dr Rayet, consultant ;

Jobert de Lamballe, chirurgien consultant.

2 juin 1857. — Démission de M. Brossard.

3 septembre 1857. — Le Dr Cahen fils est désigné par la
commission médicale, et nommé par le Con-
seil le 6 octobre.

Octobre 1866. — Mort du Dr Cahen.

6 novembre 1866. — Le Dr Worms est nommé médecin
en chef.

1^{er} juin 1875. — Conformément à la décision prise par
le Conseil d'adjoindre un médecin au médecin
en chef, le Dr Anselme Weill est nommé mé-
decin adjoint.

2 juillet 1875. — Le Dr Leven est nommé médecin en
chef, en remplacement du Dr Worms, nommé
chef du service médical du Nord.

12 décembre 1876. — M. le Dr Gosselin, médecin consul-
tant, donne sa démission ; il est remplacé par
M. le Dr Marc Sée.

INTERNES.

15 juillet 1852. — Chonow (et aide pharmacien).

1^{er} janvier 1858. — Weil.

1^{er} avril 1862. — Ch. Lévy.

Avril, mai 1867. — Kohn.

17 septembre 1867. — Martin.
23 février 1869. — Job.
1869. — Bourgeot.
11 juillet 1871. — Anselme Weill.
1872. — Hirtzmann.
9 janvier 1872. — Justin Weill.
23 février 1874. — Tolédano.
6 juillet 1874. — Lévy Fraenkel.
28 décembre 1874. — Beugnot.
12 décembre 1876. — Emmanuel Lévy.
16 octobre 1877. — Schaffier.
19 novembre 1878. — Adolphe Ruef.
24 juin 1879. — Bloch.
19 octobre 1880. — Simon et Deschamps.
20 décembre 1881. — Jaillet.
19 décembre 1882. — Weill et Journiac.
19 février 1884. — Duchastelet et Frottier.
Août 1885. — Debu et Provost.

INTERNES EN PHARMACIE.

15 juillet 1852. — Hébert ; Dr Burly, pharm. consultant.
15 mars 1855. — Paty.
4 mars 1856. — Puy-Moyen.
13 juin 1856. — Loiseau.
6 décembre 1859. — Brun.
6 mars 1860. — Megat.
1^{er} juillet 1862. — Kalmann.
12 janvier 1864. — Prosper Cahen.
1875. — Tolédano Jacob.
1877. — Capelle.
1880. — Quillart.
1884. — Braille.

Pièce n° 4.

ORDONNANCE

QUI autorise l'établissement d'un CIMETIÈRE PARTICULIER
pour les JUIFS PORTUGAIS à Paris *.

Du 7 mars 1780.

Extrait des registres du Greffe de la Chambre de police
du Châtelet de Paris.

Sur ce qui nous a été représenté par le Procureur du Roi, que depuis un temps considérable tous les Juifs qui décèdent à Paris ont été enterrés à la Villette, dans le jardin de l'auberge dite *de l'Étoile*, tenue par le nommé Matar, en exécution de nos Ordonnances et de celles de nos Prédécesseurs, conformément à l'article 13 de la Déclaration de Sa Majesté du 9 avril 1736; que le sieur Péreire, Agent des *Juifs Portugais*, a, par acte du 3 mars 1780, acquis des sieurs Bonnet frères, moyennant la somme de trois mille livres, un petit jardin clos de murs, situé au même lieu de la Villette, qu'il destine à l'inhumation desdits *Juifs* qui dorénavant décèderont à Paris; que ledit emplacement, qui ne servira plus à d'autre usage, remplira beaucoup mieux les vues de décence et de respect que les loix civiles veulent, en tous pays, être portées aux cendres des défunts :

A CES CAUSES requéroit ledit Procureur du Roi être accordé au sieur *Péreire* la permission qu'il demande pour être, les *Juifs Portugais* qui décèderont dans la

* Ces Juifs sont naturalisés en France depuis 1550, par des lettres patentes renouvelées à chaque règne; mais leurs principaux établissements ont toujours été dans la Guienne.

Ville et Fauxbourgs de Paris, inhumés dans ledit Cimetière, en exécution de nos ordonnances, en la manière accoutumée; être enjoint au Commissaire qui sera nommé par nous d'y veiller, et aux Officiers de Police d'y prêter main-forte s'ils en sont requis.

NOUS, faisant droit sur le Réquisitoire du Procureur du Roi, ordonnons qu'à *la diligence du sieur Péreire*, les *Juifs Portugais* qui décéderont dorénavant en la Ville et Fauxbourgs de Paris seront inhumés au lieu de la Villette, dans l'emplacement par lui acquis des sieurs Bonnet frères, en exécution de nos Ordonnances, en la manière accoutumée. Enjoignons au Commissaire DUCHESNE, ou tout autre qu'il nous plaira nommer, d'y veiller, et aux Officiers de Police d'y prêter main-forte s'ils en étaient requis.

Ce fut fait et donné par Messire JEAN-CHARLES PIERRE-LE NOIR, Chevalier, Conseiller d'Etat, Lieutenant-Général de Police de la Ville, Prévôté et Vicomté de Paris, le sept mars mil sept cent quatre-vingt.

« Délivré pour copie conforme à la minute de-
» meurée en la possession de nous, Greffier de la
» Chambre de Police dudit Châtelet, le seize desdits
» mois et an.

Signé : COLLIN.

Collationné par nous, Écuyer, Conseiller-Secrétaire du Roi, Maison, Couronne de France et de ses finances.

Signé : LE BÈGUE.

Pièce n° 5.

Tombes subsistant au cimetière de la Villette.

1. Ici est inhumé le corps du sieur *Salomon Perpignan* l'un des fondateurs de l'École royale gratuite de dessin établie en 1767 du règne glorieux de Louis XV en la ville de Paris pour la perfection des Arts, et nommé par Monseigneur Lenoir, Lieutenant général de Police, Syndic des Juifs originaires d'Avignon pour la police intérieure ; lequel s'en est acquitté avec honneur et a mérité dans son département l'estime du Magistrat éclairé. Décédé le 22 février 1781.
2. Tombe du bienheureux *Abraham Dalpuget*, décédé le 27 Ellul de l'année 5544 qui répond au 13 septembre 1784.
3. Le Dieu Suprême m'a appelé l'an vingt-troisième de mon âge. J'aime mieux ma situation que l'esclavage. O âme immortelle, cherche à vivre libre ou suis-moy comme un bon républicain. Ici est le repos du bienheureux *Samuel-Fernandès Patto de Bayonne*, décédé le 28 prairial an II de la République française une et indivisible (1794).
4. Ici repose le corps de la bienheureuse *Rebecca Henrique*, âgée de quatre-vingts ans, femme veuve de Isaac-Henry de Bordeaux. Décédée le 11 de la lune d'Ab de l'année 5546 qui correspond au 10 germinal de l'an IV de la République française (1796).
5. Ci-gist *Moïse Salom*, décédé le XVIII septembre MDCCXCVI.

6. Ci-Git le bienheureux très aimé et très estimé *Joseph Carvaillon*, âgé de quatre-vingt-dix-huit ans, natif de Canpatos (?), décédé le 3 de la lune d'Ab de l'année 5557 de la création du monde qui répond au 8 thermidor de l'année de la République française (1797).
7. Cy-Git la bienheureuse et bienaimée *Anne-Rachel veuve de Mardoché Ravel*, native de Bordeaux, âgée de 48 ans. Décédée le 19 de la lune de Sivan de l'année 5557 qui correspond au 25 prairial de l'an V^e de la République française une et indivisible (1797).
8. Cy-git la bienheureuse et bienaimée *Rachel fille de Joseph Nones*, âgée de 2 ans, née à Bayonne et décédée le brumaire de l'a..... République française.
9. Icy est le repos de la bienheureuse *Esther fille de Joseph Nunès*, de Bayonne, âgée d'environ 10 ans, décédée le 2 floréal an II de la République française une et indivisible (1794).
10. Ici repose la bienaimée *Judith Delvaille Silveyra*, âgée de 56 ans, née à Bayonne, décédée à Pantin près Paris, le 9 de Tris Try (tischri) de l'an 5563 de la Création du monde correspondant au 13 vendémiaire de l'an XI (1803).
11. Ici repose *Mardochée Léon*, décédé le 8 pluviôse de l'an XI^e, correspondant au 28 janvier 1803.
12. Ci-Git *Bⁿ Hain Nones*, décédé le 20 de la lune de Tisdri (tischri) l'an 5564 de la création du monde (1803).
13. Cy-git le bienheureux *Mardoché Dalpuget*, âgé de 54 ans, natif d'Avignon, décédé à la commune de Livry le 1^{er} fructidor an XII (1804).

14. C. G^t le bienaimé *Aron Abady*, âgé de 53 ans, décédé le 28 Tamouz 5565. Le 24 juillet 1805.
15. Ici repose le corps d'*Abraham Lopes Laguna*, né à Bor^x, décédé le 19 juin 1807, âgé de 58 ans. Le Temps, maître de tout, l'a retiré de ce monde, avec tous les regrets de sa famille.
16. Ici repose le corps de *Rachel Silva Lopès Lagonna*, née à Bor^x, âgée de 44 ans, décédée le 12 novembre 1806. Elle fut bonne épouse et tendre mère. Le Temps, maître de tout, l'a moissonnée à la fleur de son âge.
17. Ici repose le corps de *Rachel Silva, épouse d'Abraham Dacosta*, née à Bordeaux, l'an 1774, décédée le 20 mars 1809. Elle fut bonne épouse et tendre mère. Elle fut moissonnée à la fleur de son âge.
18. Tombeau de l'homme pieux qui marcha dans le sentier de la justice, le très honoré *Aron Ravel d'Avignon*, qui quitta ce monde pour un monde meilleur, le 5 du mois de Nissan de l'an 5569 (1809) de la création du monde ¹.
19. Tombeau du très honoré *Mardochée Ravedayah d'Avignon* qui quitta ce monde pour un monde meilleur, le 4 du mois de Hesvan de l'an 5569 (1808) de la création du monde.
20. Tombeau du très honoré qui quitta ce monde (pour un monde meilleur le) du mois d'Adar de l'an 5569 (1809).
21. Tombeau de la très honorée *Blanche Ravel d'Avignon* qui quitta ce monde pour un monde meilleur, le 8 du mois d'Ab de l'an 5565 (1805).
22. Pierre du tombeau du généreux, honoré et intelli-

¹ Ce tombeau était double; mais l'autre pierre manque.

gent *Elie Ravil*. Il mourut le 13 du mois de Shebat de l'an 5559 (1799).

23. Pierre de la tombe du juste *Salomon Perpignan* qui alla dans un monde meilleur le 28 du mois de Schebat 5561 (1801).

24. Pierre de la tombe de la chaste et très honorée *Rebecca Ilourah*, épouse d'*Elie Ravil*. Elle mourut le 10 du mois de Heswan de l'an 5599 (1798)¹.

25. Pierre de la tombe de l'agréable *Rebecca Cappadoce Pereira* qui naquit à Amsterdam en l'année 5526 (1766) et qui quitta ce monde le 2 du mois d'Elloul 5565 (1805).

¹ Son mari mourut, jour pour jour, trois mois après elle. (N^o 22.)

Pièce n° 6.

Tombes subsistant au cimetière de Montrouge ¹.

1. Ici repose un homme généreux qui suivit le droit chemin. Il vécut du travail de ses mains aussi longtemps qu'il fut sur terre; en Dieu était sa confiance. Il nourrissait les affamés, éloignés et proches. Son nom était connu avec estime : *Salomon Zalman Lévi, de Hassfurt* ². Il mourut, fut enterré, et monta au ciel le mardi 8 Adar 5558 (1798).
2. Ici repose une femme vaillante. Elle pratiqua la charité comme Abigaïl; elle fut une femme estimée; toute sa vie, elle suivit le droit chemin, *Esther, fille de Lazé* (Lazare), *femme de Mendlé Holländer*. Elle monta au ciel, mourut, et fut enterrée le vendredi, 10 Tebeth 5558 (1798).
3. Ici repose un homme qui craignait le péché; ses actions étaient droites et pures; caissier de la synagogue, *Samuel Herszog* ³. Il fut enterré le mardi 6 de Tammouz 5556 (1796).

¹ M. Isidore Loeb, secrétaire de l'Alliance israélite, a bien voulu revérifier et vérifier la traduction de ces inscriptions, au moins dans leur partie essentielle. La compétence de M. Loeb en ces matières est indiscutable et me permet de produire ces épitaphes — toutes hébraïques — avec l'autorité qui s'attache à son nom. Je suis heureux de lui adresser ici l'expression de ma vive gratitude pour le concours empressé qu'il a bien voulu me prêter.

² *Hassfurt* est en Bavière.

³ C'est bien ainsi qu'il semble qu'il faille transcrire ce nom; mais, vu l'inexpérience du sculpteur et de ceux qui lui traçaient les caractères hébreux, nous supposons qu'il faut lire *Hersing*[en]. Ce nom se trouve dans les n°s 7, 8, 39, 50, 71.

4. Ici repose un homme juste parmi les nobles; il marcha dans le chemin du bien avec foi... *Juda Leib, fils de Feiss*... Il mourut et fut enterré...
5. Jeune homme, jouis de ta jeunesse; repose en paix dans ton tombeau. Dans le paradis on te dressera ton dais nuptial, *Abraham Hess*; mort et enterré le vendredi 17 Schebat 5558 (1798).
6. Ici repose la femme estimée *Beilé* (Bella) *fille de feu Jacob de Bolche*¹. Elle mourut le mercredi et fut enterrée le jeudi 28 Adar 5555 (1795). Toute sa vie elle suivit le droit chemin.
7. Ici repose un homme de bien qui suivit toute sa vie le chemin du bien, *Rabbi Leib* (Löeb) *fils de Samuel Hersi*. Il mourut le lundi 8^e jour de Souccot et fut enterré le mardi.
8. Ici repose un homme de bien et estimé. Il pratiqua les commandements de Dieu. *Juda dit Leib* (Löeb) *fils de Samuel Schmal*³ *de Hersingen*. Il mourut le Simhat Torah et fut enterré le dimanche 5554 (1793).
9. Ici repose un homme qui craignit le péché, *Juda dit Leib fils d'Abraham de Zillisheim*... Il mourut dans la vieillesse, le 29 mars Heswan 5554 (1793).
10. Ici repose la femme *Scheinché* (Schœnche) *fille de Joseph de Sanct-Avold*⁴. Elle mourut le vendredi et fut enterrée le dimanche 23 Sivan 5556 (1806).

¹ Boulay, en Lorraine.

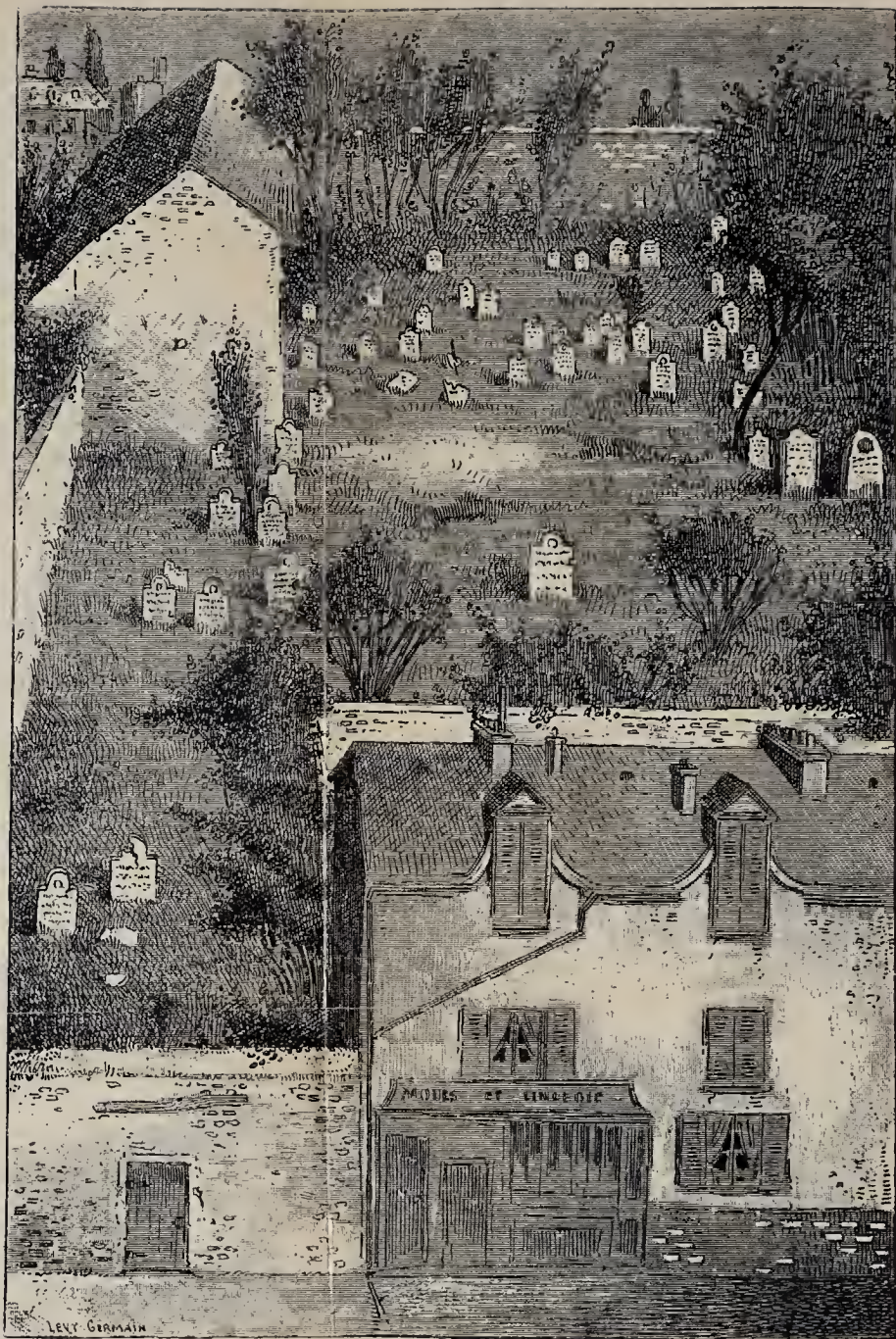
² Ou bien abrégé de *Hersingen*, ou bien (mais c'est peu probable ici) *Hersi*, *Hersch*, forme alsacienne de *Hirsch*. Du reste, cette pierre paraît être un doublet de la suivante qui porte bien *Hersingen*.

³ Ce nom (sur la pierre) est probablement une répétition erronée du nom qui le précède.

⁴ Saint-Avold en Lorraine. Mais ce peut être aussi Sanct Goar dans la Prusse rhénane.

11. Ici repose une femme estimée et modeste *Rechele* (Rachel), *femme de Nathan Aschaffénbourg*. Elle mourut et fut enterrée en bon renom le lundi 18 Sivan 5568 (1808).
12. Ici repose *Meir fils de Jacob*. Il mourut et fut enterré le vendredi 1^{er} Adar 5551 (1791). C'était un homme de bien ayant toujours suivi le droit chemin.
13. Ici repose un homme intègre et vertueux; il s'occupait d'affaires avec intégrité... (Il monta) au ciel dans l'année où *la justice conduisait ses pas sur la terre* (1802).
- 14... *Juda Læb fils d'Akiba Dorenbourg de Vienne*. Il mourut le samedi et fut enterré le dimanche 27 d'Adar 5565 (1805).
15. Ici repose et son âme est dans le paradis, le jeune enfant *Elie fils de Moïse Weill de Bischheim*. Il alla au ciel le jeudi 17 Eloul 5548 (1788).
16. Ici repose la femme vertueuse *Rechele* (Rachel) *femme d'Isaac Segal* (Levi) *de Versailles*; elle mourut et fut enterrée le jeudi ... Heswan 5551 (1790).
17. Ici reposent¹... *Salomon Segal* mort et enterré le mercredi 1^{er} jour de Tebeth... et au paradis les enfants *Samson fils de Salomon Segal* mort et enterré...
18. Ici repose *Israel fils de Samson de Lissa*, Cohen de la race des saints. Mort et enterré le jeudi 16 Eloul 5550 (1790).
19. Il n'est plus car Dieu l'a enlevé. Ici repose un tout jeune enfant, la joie de son père, les délices de sa mère. Qu'il pénètre en paix dans la demeure

¹ Tombe de deux enfants du même père, Salomon Segal (Levi).



Cimetière de Montrouge.

céleste l'enfant *Joseph dit Jeslé*¹ *filz d'Elyakim dit Gætttschlick Worms*, mort et enterré le mardi 18 du mois de H (eswan) dans l'année où toute chair disparaîtra de la terre.

20. Ici repose un homme de bien qui marcha dans la voie de Dieu et ne se détourna d'aucun des commandements divins, *Cevi* (Hirsch) *filz de Samuel*... mort et enterré le...

*Au dos de la pierre*² :

Ici repose l'homme appelé *Cebi* (Hirsch) *filz de Samuel Brüssel* (Bruxelles), mort et enterré le... du mois des consolations (ab)...

21. Ici repose un homme généreux ; il marcha dans la droiture, ses actions furent justes, *Eliezer Laze* (Lazare) *filz de Jacob de Wesseling*³, mort la nuit du samedi et enterré le dimanche 8^e jour de Tebeth 5559 (1798 ou 1799).

22. Ici repose l'enfant aimé de son père, jeune et agréable à sa mère, *Elie filz d'Elazer Honovre de la ville d'Amsterdam*...

23. Ici repose un homme juste ; il marcha dans le droit chemin *Salomon filz de Jospa* (Josef) *de Büdingen*⁴, mort le samedi et enterré le dimanche...

24. Ici repose une femme vaillante pour son époux qui l'aimait comme la prunelle de ses yeux et qui la préférerait à son or et à toute sa fortune ; elle pratiqua les vertus commandées par Dieu ; toute sa vie elle enseigna à ses fils le chemin de la

¹ Diminutif alsacien de Josef.

² L'inscription est répétée sur l'envers de la pierre, probablement parce que celle de la face est extrêmement mal écrite par un graveur des plus inexpérimentés.

³ Dans la Prusse rhénane.

⁴ Dans le grand-duché de Hesse.

droiture, elle juste, intègre et réputée sous le nom de *Eve Lea Gütelé, femme de Zacharie Mendlé Pozna* ; elle mourut jouissant d'un bon renom, le jour tout bon (samedi) et fut enterrée le dimanche 10^e jour du mois des consolations (ab) avec de grands honneurs en l'an 5569 (1809).

25. Ici repose l'homme qui suivit le chemin de la vertu ; ses voies étaient celles de la droiture et il ne s'arrêta jamais dans les routes tortueuses ; ses actions étaient intègres et ses paroles véridiques. A ses amis il conseillait de suivre le chemin de la rectitude, à ses parents des actions droites, d'une race vertueuse, ils appartenaient à la tribu des Levi. Il abandonna ses occupations pour ne s'occuper que des affaires de la Communauté. C'est l'homme parfait *Ouri dit Feiss Levi fils du défunt Jacob Levi de Metz*, dont la lumière¹ s'obscurcit lorsqu'il eut 55 ans. Il quitta ce monde périssable pour aller dans un monde éternel avec un bon renom le dimanche 4^e jour de Tamouz et fut enterré le lundi 5^e jour de Tamouz 5569 (1809).

26. Ici repose une femme estimée *Klerche (Claire) épouse de Læb Baruc Schweich de Trier (Trèves)* qui quitta ce monde (le jeudi?) jouissant d'une bonne renommée et fut enterrée le vendredi 4^e jour d'Yar 5565 (1805).

27. Ici repose la femme vaillante qui pratiqua la charité ordonnée par Dieu ; elle enseigna à ses fils la voie suivie par les ancêtres ; elle était d'une famille d'hommes pieux, elle était pieuse et droite *Séphora Reiz, fille de l'homme renommé qui honora la Loi, secourait les pauvres, l'administrateur Nephtali Hirz de Zillisheim, femme du savant Mayer*

¹ Jeu de mots sur le nom *Ouri* qui signifie *or, lumière*.

Mutzig qui était complet dans ses vertus et ses qualités. (Que Dieu le protège). Elle mourut en bon renom le samedi 2^e jour d'Adar et elle fut enterrée avec honneur le dimanche dans l'année où nous croyons que Dieu ressuscite les morts.

28. Ici repose une femme vaillante (comme ?) *Deborah Yata femme de Méir*... morte et enterrée jeudi 19 Kislev, 5569 (1809).

29. Ici repose l'homme droit et généreux *Jacob Zeëb, fils de Mardochée Francfort* qui mourut et fut enterré en bon renom le vendredi 3 Schebat 5569 (1809) à Paris.

(Ici Re)pose¹...

30.... Une femme vertueuse pour son mari ; son honneur était sa maison et son intérieur ; elle n'eut pas le bonheur d'avoir des fils pour leur enseigner le chemin de la Loi, cette femme chaste, pieuse, dont le nom, grâce à ses vertus, fut plus brillant que l'or et la richesse, *Yachet*², *femme de Jacob* ; elle mourut la nuit de samedi et fut enterrée le dimanche, 9^e jour du mois de Tebeth...

43. Ici repose une femme estimée et chaste, *Miriam, épouse de Jacob Segal de Iungholtz* (Haut-Rhin). Elle mourut jouissant d'une bonne renommée le 2^e jour de Soukoth et fut enterrée le dimanche, 2^e jour de la demi-fête 5565 (1804).

32. Ici repose une femme estimée et chaste *Katena, épouse de Nathan Grünstadt* ; elle mourut jouissant d'une bonne renommée le jeudi et fut enterrée le vendredi 27^e jour du mois de Mar-Heswan 5563 (1802).

¹ Ceci est en français. Le reste de la pierre est brisé. C'est la seule tombe où il y ait trace d'une inscription en langue française.

² Paraît être une altération de *Yoktebet, Jocabet*.

33. Ici repose une femme estimée et chaste. Toute sa vie elle suivit le chemin de la droiture, *Léa épouse de Lœb Zillisheim*. Elle mourut et fut enterrée jouissant d'une bonne renommée le dimanche 9^e jour du mois d'Yar 5563 (1803).
34. Ici repose le Parnasse et *Manhig*¹ et administrateur de la Communauté de Paris le Pieux *Jekel* (Jacques) *fils du saint* [martyr?] *Aron Segal Goldschmidt d'Amsterdam*. Il mourut jouissant d'une bonne renommée le lundi et fut enterré le mardi, 16^e jour du mois des Consolations (ab) 5564. (1804).
35. Ici repose *Rabbi Haïm fils de Nephtali de Mutzig*. Il mourut et fut enterré jouissant d'une bonne renommée le mardi 28^e jour de Kislew 5564 (1800).
36. Ici repose une femme estimée et chaste. Toute sa vie elle suivit le chemin de la droiture, *Edel épouse de Feisz d'Ettendorf*. Elle mourut et fut enterrée le jeudi 18^e jour du mois de Schebat 5562 (1802).
37. Ici repose un homme droit et sincère *Abraham Eisak dit Isaac de Lichdingen*². Il mourut jouissant d'une bonne renommée le lundi et fut enterré le mardi 28^e jour du mois de Kislew 5568 (1807).
38. Ici repose une femme estimée et chaste ; toute sa vie elle suivit le chemin de la droiture *Reizche épouse de Gumpel Dürmenach*. Elle mourut et fut enterrée, jouissant d'une bonne renommée, le dimanche 15 du mois de Sivan 5563 (1803).
39. Ici repose celle qui fut une femme vertueuse, estimée ; toute sa vie elle suivit le chemin de la droiture, *Edel épouse de Zalman de Hersingen*. Elle mourut

¹ *Manhig* signifie organisateur, surveillant.

² Est-ce Lühtringen, en Prusse ?

le dimanche et fut enterrée jouissant d'une bonne renommée le lundi 24^e jour du mois d'Yar 5566 (1806).

40. Ici repose une femme vertueuse *Dina Schönche*, épouse de *Læb Nidervillere* (? Lorraine). Elle mourut le samedi et fut enterrée jouissant d'une bonne renommée le dimanche veille du... Yar 5565 (1805).
41. Ici repose un homme pieux et intègre. Toutes ses actions étaient sincères; il répandit des aumônes abondantes et prompt comme un cerf¹ pour accomplir les ordres de son créateur, *Zevi*, fils de *Gabriel Arié de Mayence*. Il mourut le mardi soir et fut enterré le mercredi 25^e jour de Sivan 5567 (1807).
42. Ici repose la chaste jeune fille, toute belle et pieuse dans ses bonnes actions, *Milka fille du riche et généreux Isaac dit Eisak Durmenach*. Elle mourut jouissant d'une bonne renommée, le samedi et fut enterrée le dimanche 5^e jour de Kislew 5568 (1808):
43. Ici repose l'enfant *Mathatias fils de Nathan de Wilferdingen* (Bade). Il mourut le Kippour et fut enterré le lendemain le mardi 11 Tischri 5567 (1806).
44. Ici repose l'enfant *David fils de Nathan de Wilferdingen*. Il mourut et fut enterré le vendredi 2 du mois de Heswan 5506 (1805).
45. Ici repose un homme droit, le pieux *Wolf*, fils du Chef et du Président *Isaac* dit *Eisak Arschel*² de Nancy. Il quitta ce monde jouissant d'une bonne renommée le jeudi et fut enterré le vendredi le 10 du mois de Kislew 5564 (1800).

¹ Il y a là un jeu de mots avec le nom propre qui suit, Zevi.

² *Amschel*, probablement.

46. Ici repose une femme estimée et chaste. Toute sa vie elle suivit le chemin de la droiture, *Goutrat femme de Anschel Carlsruhe*. Elle mourut et fut enterrée le mardi 24 Adar 5560 (1800).
47. Ici repose un homme intègre qui suivit le chemin des hommes de bien, *Jozpa dit Joseph fils de Joseph Cohen de Metz*. Il quitta ce monde le mardi 12^e jour du mois de Kislew 5560 (1799).
48. Ici repose le président et le chef de la province de Lorraine, *Israel Samuel fils de Salomon dit Zalaman Alcan de Nancy*. Il mourut le samedi de la Néoménie d'Ab et fut enterré le dimanche 2^o jour d'Ab 5561 (1801).
49. Ici repose le vieillard *Ascher fils d'Isaac de Bonn*. Il mourut et fut enterré le vendredi 28 du mois de Tischri 5567 (1806), jouissant d'une bonne renommée.
50. ¹ Ici repose un homme; nuls furent ses péchés; il ne s'occupait que d'œuvres du Ciel... avec foi... fils de *Feiss* de la ville de..... femme... de *Hersingen*. Elle mourut jouissant d'une bonne renommée le vendredi et fut enterrée le dimanche, 2^o jour de la Néoménie de Tebeth 5566 (1806).
51. Ici repose un homme droit. Toute sa vie il suivit le chemin de la vertu, *Isaïe fils de Benjamin de Heinsforth*². Il quitta ce monde le 1^{er} jour de Pessah 5560 (1800).
52. Ici repose la femme estimée et chaste *Sarä Hanah épouse de Zanvil de Hedernès (?)*; elle mourut

¹ Cette pierre tombale est formée de deux pierres différentes brisées, et qui ont été induement scellées l'une à l'autre.

² Ce nom d'origine est incertain.

et fut enterrée jouissant d'une bonne renommée le jeudi 23 Tischri 5567 (1806).

53. C'est une cause de pleurs. Sous cette pierre sont couchées deux branches d'olivier coupées dans la fleur de leurs jours et de leurs années. Les jeunes enfants, jeune couvée, aimés et agréables, un même amour les unissait sur terre et la mort ne les a pas séparés. Le jeune *Nephtali, fils de Yeislé Hirsch Mutzig*. Il mourut le samedi et fut enterré le dimanche 25 Tamouz, et peu de temps après sa sœur *Beilche, fille de Yeislé Hirsch Mutzig* quitta ce monde pour demeurer à l'ombre de l'Eden avec son frère. Elle mourut le mardi et fut enterrée le mercredi, le 20 du mois des Consolations (ab) 5559 (1799).

54. Ici repose une femme digne et estimée. Les actions justes constituent son trésor, la crainte de Dieu sa force. Elle fut un soutien pour les nécessiteux et un secours pour le pauvre. Peu nombreux furent ses jours, mais nombreuses ses bonnes œuvres, *Blümele, femme de Mendel Cargau* (= Cragau = Cracovie); elle mourut et fut enterrée le 19 Tamouz 5565 (1805).

55. Ici repose un homme juste et humble, un prince de la Loi, une source de science. Sa renommée et son éclat se répandirent dans toutes les provinces. Son nom lui convint et lui-même fut digne de son nom. A peine âgé de trente-sept ans, il était une lumière dans les sciences talmudiques, *Joseph Ouri Schraga dit Feiss, fils du défunt Cevi d'Eydtkuhnen* et gendre de Gaon le très-pieux et divin Cabaliste le défunt *Wolf Berl*, qui fut appelé au ciel âgé et rassasié de jours, le 2^e jour de la fête de Schebouoth dans l'année où le souvenir du juste est béni (5565-1805).

56. Ici repose un homme qui atteignit une heureuse vieillesse. Il faisait ses délices de la Loi de Dieu et son nom était célèbre parmi les peuples : le pieux *Arié* dit *Loeb*, fils de feu *Zacharie de Pozna* (Posen). Il mourut et fut enterré le mardi, le 15 Yar de l'année où la Justice marcha devant lui et où la gloire divine l'accueillit (1810).
57. Ici repose la femme forte *Rachel Keilche* épouse de *Hayim Azulaï*. Elle mourut jouissant d'une bonne renommée le dimanche 29 Nissan 5565 (1805).
58. Ici repose la femme de haute situation, la mère en couches, *Hanna* épouse de *Mendle Zillisheim*, qui mourut jouissant d'une bonne renommée le mardi 26 Yar 5564 (1804).
59. Ici repose une femme vertueuse. Elle pratiqua la charité comme *Abigaïl*; elle observa les Commandements de Dieu; elle fut une femme estimée *Rebecca Zephora Zartel*, épouse de *Méir Oppenheim*. Elle mourut le mardi et fut enterrée le mercredi 19 Yar 5563 (1803).
60. A Benjamin il dit : le Bien aimé de Dieu demeure.
— Ici repose un homme pieux et intègre. Il pratiqua les Commandements de Dieu en vérité; il porta la Couronne de la Loi et celle de la Prétrise, *Benjamin* fils d'*Eliezer* dit *Libermann Cohen*, juge de la Communauté de Metz. Il mourut et fut enterré la veille de la Néménie de Nissan 5564 (1804).
61. Ici repose la femme vertueuse Elle femme de *Simon Cohen* qui mourut et fut enterrée, jouissant d'une bonne renommée le jeudi 25 Kislew 5565 (1804).
62. Ici repose une femme estimée et chaste, une femme forte comme notre mère, *Lea* épouse de *Leime Bischa* (Bishheim). Elle mourut le samedi soir et

fut enterrée, jouissant d'une bonne renommée, le dimanche 18 Adar 5565 (1805).

63. (C'est pourquoi) mes yeux se remplissent de larmes..... Un homme sage, intelligent, traducteur et philosophe, renommé en son temps, fier des œuvres de sa main et dont la lumière brillera toujours, *Isaï Dob, fils du défunt Moïse Hajim de Metz*. Il mourut jouissant d'une bonne renommée le dimanche et fut enterré dans *la terre des vivants* le lundi 25 Tamouz dans l'année : *Quel est le mortel que la mort n'atteint pas?* (1805).
64. Ici repose un homme dont les péchés furent peu nombreux. Il accomplit toujours avec sincérité l'œuvre de Dieu, le célèbre et l'illustre *Abraham, fils d'Elchanan de Reichenberg*. Il mourut le mardi 2^e jour de Soukoth et fut enterré le mercredi 4^{er} jour de la demi-fête de Soukoth en l'an...
65. Ici repose un vieillard pieux et juste qui s'occupait de son travail de boulangerie avec droiture, le pieux *Aron Moïse fils de Berl de Berlin*, d'une famille de justes. Il mourut le mardi, veille de la Néoménie, et fut enterré le mercredi, jour de la Néoménie de Tamouz dans l'année où ses jours approchaient de leur déclin (1802).
66. Ici repose un homme pieux et sincère *Akiba fils de Jacob Moïse Trani de Metz*. Il mourut jouissant d'une bonne renommée le dimanche et fut enterré le lundi 16 Sivan 5565 (1805).
67. Ici repose une femme vertueuse et chaste *Frathe épouse du défunt Israel Polak Kohen*. Elle mourut et fut enterrée jouissant d'une bonne renommée le vendredi 27 Sivan 5566 (1806).
68. Ici repose un homme dont les péchés furent peu nombreux et les actions justes et intègres, *Abraham*

*fil*s d'*Alexandre Cohen*. Il mourut jouissant d'une bonne renommée le jeudi et fut enterré le vendredi...

69. Ici repose un homme pieux et juste s'étant occupé toute sa vie de ses affaires avec probité, toujours prêt à accomplir la volonté de son créateur, distribuant de sa fortune aux pauvres et ayant pendant 22 ans donné ses soins à la synagogue selon les règlements des docteurs, *Eliezer* dit *Lipman*, *fil*s de *Nahhan d'Aschafembourg* (?). Il mourut la nuit du 7^e jour de Pesach et fut enterré le 8^e jour de Pesach en l'an...

70. Ici repose la jeune fille chaste et pieuse *Miriam fille de Séligmann Rosheim* ; elle mourut et fut enterrée le vendredi, veille de la Néoménié d'Adar 5561 (1801).

71. Ici repose une femme forte. Elle pratiqua la charité comme Abigaïl, elle fut chaste comme Déborah ; étaient ses actions agréables ; fille de roi honorée, elle aima son intérieur ; elle marcha toute sa vie dans le chemin de la droiture ; elle observa les préceptes de Dieu, la femme estimée *Yentele*, épouse de feu *Loeb Hersingen* (que son souvenir soit béni!).

72. Ici repose la femme estimée *Reizele* (Rose), *fil*le de feu *Yokel* (diminutif de Jacques, Jacob) *du pays de Wi...*, morte et enterrée le mercredi 18 Tebeth 55... (17...).

73. ... qui fut intègre, *Wolf fil*s de feu *Moïse* ; mort... et alla au ciel le mercredi 24 Yar 5555 (1795).

74. Ici repose un homme juste et fidèle *Josef*, *fil*s de *Menahem* dit (Men)dlê,...

75. Ici repose un homme juste et estimé *Samuel fil*s de *Josef* dit *Josel*...

Pièce n° 7.

Premières pierres sépulcrales au cimetière du Père-La-Chaise.

Un ouvrage, publié en 1821¹, a consacré quelques pages aux tombes israélites placées dans ce cimetière, et a cité plusieurs épitaphes. Comme c'est là le seul document que nous ayons relativement au Père-La-Chaise à cette époque, nous croyons utile de les reproduire ici.

« Des tombes debout, placées à la tête de chaque sépulcre, indiquent quels morts elles renferment..... La partie supérieure de ces tables est gravée en caractères hébraïques ; au-dessous est une inscription en français. Nous avons remarqué entre elles ces épitaphes :

1. Ici repose le corps de l'aimable et bonne *Rose, fille de Jacob Bernard*, aimée et chérie de tous ses parents, décédée le 19 mars 1817, âgée de onze ans.
2. Ci-git *Mayer Simon, né à Bruxelles*, décédé à Paris le 17 mars 1821, âgé de soixante-quinze ans. Il fut bon fils, bon frère, ami sincère et désintéressé, bienfaiteur des malheureux avec lesquels il partageait sa fortune. Ce monument élevé par *Marianne Simon*, sa sœur, et *H. Beck*, son élève et meilleur ami, est un témoignage de leur reconnaissance.

¹ *Vues pittoresques, historiques et morales du cimetière du Père La Chaise*, représentant ses aspects, ses sites et quatre cents tombeaux, etc., etc., dessinées, d'après nature, par MM. Vigneron et Duplat, et gravées à l'aqua tinta par M. Jazet... par F.-M.-M. de Beaumont. Paris, chez l'auteur, 1821, in-8°. (A la Biblioth. nat., Lk7 7737.)

3. Ici repose la belle et bonne *Sara Salom, née Petit, native de Bordeaux*, décédée à Paris, le 8 décembre 1820, âgée de 64 ans. — O toi ! la meilleure des mères ! Combien ta perte nous est cruelle ! Tout le bonheur que nous avons a cessé puisque nous te perdons. Jamais on ne connut de mère plus tendre. — Par son mari, ses fils et sa fille Désirée. Infortunés, priez pour celle qui en fut l'appui. Pour ceux qui ont su apprécier toutes les qualités de son cœur et les bonnes œuvres qu'elle n'a cessé de faire durant toute sa vie, jamais ses enfants ne se consolèrent de sa mort.
4. Ici repose *Abraham Rodriguez Henriquez, né à Bordeaux*, le 29 janvier 1802, décédé à Paris, le 24 juin 1820. Il était l'honneur et l'espoir de sa famille qui le pleurera toujours ; il en serait devenu l'appui, mais par un cruel et fatal événement la mort l'a frappé à dix-huit ans. Priez pour lui.
5. Ici repose *Simon Manuel, né en Hollande*, décédé à Paris, le 13 août 1818, âgé de 97 ans. Il est vivement regretté de son épouse, de ses enfants et de tous ceux qui le connaissaient. Passants, priez Dieu pour le repos de son âme.

Sur deux bornes antiques accolées, on lit :

6. Ici reposent *Guitour Lévy*, décédée le 19 août 1814, âgée de 45 ans ; *Raphaël Labis*, décédé le 20 août 1814, âgé de 51 ans. Ces deux époux tendrement aimés sont regrettés par les enfants qu'ils ont laissés et par toute leur famille.
7. Ci-git *Lia Lévy, femme Salvas*, décédée le 8 avril 1821, âgée de 47 ans. Son nom est son éloge. A l'amour maternel et conjugal.

« Bientôt un double sarcophage de marbre

» blanc fixa mon attention par sa beauté, résultat d'une imposante masse réunie à une noble simplicité non dépourvue d'élégance. — Sur la droite de la pierre qui le recouvre, on lit :

8. Ici repose le Corps de *Messire Liefman Calmer*¹, né à Aurich en Oost-Frise, et naturalisé Français, vidame d'Amiens, seigneur de Vignacourt et autres lieux, décédé à Paris le 7 décembre mil sept cent quatre-vingt-quatre, âgé de 73 ans².

Sur la gauche :

Ici repose *Dame Rachel Moïses Isaakcs, veuve de Liefman Calmer*, née en Hollande en 1721, décédée à Paris le 25 décembre 1817.

« Près du mur Nord-Est du cimetière s'élève vers sa partie gauche une petite pyramide quadrangulaire en pierre surmontée d'un vase cinéraire. Deux de ses faces sont chargées d'inscriptions en langue hébraïque. Sur l'une des autres, on lit :

9. Ici repose le *Grand Rabbin David Sintzheim*, ancien chef du Grand Sanhedrin, Président du Consistoire Central des Israélites de l'Empire, décédé le 7 du mois de Kislew, l'an 5573 de la création (novembre 1812).

« Au bas sont gravés des rayons de bibliothèque chargés de livres. Sur la face tournée vers le Nord est cette inscription : Pleurons l'interprète fidèle de la Loi divine, le soutien

¹ L'existence de ce sarcophage a déjà été signalée par M. Isidore Loeb, dans l'*Annuaire des Archives israélites* pour l'an 5646 (1885-1886), page 36 : *Un baron juif français au XVIII^e siècle*.

² « Son corps fut transporté dans ce lieu d'un ancien cimetière possédé par les Juifs à la Villette » (*L'observateur du cimetière du Père La Chaise en 1822*).

» de la foi, le prince des Docteurs, le luminaire
 » d'Israël et son ornement. — En nous quittant
 » plein de jours, sa mort causa les regrets d'une
 » fin prématurée; le souvenir de sa piété et de
 » ses ouvrages portera son nom à la postérité la
 » plus reculée ¹. »

10. Ici repose le corps de *Charlotte Briller, épouse de M. B. L. Fould*, décédée en sa maison rue Bergère, n° 10, à l'âge de 52 ans.

11. Ici repose *Miriane Lopez Henriquez de Saa*, décédée le 1^{er} mai 1840, dans la 29^e année de son âge. Elle fut bonne épouse, mère tendre, amie estimable et sincère; son époux, ses enfants, ses amis ne se consoleront jamais de l'avoir perdue. *You that ever lost angel pity me* (vous que j'ai perdue à jamais, ange! ayez pitié de moi).

12. Ici repose *Isaac Lopez Henriquez de Saa, né à Bordeaux*, décédé le 29 novembre 1842, dans la soixantième année de son âge. Il ne put se consoler de la perte d'une épouse qu'il adorait et sa mort suivit de près celle de son amie: deux jeunes orphelins dont il était le meilleur des pères; un parent dont il a guidé les premiers pas dans le sentier des vertus qu'il pratiquait; des amis qu'il affectionnait, et les malheureux dont il était l'appui viennent inonder de leurs

¹ L'auteur fait suivre cette épitaphe de quelques détails biographiques: « Dès sa jeunesse, David Sintzheim se consacra aux études théologiques de la religion. Le pieux Cerf Berr, de Strasbourg, témoin de son ardeur, lui accorda sa protection, l'aida de sa bourse, lui procura les moyens de suivre la carrière rabbinique, lui forma une collection précieuse de livres hébreux et lui donna sa sœur en mariage... »

» Il ne fut pas seulement pleuré dans sa tombe par les bons Israélites, les Rabbins ne firent pas seuls son oraison funèbre. M. Marcou, président du Consistoire du culte protestant, y prononça son éloge. »

pleurs sa tombe solitaire. Imitez-les, vous qui portez un cœur sensible. — Son souvenir ne s'effacera pas tant que la reconnaissance subsistera sur la terre.

13. Ci-git *Moïse Silveyra*, décédé à l'âge de 83 ans, le 10 octobre 1814. Sa mort douce et tranquille et le souvenir qu'il laisse sont la récompense de la vertu de sa vie. Passants, respectez cette pierre, elle couvre la cendre d'un homme de bien. Si tu as aimé ton père bien tendrement, juge de nos pleurs.

14. Ici repose *Abraham Diaz Carvalho*, né à Gibraltar, le 26 août 1796, fils de feu *David Diaz Carvalho* et de *Reina Cohen*, décédé le 5 février 1814. Il fut le fils le plus dévoué, le plus tendre des frères; sa perte laisse dans la désolation et la douleur éternelle des parents qui l'adoraient. Ses douces vertus et sa rare piété lui assurent à jamais les béatitudes éternelles. Sa mère et son frère aîné lui survivant lui firent élever ce tombeau, le 25 décembre 1814.

Le même auteur publia en 1822¹, une seconde revue des tombeaux au cimetière du Père-La-Chaise. Voici ce qu'il dit pour ce qui concerne les Israélites² :

« Au pied de modestes pierres sépulcrales gisent *Mayer Simon*, qui sut faire chérir sa mémoire en parta-

¹ *L'observateur du cimetière du Père La Chaise en 1822* (2^e édition du *Conducteur*), augmentée d'une revue de 250 nouveaux tombeaux, par F.-M. Marchant de Beaumont. Paris, chez l'auteur, 1822 (2 vol. in-18 dont un atlas). A la Bibl. nat., Lk7 7738.

² Page 430.

geant sa fortune avec les indigens ; *Salomon Moline*, portugais opulent, et quelques membres de la *famille Alkan*, dont on vante les vertus sociales. Sous un monument de la plus élégante structure, repose *Madame Schmolle*¹, épouse d'un membre laïc du Consistoire Israélite ; tandis qu'une simple pierre tumulaire de marbre recouvre les restes de *Mademoiselle Fould*, digne héritière des vertus et de la bienfaisance de sa respectable mère ».

Enfin dans un supplément qui figure dans le même volume et où sont indiqués les tombeaux érigés du 1^{er} septembre 1822 au 1^{er} août 1824, l'auteur ajoute (page 502) :

« Dans l'enceinte particulière des Israélites, le *fil*s de *M. Calmer* fut réuni à ses pères ; la fortune de *Mesdames Worms de Romilly et Javal* n'a pu les préserver du trépas ; les livres sacrés ont dû longtemps apprendre au *Rabbin Nathan Berr* à se préparer à mourir. *Jacob Mayer Freind* a tenté de s'en rendre le passage moins terrible en répandant des aumônes abondantes. Les parents de *Mademoiselle Silveyra* ont essayé de la faire remarquer en lui faisant tendre, de son tombeau, la main à son père qui lui donne un semblable gage d'amitié. »

¹ C'est *Schmoll* et non *Schmolle*.

Pièce n° 8.

Liste des premiers souscripteurs au Comité de bienfaisance.

Messieurs	Livres.		
Worms de Romilly.....	500	Michel Lévy, boucher.....	36
Rodrigues et Patto.....	200	Mayer Dantzick frères.....	36
Seligman (Michel), rabbin..	30	Sasportas.....	60
De Oliveira.....	150	Spire, tailleur.....	30
Isaac Simon.....	150	Mezès.....	30
Levy Alvarès.....	60	Lattad.....	30
Baruch Weill.....	100	Crémieu neveu.....	30
Goudchaux Halphen.....	100	Isaac Treifous.....	30
Lyon Abraham.....	120	Oulman.....	36
Moyse Schoubach.....	72	Lambert fils.....	36
Rodrigues fils.....	50	Trénel (M.-G.).....	30
Levy Guntzberger.....	40	Emmanuel Ducas.....	48
Michel Abraham.....	75	Manus Polack.....	100
Jacob Lazard.....	250	Paul Manus Polack.....	72
Aaron Schmoll.....	150	J.-B. Daniel Polack.....	64
J.-M. Freind.....	48	Sébastien Gins.....	64
Abraham Cologna.....	30	J. Déron.....	36
Salomon Halphen.....	240	Lopès.....	150
Guerçon Mardochee.....	50	J. Lecerf.....	36
Baruch Cerf Berr.....	100	Benjamin Ducas.....	40
Théodore Cerf Berr.....	100	J. Allemand Schlesinger...	50
Hippolyte Wittersheim.....	100	S. M. Oppenheim.....	60
Joseph Mayer Dalmbert....	30	Tobias Koën.....	30
Jacques Daugny.....	60	Berthe.....	18
Hesse.....	36	Lévy de Versailles.....	36
Simon Neustadt.....	30	Hyman Lyon.....	30
Lyon Abraham père.....	60	Zacharie.....	48
Jacob J. Bernard.....	60	Veuve Salomon.....	18
Mayer Lazard Dalmbert....	72	S. Alkan fils.....	30
Isaac Simon fils.....	60	Théod. Picart de Strasbourg	50
Siméon Simon.....	48	Philippe Lyon Lindos.....	30
Lion Lan.....	150	Maurice.....	30
Nathan Polonais.....	36	Goudchaux Mayer Cahen ..	36
J.-M. Hatzfeld.....	150	Jacob Mayer.....	48
Jacob Manheim, boucher...	30	Bernard d'Alsace.....	30
David Isaac Romansweiler..	36	Veuve Simon Berthe.....	18
		Veuve Jonas.....	30

Alexandre Dreyfus	36	Feis Cahen.....	18
Salomon Picard	18	David Worms.....	18
Edouard Halphen.....	36	Salomon Roulingen	30
Salomon Schmolle.....	18	Lyon, graveur	18
Marx Mayer.....	36	Moïse Bernard	30
Weil Lipmann.....	36	Mayer Manassé	18
Mayer Bing	72	Veuve Ravel.....	30
Schmith	18	J. Brandon.....	60
Dreyfus.....	18	S. Ravel.....	50
Cerf Heller.....	18	Lallemand, médecin.....	36
Isaac Levy	36	Alkan.....	18
David Wolff.....	18	Mardochée (Béréche)	50
Jacob Cliver.....	36	Philippe	48
Gumpel Brunswieg	18	Singer.....	36
Abraham Wallerstein.....	30	Simon, graveur.....	50
Simon Cahen Metzger.....	18	Raphael Lévy.....	18
Lazard Michel	18	Berr Polack	18
Lazard Dreyfus	18	Pidion Hayem	18
Jaffa	30	Lyon Samson.....	18
Nathan Cahen	18	Baruch Elie	30
Léopold.....	30	Joseph Dijon	30
Mayer Cahen.....	24	B.-L. Fould.....	200
J. Joseph.....	30	Wolf Hirsch	30
Lazard Marcus.....	60	Louis Lévy.....	18
M. Picard Mayer.....	30	J.-L. May.....	60
Harchel Lévy.....	18	Prague	30
Salomon Bernard d'Alsace..	20	Simon Isaac.	18
Lipman Lyon.....	30	Moyse Brune	18
Ansel Levy	30	S. Seligmann.....	18
Michel Salomon.....	30	Samson Lyon Gaffré	18
Elie Cahen.....	18	Veuve Lipman.....	30
Joseph Moyse, boucher	30	Lipman A. Sauphar.....	18
Simon, graveur l'aîné.....	100	Mayer Rouffe.....	18
Isaac Kürlander.....	24	Kalman Schweich	30
Lehman Nettle, boulanger..	18	Lazard Michel	30
Jacob Cohen.....	18	Marcus Moscò.....	30
Mayer Lyon.....	18	Albert Joseph.....	18
Cerf Weill.....	30	Abraham Lévy (Stumpfnase)	30
Nathan Fould.....	18	Goudcheaux Lyon	18
Löb Niderwissen	18	Hirsch Polack.....	18
A. Sriber.....	30	Dreyfous.....	30
Lazard Polonais.....	30	Moïse Rakover.....	30
Isaac Cousel.....	36	Koppel Bayerstoff.....	18
Abraham Franc	30	M ^{me} veuve Francfort.....	18
Simon Cahen	18	Bernard Philibert	36

Jacob Berr Bloch.....	18	Marim.....	18
Veuve Henry.....	18	Mardochée Hayem.....	18
Berr, boulanger.....	18	Louis Cahen.....	18
Salomon Lévy.....	18	Isaac.....	18
Cerf Bodenheim.....	18	I ésilé.....	18
J.-M. Oppenheim.....	30	Gothschalk.....	18
Lyon.....	40	Sachet.....	18
Salvador Ravel.....	30	Salomon.....	18
Veuve Joseph, baigneuse...	18	Mayer de Soissons.....	18
M ^{me} Lefebvre La Chauvière	18	Alkan Halimbourg.....	30
L. Brunswick.....	30	Prague.....	30
Moyse Mosbach.....	18	N. Laurier.....	20
J. Nathan.....	18	J.-A. Azur.....	30
Jacob Jacob.....	30	Lambert Léon.....	30
Maurice Lang.....	18	Charles Daugny.....	48
Samuel Nathan.....	18	L. Wolff Lévy.....	30
Hayman Jean.....	18	Simon Mendel Polack.....	30
Nohémie Lipman.....	18	Gabriel Cerf.....	18
Daniel Hauser.....	18	Charles Maas.....	18
Isaac Franc.....	18	Emm. Deutz, Grand Rabbin	30
Samson Franc.....	18	Charles Goudchaux.....	30
Henry Carben.....	18	S. Mayer Dalmbert.....	110
Sachet.....	18	Pauline Alcan.....	30
Garçon Weil.....	18	Mayer Cassel.....	30
Abraham Moyse.....	18	Veuve Alcan.....	18
Joseph, tailleur.....	18	Abraham Marx.....	18
Aron.....	18	Meyer Calmer.....	36
Goudcheaux Vrom.....	18		

La plupart de ces souscripteurs étaient engagés pour trois ans, le Comité chercha à leur faire renouveler leurs cotisations en 1812. Une partie des feuillets contenant de nouveaux engagements est égarée. Parmi ceux qui ne figurent pas sur la première liste, sont : Joseph Hinstin, E. Simon (rue Grenier-Saint-Lazare), J. Brandon, Simon Emanuel, veuve Ravel, Emmanuel et Jacob Versaille, Singer, Moses Vieyra, Cerf Polak, Samuel Gaffré, Hongrois, Isaac Coupel, J. et J. Silveyra frères.

L'engagement de chaque souscripteur était écrit de la main du contribuant et conçu ainsi : « Bon pour..... livres par an ; engagé pour trois années. »

Pièce n° 9.

COMITÉ DE BIENFAISANCE

ET *ad hoc*

POUR LES VIEILLARDS, LES VEUVES ET LES ORPHELINS PAUVRES, ETC.

ETAT NOMINATIF des personnes qui ont souscrit une aumône volontaire et applicable aux vieillards, aux orphelins et aux veuves pauvres de la nation israélite à Paris.

NOMS ET PRÉNOMS DES SOUSCRIPTEURS.	DEMEURES.	PAR MOIS.
Mesdames Altara	50, quai de la Mégisserie.	2 fr. »
Alexandre	5, place des Victoires.	
Alkan	Rue de l'Homme-Armé.	2 »
Albert	41, rue Meslay.	» 50
Artoch	114, rue Saint-Martin.	» 50
Aaron Polonais	32, rue Beaubourg.	» 20
Abraham	18, rue des Ménétriers.	» 20
Alvarès Lévy	68, rue Saint-André-des-Arcs.	1 05
Allégri (veuve)	6, rue du Plâtre-Saint-Avoye.	1 25
Bernard	Rue Saint-André-des-Arcs.	2 »
Behelle-Neymann . . .	43, rue Beaubourg.	» »
Blum	15, rue Quincampoix.	1 »
Baruch Weill	6, rue Boucherat.	1 »
Benjamin	44, rue Saint-Victor.	1 »
Bamberger	10, rue Grenier-Saint-Lazare.	1 »
Beaucaire	15, rue Grenier-Saint-Lazare.	» 50
Brunswick	47, rue Sainte-Avoie.	» 60
Bernard	11, rue Philippeaux.	» 50
Block	8, rue des Ménétriers.	» 40
Bing-Michel	15, rue Grenier-Saint-Lazare.	» 25
Brandon	Rue Saint-André-des-Arcs.	» 20
Beer-Polack	15, rue Bardubec.	1 fr. p. 3 mois.
Bernard	34, rue Beaubourg.	» 40

NOMS ET PRÉNOMS DES SOUSCRIPTEURS.	DEMEURES.	PAR MOIS.
Bernard (Salomon) . . .	61, rue Quincampoix.	» fr. 50
Bernard (veuve)	15, rue Grenier-Saint-Lazare.	» 20
Bernard	1, rue des Blancs-Manteaux.	1 fr. p. 3 mois.
Brandon	1, rue Pavée.	
Bing (Isaac)	17, rue des Quatre-Fils.	» 40
Cerf-Weill (Simon) . .	14, rue Geoffroy-Langevin.	» 80
Crémieux-Menahem (v)	9, rue des Poitevins.	» 25
Cavaillon	15, rue Montmartre.	1 »
Cerf Berr	32, rue de Bondy.	1 50
Charles Maas	37, rue Grenier-Saint-Lazare.	1 »
Carcassonne	39, rue Saint-Merri.	» 75
Cohen (Simon)	14, rue Geoffroy-Langevin.	» 40
Créange	28, rue Ste-Croix de la Bretonnerie.	2 fr. p. 3 mois.
Cologna (Abraham) . .	5, id. id.	» 40
Cerf-Houlmann	39, rue Saint-Merry.	» 50
Cerf-Lyon	13, rue Geoffroy-Langevin.	» 40
Dalmbert (Emmanuel) .	19, rue Portefoin.	2 »
Dalmbert (Simon)	25, rue Boucherat.	2 »
Ducas (Emmanuel) . . .	1, rue Chapon.	» 60
Daugny, jeune	6, place des Victoires.	1 »
De Oliveira	180, rue Montmartre.	3 fr. p. 3 mois.
David	17, rue des Quatre-Fils.	» 50
Dorville	14, rue de la Marche.	1 fr. p. 3 mois.
Dacosta	13, rue Pavée-Saint-André.	» 20
Dacosta	13, rue du Battoir.	» 20
David	20, rue Geoffroy-Langevin.	» 25
Ensting (Hinstin?) Jos.	11, rue Sainte-Avoie.	» 80
Fould (Berr Lyon) . . .	10, rue Bergère. <i>En 2 fois</i>	30 »
Fould	32, rue Beaubourg.	» 40
Fribourg	11, rue Saint-Merri.	» 75
Franck-Godchaux	Rue Beaubourg.	» 30
Guerçon	17, rue des Quatre-Fils.	» 60
Gaffré	34, rue Beaubourg.	» 25
Gaffré	8, rue Geoffroy-Langevin.	1 fr. p. 3 mois.
Geins	3, id.	» 50

NOMS ET PRÉNOMS DES SOUSCRIPTEURS.	DEMEURES.	PAR MOIS.
Godchau.....	18, rue Sainte-Avoie.	» fr. 50
Godchau-Alfier.....	Rue Michel-Lecomte.	» 50
Halévy (Elie).....	Rue Michel-Lecomte.	» 60
Hayn (Joseph).....	26, r. Geoffroy-Langevin. <i>Reçu</i>	1 40
(H)oppenheim (Jacob).....	16, id.	» 30
Henry.....	6, rue des Vieilles-Etuves.	» 50
Haelfind.....	4, rue de la Feuillade.	2 »
Haelfind jeune.....	18, rue Chabonais.	1 »
Hatzfeld.....	28, rue Grenier-Saint-Lazare.	1 »
(H)oppenheim (S.-M.).....	Rue Saint-Martin.	2 fr. p. 3 mois.
Hesse.....	47, rue Michel-Lecomte.	» 50
(H)oulry-Cohen.....	25, rue Simon-le-Franc.	1 fr. p. 3 mois.
Heller.....	Rue Quincampoix.	» 30
Jaffa.....	19, rue Portefoin.	1 »
Isaac, b.-mère et b.-fille.....	16, rue Grenier-Saint-Lazare.	2 fr. p. 3 mois.
Javal.....	6, rue Tansnonnain.	» 40
Joseph.....	54, rue Sainte-Avoie.	2 fr. p. 3 mois.
Isaac.....	61, rue Saint-Martin.	» 50
Isaac.....	79, id.	» 60
Isaac.....	86, id.	» 25
Joseph.....	15, rue du Temple.	» 30
Isaac.....	14, rue de la Poterie.	» 25
Isaac.....	9, rue Vieille-du-Temple.	» 40
Levy (Abraham).....	17, rue des Quatre-Fils.	» 50
Levy (Moïse).....	6, rue des Vieilles-Étuves.	» 30
Levy (Lazare).....	9, rue Maubuée.	» 20
Lévy.....	53, rue Sainte-Avoie.	» 20
Lyon (les demoiselles).....	1, rue des Blancs-Manteaux.	1 50
Lopès.....	68, rue Saint-André-des-Arcs.	1 »
Lambert-Lyon.....	4, rue Grenier-Saint-Lazare.	1 »
Laure et Euphémie L.....	5, place du Palais-de-Justice.	1 »
Lipmann (Jacob).....	14, rue Maubuée.	» 40
Lipmann (Isaac).....	3, rue des Vieilles-Etuves.	» 50
Lévy (Jacob).....	11, cul-de-sac Berthaut.	» 60
Lévy (Joseph).....	id.	» 75
Lévy (Louis) mère et fille.....	34, rue Sainte-Avoie.	» 60

NOMS ET PRÉNOMS DES SOUSCRIPTEURS.	DEMEURES.	PAR MOIS.
Lévy (Jacob)	7, rue Maubuée.	» fr. 50
Lang (Léon)	Rue Saint-Merri.	1 »
Lange ou Ange	5, rue Vivienne.	1 »
Labady, mère et fille..	43, r. du Four-St-Honoré. <i>Reçu</i>	4 50
Lazard	5, place des Victoires.	2 »
Lyon	32, rue Beaubourg.	» 20
Lyon fils	19, rue Geoffroy-Langevin.	» 50
Lisbonne	121, rue Saint-Martin.	» 50
Lyon-Abraham	4, rue de la Réunion.	» 50
Lyon-Troispieds	125, rue Saint-Martin.	» 25
Levy	30, rue des Blancs-Manteaux.	» 25
Levy	2, cul-de-sac Pecquai.	1 fr. p. 3 mois.
Lyon (veuve)	14, rue Maubuée.	» 20
Lyon	30, rue de Poitou.	» 30
Lyon-Courrier	10, rue des Vieux-Augustins.	1 »
Lyon	24, rue Saint-Honoré.	» 80
Louis	93, rue Quincampoix.	» 50
Lazare	16, rue de Poitou.	» 40
Lazare	10, rue de Vendôme. <i>Reçu</i>	5 »
Levy (Marchand)	Rue Michel-Lecomte.	1 »
Levy (Salomon)	14, rue Maubuée. <i>Reçu en 2 fois</i>	7 »
Lan (Samuel)	17, rue des Quatre-Fils.	» 50
Levy (Salomon)	15, rue du Temple.	» 30
Levy (Samuel)	7, rue Maubuée.	» 60
Molina aîné	34, rue Quincampoix.	1 »
Mardochée	8, rue de la Vrillière.	1 »
Mayer-Bing	56, rue Quincampoix. <i>Reçu</i>	3 »
Mandolfe	16, rue de la Jussienne.	
	<i>Reçu en 2 fois</i>	7 50
Molina-Sbiera (Vieyra)	32, rue de l'Odéon. <i>Reçu</i>	3 »
Moyse la Laitière	13, rue des Poiriers.	» 30
Mayer	11, rue de la Marche.	1 »
Michel	2, rue des Petits-Champs.	» 20
Mosbach	58, rue Sainte-Avoye.	» 20
Martin	14, rue de la Marche.	1 »
Mayer	id.	1 »
Mayer-Cohen	61, rue Saint-Martin.	» 30
Mardochée	17, r. des Fossés-Montm. <i>Reçu</i>	1 »

NOMS ET PRÉNOMS DES SOUSCRIPTEURS.	DEMEURES.	PAR MOIS.
Moyse.....	63, rue Beaubourg.	» fr. 20
Mardochée	Rue Sainte-Avoie.	» 25
Marquis-Bracq.....	55, rue du Temple.	» 30
Mayer.....	85, rue Quincampoix.	» 30
Mayer (Félix).....	15, rue Geoffroy-Langevin.	» 20
Moyse.....	4, rue des Petits-Champs.	» 20
Moyse (Emmanuel)...	20, rue des Blancs-Manteaux.	» 40
Mayer.....	16, rue Grenier-Saint-Lazare.	» 30
Mardochée père.....	150, r. St-Denis. <i>Reçu en 2 fois</i>	7 50
Michel	11, rue Michel-Lecomte.	» 20
Mathilde d'Erfurth...		1 »
Mayer-Picard.....	17, rue Ste-Croix de la Bretonnerie.	» 50
Mayer-Deliack (?) ...	6, rue des Vieilles-Etuves.	» 20
Morange.....	5, rue de Venise.	» 30
Nathan (Moyse).....	27, rue des Blancs-Manteaux.	» 30
Naquet	65, Palais-Royal.	1 »
Neymann	43, rue Beaubourg..	1 »
Neymann	62, id.	1 »
Neymann	47, rue Vieille-du-Temple.	» 50
Polack.....	6, rue d'Anjou.	2 »
Picard.....	15, rue Grenier-Saint-Lazare.	1 »
Philippe	104, rue du Temple.	2 »
Patto	22, rue Saint-Georges.	1 »
Pollonais	8, rue des Bourdonnais.	1 »
Philippe Moyse	11, rue des Petits-Champs.	» 50
Pereire	161, rue Saint-Honoré.	» 50
Picard.....	21, rue Ste-Croix de la Bretonnerie.	» 50
Ravel	10, r. Cimetière-St-André des-Arcs.	1 »
Ravel	4, r. des Fossés M. le Prince.	» 50
Rouff	5, rue de Berry.	» 40
Roussel	47, rue Sainte-Avoïe.	» 40
Raphael.....	60, rue Beaubourg.	» 30
Schoubach	39, rue Ste-Croix de la Bretonnerie.	» 50
Samuel, graveur.....	43, rue de Bretagne.	» 40
Scaramelle (?) aîné...	Rue du Paon.	1 »
Salvador	18, rue Tiquetonne.	1 »

NOMS ET PRÉNOMS DES SOUSCRIPTEURS.	DEMEURES.	PAR MOIS.
Salomon	30, rue Grenier-Saint-Lazare.	» fr. 40
Spire	3, pl. Victoire. <i>Reçu en 2 fois</i>	6 »
Spire (Elie-Vite)	5, cul-de-sac du Paon.	» 50
Simon (Isaac)	18, rue Saint-Merri.	1 »
Simon	32, rue Quincampoix.	1 »
Schmoll (Aron)	58, rue Sainte-Avoye.	1 »
Schmoll (Samuel)	13, rue Geoffroy-Langevin.	» 50
Sazias	32, rue de Seine.	» 20
Schriber	9, rue Saint-Merri.	» 60
Schmoll (Salomon) ...	11, rue des Petits-Champs.	
	<i>Reçu en 2 fois</i>	2 40
Simon-Bas (?)	79, rue Saint-Martin.	» 25
Salomon	34, rue Beaubourg.	» 25
Saint-Paul	9, rue Zacharie.	1 fr. p. 3 mois.
Salomon	5, rue des Petits-Pères.	» 50
Sciama	5, rue Bertin-Poirée	1 »
Salomon	62, rue Beaubourg.	1 fr. p. 3 mois.
Salomon	24, rue Geoffroy-Langevin.	» 25
Sauphar	71, rue Sainte-Avoye.	» 25
Samuel	30, rue Grenier-Saint-Lazare.	» 25
Sylva	6, rue des Rameaux.	» 50
Sasportas	id.	1 »
Salomon	20, rue Geoffroy-Langevin.	
	<i>Reçu en 2 fois</i>	» 90
Simon	9, rue Michel-Lecomte.	» »
Sélina, Théodora et Tranie	244, r. St-Denis. <i>Reçu en 2 fois</i>	9 »
Tréfous (Salomon) ...	6, rue des Vieilles-Etuves.	» 75
Trifous (Lazare)	76, rue Saint-Martin.	1 »
Talchin (?) (Joseph) ..	3, rue des Ménétriers.	» 40
Volf	6, rue d'Angoulême.	1 »
Worms de Romilly ...	44, rue de Bondy.	4 »
Weill	22, rue Bourg-l'Abbé.	» 50
Vivanti	25, rue Saint-Denis.	1 »
Wolff Lévy	20, cul-de-sac Berthaud.	» 50
Weil (Michel)	57, rue du Temple.	» 40
Rodrigue (et Patto) ...	22, rue Saint-Georges.	1 »

Pièce n° 10.

Souscriptions recueillies à la suite de l'appel fait en 1820.

Worms de Romilly.....	500	Wolf Hirsch	30
B. Rodrigues.....	40	E. Mayer Dalmbert.....	60
Salomon Halphen.....	240	Joseph dit Hudin.....	36
Baruch Weill	100	J.-M. Hatzfeld.....	100
Fould	150	Mayer jeune.....	18
Javal frères	300	Cerf	18
Aron Schmoll.....	150	Charles Maas.....	18
Abraham de Cologne, rabbin	20	Z. Worms.....	20
S. Alkan	30	J. Silveyra.....	36
E. Deutz, rabbin	20	Marix Mayer	18
S. Mayer Dalmbert	50	Louis Liepmann et Auguste	
Mayer L. Dalmbert	30	Alexandre.....	40
Isaac Simon.....	50	Bernard l'aîné.....	20
Philippe Simon.....	50	Hippolyte Wittersheim.....	20
S. Mayer.....	48	Bernheim frères	50
J. Déchamin.....	20	Mathias frères.....	50
J. Mayer Freind.....	50	Salvador Ravel.....	18
M.-L. Abraham frères	120	Abraham Alphen	30
Lazard Abraham.....	20	M. Léon.....	18
Lion Abraham	60	M. Lion	18
Hesse.....	40	Isaac.....	18
Lazar Michel	18	M. Seligmann.....	18
Lyon M. Abraham.....	20	H. Cliver fils.....	18
Moyse, boucher	20	E. Zacharie.....	18
Michel Caën.....	18	Veuve Salmon	18
M ^{me} Lefèvre La Chauvière .	40	Neymann	18
C. Oulman.....	40	Veuve Lion.....	18
M.-G. Trenel.....	20	S. Jacob.....	18
Léon Brunschwig.....	20	Lyon Samuel Lyon.....	18
(Illisible), r. Croix-des-Petits-		Wolf Nathan	18
Champs, 53.....	20	J. Aldrophe.....	18
Manus Polack Gins et C ^{ie} ..	25	Goudchaux Halphen	24
Wallerstein.....	60	B. Brunschwicq.....	18
J. Rodrigues fils.....	50	Patto	30
A. Halimbourg.....	30	Jacob Lévy.....	18
David jeune	18	Lion Cahen.....	18

Waill jeune	18	J. Abraham fils	30
Pignon Louis	18	Edmond Halphen	30
Th.-Is. Pohl	18	A. Halphen	30
M. Bolwiller	18	J. Benjamin	20
Mayer Aron	18	Hayem Halphen	18
A. Salmon	18	Wertheimer	25
Weill	18	Dreyfus	30
Cerf	18	Michel Treyfous	18
Isaac Lipman	18	Lazard Cahen de Metz	40
Léon Lecerf	36	Allegri	25
Léon Daniel	40	Moyse Oulman	20
L. Mayer	24	A. Haas	50
Benoît Cohen	25	Hamburger	18
M. Abraham fils	24		

Cette liste continue jusqu'en 1837. Parmi les souscriptions importantes, nous distinguons celle de Michel Goudchaux, qui est de 100 francs. Toutes les autres — il y en a soixante-dix-neuf — sont de 18, 20, 30 et 50 fr.

Liste des cinquante Israélites ¹ les plus imposés

NOMS.	PRÉNOMS.	DOMICILES.
Rothschild (de).	James.	9, rue d'Artois.
Romilly (de).	Olry-Worms.	44, rue de Bondy.
Rothschild (de).	Anselme.	9, rue d'Artois.
Fould père.	Berr-Lyon.	10, rue Bergère.
Halphen père.	Salomon.	24, rue Richelieu.
Vieyra Molina.	Fils.	32, rue de l'Odéon.
Rodrigues.	Eduard.	20, rue Neuve-des-Mathurins.
Bonnefil.	»	14, rue de Matignon.
Mathias.	»	8, rue des Fossés-Montmartre.

¹ Cette liste est en réalité composée de soixante noms.

n° 11.

de la circonscription de Paris en 1828.

CONTRIBUTIONS PUBLIQUES.	CONTRIBUTIONS AUX FRAIS DU CULTE.		FONCTIONS, TITRES, MORALITÉ.
	Locaux.	Généraux.	
	fr. c.	fr. c.	
•	563 40	776 60	Banquier distingué. Israélite recom- mandable. Le plus fort imposé du rôle.
Electeur aux deux Collèges.	562 •	535 •	Banquier. Membre laïque du Consis- toire israélite de France. Ancien administrateur. Citoyen honorable- ment connu.
•	362 •	535 •	Banquier. Neveu de M. J. de Roth- schild et associé à sa maison. Jeune homme estimé.
•	217 20	280 80	Banquier. Membre du Consistoire central et du Conseil d'escompte de la Banque.
Electeur aux deux Collèges.	217 20	280 80	Joaillier ; généralement considéré. Notable du commerce de Paris. Membre du Consistoire central.
Propriétaire.	189 80	242 20	En suspension de paiements. Absent de la capitale.
Electeur aux deux Collèges.	182 •	234 •	Banquier. Homme probe et instruit.
•	171 40	228 60	Capitaliste jouissant d'une grande fortune. Etabli depuis peu à Paris où il est bien vu.
•	161 20	208 80	Négociant avantageusement connu dans le commerce. Associé de la maison Mathias frères. Etranger.

NOMS.	PRÉNOMS.	DOMICILES.
Javal aîné.	A.	18, rue du Sentier.
Javal jeune.	Jacques.	2, rue de la Chaussée-d'Antin.
Zacharias.	John.	32, r. de la Ferme-des-Mathurins.
De Cassin.	Mardochée.	38, rue Notre-Dame-des-Victoires.
Fould fils.	Benoît.	10, rue Bergère.
Valentin.	,	6, rue Cadet.
Allemand. Singer.	David.	28, rue d'Hauteville.
Lévy.	Myrtil.	17, rue de Lancry.
Hesse.	Paul.	10, rue de Berry.
Schmoll.	Aaron.	9, boulev. des Filles-du-Calvaire.
Abraham.	Michel.	78, rue Saint-Martin.
Abraham.	Lyon.	
Brandon.	Jacob.	9, rue de la Marche.
Fould.	Louis.	10, rue Bergère.

CONTRIBUTIONS PUBLIQUES.	CONTRIBUTIONS AUX FRAIS DU CULTE.		FONCTIONS, TITRES, MORALITÉ.
	Locaux.	Généraux.	
	fr. c.	fr. c.	
Electeur aux deux Collèges.	151 10	193 90	Banquier et manufacturier estimé. Notable au Collège israélite de Paris. Frère du suivant.
Electeur aux deux Collèges.	151 10	193 90	Président du Consistoire israélite de Paris. Membre du Conseil général des manufactures. Administrateur des Messageries générales de France.
96 fr. 95	129 "	171 "	Possède une grande fortune ; est à Paris depuis peu de temps.
"	108 70	141 30	Israélite recommandable. Un des an- ciens de la capitale.
Electeur.	108 50	139 50	Banquier. Juge suppléant au tribunal de commerce. Membre du Collège israélite des Notables de Paris.
48 fr.	95 80	124 20	Fils de Berr Lyon Fould. Jouit de beaucoup de considération.
"	"	"	Etranger.
Electeur aux deux Collèges.	87 70	114 30	Lisez veuve Allemand.
Propriétaire.	78 30	101 70	Fabricant de calicots. Commerçant estimé. Notable israélite de Paris.
Electeur aux deux Collèges.	70 "	90 "	Entrepreneur. Propriétaire de cabrio- lets. Avantagement connu.
Electeur aux deux Collèges.	70 "	90 "	Fabricant de boutons. Notable du commerce de Paris. Membre laïque du Consistoire départemental.
Electeur aux deux Collèges.	70 "	90 "	Propriétaire. Israélite extrêmement recommandable. Membre du Con- sistoire central des Israélites de France.
Electeurs aux deux Collèges.	64 50	85 50	Négociants très estimés. Notables du Collège israélite de Paris. Deux frères.
"	64 50	85 50	
"	64 50	85 50	Rentier. Ancien manufacturier. No- table Israélite de la circonscription.
Electeur aux deux Collèges.	64 50	85 50	Associé à la maison Fould. Fils de B.-L. Fould.

NOMS.	PRÉNOMS.	DOMICILES.
Lazard.	Jacob.	3, place des Victoires.
Vieyra Molina.	Père.	
Worms.	"	69, rue de Provence.
Halphen.	Anselme.	24, rue Richelieu.
Hatzfeld.	John Martin.	41, rue Charlot.
Furtado.	"	10, rue Bergère.
Lhéric.	"	18, rue Vivienne.
Rodrigue aîné.	Isaac.	42, rue d'Artois.
Rodrigue.	Henry.	20, rue Neuve-des-Mathurins.
Haber.	Maurice.	9, rue Cadet.
Salom jeune.	"	34, rue Taitbout.
Abrahamson.	"	
Crémieux.	"	10. avenue de Neuilly (Champs- Elysées).
Goudchaux.	Michel.	9, rue Vendôme.
Ravel.	David.	16, rue du Cimetière-St-André-des-Arcs
Oulman.	Cerf.	39, rue Neuve-Saint-Médéric.
Dacosta.	Athias.	23, rue Taitbout.
Haas.	Antoine.	22, rue Pinon.
Javal.	Léopold.	Rue Saint-Martin.
De la Chauvrière.	Lefebvre.	

CONTRIBUTIONS PUBLIQUES.	CONTRIBUTIONS AUX FRAIS DU CULTE.		FONCTIONS, TITRES, MORALITÉ.
	Locaux.	Généraux.	
	fr. c.	fr. c.	
Electeur aux deux Collèges.	64 50	85 50	Joaillier. Expert des diamants de la couronne. Israélite très recomman- dable. Membre du Collège de Paris. Mort depuis quelques mois.
»	»	»	»
»	64 50	85 50	»
48 fr.	56 »	72 »	Négociant lapidaire très estimé. As- socié à la maison de son père S. Halphen.
Electeur aux deux Collèges.	56 »	72 »	Rentier. Propriétaire. Ex-membre du Consistoire israélite de Paris.
»	56 »	72 »	Négociant estimé. Associé à la mai- son de son beau-père B.-L. Fould.
Propriétaire.	56 »	72 »	Joaillier.
»	53 50	71 50	Capitaliste. Membre laïque du Con- sistoire central.
»	51 60	68 40	Négociant. Fils du précédent.
800 fr.	49 30	65 70	Capitaliste. Etranger. Gendre de M. Worms de Romilly.
»	45 50	58 50	Rentier. Bien vu. Membre du Collège actuel des Notables de Paris.
»	»	»	A quitté Paris.
»	42 40	57 60	Marchand de chevaux. Jouit d'une bonne réputation.
»	42 40	57 60	Banquier extrêmement recomman- dable et considéré. Notable israé- lite de Paris.
»	38 70	51 80	Ancien négociant estimé.
112 fr.	37 60	50 40	Négociant jouissant de beaucoup d'estime.
»	35 »	45 »	Marchand de nouveautés. Assez bien vu
65 fr.	35 »	45 »	Caissier de M. J. de Rothschild. Homme considéré. Etranger.
»	35 »	45 »	Commerçant estimé. N'a pas trente ans.
»	»	»	Lisez Madame Lefebvre...

NOMS.	PRÉNOMS.	DOMICILES.
Allegri.	Benedict.	69, rue Sainte-Avoie.
Aaron.	Joseph.	17, rue de Lancry.
Elie.	Salomon.	25, rue du Temple.
Allemand.	Joseph.	2, rue des Douze-Portes.
Berncastel.	Aîné.	18, rue Tiquetone.
Hirsch.	Wolff.	33, rue Michel-Lecomte.
Halphen.	Edmond.	5, rue de Choiseul.
Javal.	„	34, rue Quincampoix.
Lecerf.	Jullien.	5, rue Neuve-Saint-Eustache.
Levy.	Olry.	2, rue de la Vrillière.
Mayer.	Jacob.	5, passage Molière.
May.	Jules.	39, rue Neuve-des-Petits-Champs.
Manheim.	„	125, Palais-Royal.
Sciama.	Nissim.	7, rue d'Hauteville.
Stiébel.	„	5, rue Feydeau.
Simon.	Philippe.	7, rue de Montmorency.

CONTRIBUTIONS PUBLIQUES.	CONTRIBUTIONS AUX FRAIS DU CULTE.		FONCTIONS, TITRES, MORALITÉ.
	Locaux.	Généraux.	
	fr. c.	fr. c.	
283 fr.	31 50	40 50	Négociant. Membre du Consistoire israélite de Paris et notable du commerce.
•	31 50	40 50	Marchand de chevaux et entrepre- neur de voitures.
•	31 50	40 50	Rentier estimé.
•	27 60	32 40	Rentier.
•	27 60	32 40	Commissionnaire en marchandises. Etranger.
•	27 60	32 40	Manufacturier estimable. Membre du Collège israélite de Paris.
48 fr.	27 60	32 40	Associé à la maison Halphen. Ex- secrétaire du Consistoire départe- mental. Jeune homme très bien vu. Fils de M. S. Halphen. N'a pas 30 ans.
•	27 60	32 40	Commerçant probe.
120 fr.	27 60	32 40	Fabricant de produits chimiques. Membre du Collège actuel des no- tables de Paris.
•	27 60	32 40	Négociant recommandable.
•	27 60	32 40	Marchand.
•	•	•	Négociant estimé.
475 fr.	27 60	32 40	Bijoutier assez bien vu dans le com- merce. Etranger.
60 fr.	27 60	32 40	Négociant très estimé. Membre du Consistoire central.
400 fr.	27 60	32 40	Carrossier. Jouit d'une bonne répu- tation. Etranger.
•	27 60	32 40	Fabricant d'horlogerie. Membre du Collège des notables israélites.

Liste des Israélites dont les contributions ne sont pas les plus de leurs talents ou

NOMS.	PRÉNOMS.	DOMICILES.
Alkan.	Salomon.	3, rue Samson.
Bernheim.	Jacques.	6, rue d'Antin.
Cerfberr.	Théodore.	38, rue de l'Echiquier.
Cerfberr.	Alphonse.	28, rue d'Enghien.
Cahen.	Le Docteur.	15, rue du Chaume.
Dalmbert.	E.-Mayer.	19, rue Portefoin.
Daninos.	B.	18, rue Basse-d'Orléans.
Heller.	Hippolyte.	15, rue Saint-Florentin.
Maas.	Myrtil.	32, rue Saint-Eustache.
Patto.	Benjamin.	34, rue Taitbout.
Sylveira.	Jacob.	9, rue de la Marche.
Weil.	Cerf.	38, rue de l'Echiquier.
Marx.	•	14, rue Albouy.

1 Il y a certainement une erreur dans cette seconde liste où les frais généraux

fortes mais qui ont droit à la notabilité en raison de leurs services, de leurs qualités.

CONTRIBUTIONS PUBLIQUES.	CONTRIBUTIONS AUX FRAIS DU CULTE.		FONCTIONS, TITRES, MORALITÉ.
	Locaux.	Généraux.	
	fr. c.	fr. c.	
"	28 50	21 50 ¹	Président depuis dix ans du Comité de bienfaisance.
"	31 50	23 50	Fabricant d'huile. Ex-trésorier du Consistoire.
"	14 40	10 60	Homme très recommandable. Un des plus anciens notables de Paris.
"	28 80	21 20	Ancien élève très instruit de l'Ecole polytechnique. Chevalier de la Légion d'honneur. Fils du précédent.
"	16 20	13 80	Médecin de la gendarmerie. Membre actuel du Consistoire de Paris.
"	16 20	13 80	Membre du Collège actuel des notables de Paris.
"	22 50	17 50	Membre du Collège actuel des notables de Paris.
"	14 40	10 60	Docteur-médecin gradué de la Faculté.
"	16 20	13 80	Directeur de la Compagnie d'assurances l'Union. Notable actuel.
"	16 20	13 80	Un des anciens notables de Paris.
"	10 80	9 20	Architecte, Inspecteur des constructions du Temple israélite de Paris. Gendre de M. J. Brandon.
"	25 65	19 35	Manufacturier. Administrateur du Temple. Gendre de M. Th. Cerf-berr.
"	28 80	21 20	Entrepreneur de voitures. Homme considéré.

sont moindres que les frais locaux. Ce doit être le contraire.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
CHAPITRE I. <i>Origine et création du Comité de bienfaisance</i>	1
CHAPITRE II. <i>Organisation</i>	12
CHAPITRE III. <i>But et action</i>	19
CHAPITRE IV. <i>Œuvres du Comité</i> : L'assistance.....	28
— Le chauffage.....	33
— Palmes et cédrats.....	35
— Les azymes.....	37
— Les bains religieux.....	42
— Habillement des enfants des écoles.....	46
— La loterie.....	50
— Les loyers.....	53
— L'œuvre des femmes en couches.....	55
— Les caisses de prêts.....	57
— Le vestiaire.....	59
— Les soupes aux écoles.....	60
— Le fourneau alimentaire ...	62
CHAPITRE V. <i>Les malades, la maison de secours et l'hôpital de Rothschild</i>	65
CHAPITRE VI. <i>Les Orphelins et les Enfants abandonnés. L'Orphelinat S. et C. de Rothschild</i>	85
CHAPITRE VII. <i>Cimetières et Inhumations</i> : Les cimetières....	94
— Service des inhumations.....	125
CHAPITRE VIII. <i>Le livre d'or du Comité</i>	140

APPENDICE.

Composition du Comité depuis 1809 (pièce n° 1).....	155
Liste des Dames patronnesses de la Loterie, depuis la création	

de cette œuvre (pièce n° 2).....	159
Médecins, chirurgiens, internes en médecine et en pharmacie qui ont appartenu à l'hôpital de Rothschild, depuis 1852 (pièce n° 3)	166
Ordonnance qui autorise l'établissement d'un cimetière particu- lier pour les Juifs portugais à Paris (pièce n° 4).....	168
Tombes subsistant au cimetière de la Villette (pièce n° 5).....	170
Tombes subsistant au cimetière de Montrouge (pièce n° 6).....	174
Premières pierres sépulcrales au cimetière du Père-Lachaise (pièce n° 7).....	187
Liste des premiers souscripteurs du Comité de bienfaisance (pièce n° 8).....	193
« Etat nominatif des personnes qui ont souscrit une aumône vo- lontaire et applicable aux vieillards, aux orphelins et aux veuves pauvres de la nation israélite à Paris » (pièce n° 9)....	196
Souscriptions recueillies à la suite de l'appel fait en 1820 (pièce n° 10)	202
« Liste des cinquante Israélites les plus imposés de la circons- cription de Paris, en 1828 » (pièce n° 11).....	204

AUTRES OEUVRES OU INSTITUTIONS MENTIONNÉES DANS CE VOLUME

Sociétés de secours mutuels	7-9, 16 (note), 58 (note), 66 (note), 71 (note), 72, 82 (note), 85, 125, 134, 148, 149.
Société des Amis du travail.....	24 (et note).
Société pour l'établissement des jeunes filles.....	26, 51.
Société du Repos Eternel	26.
Œuvre des machines à coudre.....	26 (et note).
Œuvre André-Gustave de Rothschild..	26 (et note).
Œuvre des jeunes malades adultes....	27 (et note).
Fondation Henri Picart..	27.
Société pour la mise en apprentissage des garçons	51.
Société des femmes en couches	52, 56 (et note).
Maison de refuge pour l'enfance.....	52.
Maison de retraite M. Léon.....	82 (note).
Commissaires de charité	148.



DS135 .F83K12

Le comite de bienfaisance [microform]

Princeton Theological Seminary-Speer Library



1 1012 00055 1806